

Le coup de poker de M. De Klerk

L'AFRIQUE du Sud est sous le choc. En annonçant, jeudi 20 février, devant le Parlement, la tenue prochaine d'un référendum au cours duquel les électeurs blancs devront se prononcer sur la politique de réformes entreprise par son gouvernement, le président Frederik De Klerk a pris tout le monde de court. Ce scrutin équivaut à un vote de confiance et place la minorité blanche au pied du mur. « Si je perds le référendum, je démissionnerai », a averti le chef de l'Etat.

Bien que l'on ignore encore les termes précis de la question devant être soumise au vote, on en connaît l'enjeu. Il est devenu crucial, a expliqué M. De Klerk, de savoir « à qui les électeurs blancs font confiance pour mener les négociations sur l'avenir constitutionnel de l'Afrique du Sud ». Décidé à frapper fort et vite, le président a prévenu que ce référendum se tiendrait avant la fin du mois prochain, c'est-à-dire, vraisemblablement, avant que ne s'ouvre la nouvelle session plénière de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), prévue pour le 28 mars.

Le coup de poker présidentiel est d'autant plus spectaculaire qu'il survient au lendemain d'une défaite électorale cuisante pour le Parti national (NP, dirigé par M. De Klerk). L'élection législative partielle organisée, mercredi 19 février, à Potchefstroom, au sud-ouest de Johannesburg, a vu, en effet, le triomphe des nostalgiques de l'apartheid, le Parti conservateur (CP) du pasteur Andrius Treurnicht devançant son rival de 2 140 voix.

Cette déroute des « réformateurs » constitue un net renversement de tendance, par rapport aux dernières élections de 1989, que le NP avait remportées avec une confortable avance. Il est vrai qu'en trois ans beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. La politique de démantèlement de l'apartheid - symboliquement inaugurée par la libération de M. Nelson Mandela, en février 1990 - a aiguisé les inquiétudes de la communauté blanche. L'élection-test de Potchefstroom n'a fait que confirmer la perte de crédit du NP.

Le président De Klerk prend donc un pari à hauts risques. Selon la plupart des analystes politiques, le NP serait toutefois en mesure de gagner cette consultation, à condition que la participation des électeurs soit forte. Les dirigeants du CP ont-ils pressenti le danger? Dès l'annonce du référendum, les conservateurs ont assuré qu'il s'agissait d'un « geste de panique » de la part du pouvoir, mais ils n'en sont pas moins décidés à relever le défi.

La communauté noire, exclue du référendum, a vivement réagi. Lors d'une conférence de presse commune, les représentants du Congrès national africain (ANC), du Parti communiste (SACP) et du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) ont fermement rejeté ce futur scrutin, « organisé sur des bases raciales », et dénoncé toute tentative de donner « un droit de veto à la minorité blanche ». L'attitude à venir des dirigeants de l'ANC n'en reste pas moins déterminante. Les critiques qu'ils opposent à M. De Klerk ne doivent pas masquer l'évidence : il serait difficile aux Noirs de négocier quoi que ce soit avec un gouvernement dominé par les conservateurs.

M0147 - 0222 0 - 6.00 F



Après leur raid contre le Hezbollah

Les Israéliens « n'excluent pas » de nouvelles actions au Liban

Les blindés israéliens qui avaient été engagés, jeudi 20 février, contre les forces du Hezbollah au Liban sud sont revenus dans la « zone de sécurité » occupée par l'Etat hébreu et ont commencé à regagner Israël vendredi. Un officier qui a participé à l'incursion a affirmé que les objectifs de l'opération avaient été

« atteints ». Selon le Hezbollah, les Israéliens - qui « n'excluent pas » de nouvelles opérations dans la région - ont rencontré une « forte résistance » de la part des milices chiites. Les Etats-Unis, tout en refusant de qualifier l'intervention d'« invasion », avaient invité, jeudi soir, toutes les parties à une « retenue maximum ».

Blindés contre kalachnikovs

SIDDIQINE (Liban sud)

de notre envoyée spéciale

Des hélicoptères qui tournoient dans le ciel, des colonnes de fumée blanche, le bruit infernal des explosions.

Les soldats israéliens qui s'étaient introduits jeudi 20 février à l'aube au-delà de la « zone de sécurité » qu'ils occupent au Liban sud ont rencontré dans la journée une très forte résistance de la part des combattants chiites pro-iraniens du Hezbollah. Désertée par sa popula-

tion, Siddiqine, à quelques kilomètres des villages de Yater et Kafra que tente d'investir l'armée israélienne, est livrée aux combattants du Hezbollah, qui occupent même le check point abandonné par les troupes de l'ONU.

Armés essentiellement de kalachnikov, de lance-roquettes RPG et de quelques mitrailleuses lourdes qu'ils pointent au passage des hélicoptères qui ratissent la région, ces combattants n'ont cessé de se renforcer au fil de la journée de jeudi, non seulement avec l'arrivée des miliciens de

leur propre parti mais aussi ceux d'autres formations, en particulier de la milice chiite Amal. Dans les villages avoisinants, régulièrement arrosés par les obus israéliens (1 400 ont été tirés jeudi selon la police libanaise), les habitants ont pris le chemin de l'exode, courant sur les routes dans une panique indescriptible.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 4

ainsi que les articles

de PATRICE CLAUDE

et de SERGE MARTI, pages 4 et 5

Le Quai après la tempête

Les diplomates n'ont pas digéré la façon dont le pouvoir politique s'est défaussé de l'affaire Habache sur l'administration

par Claire Tréan

« Ça sent le roussi », « C'est la pause », « on ouvre les parapluies »... Après l'affaire qui lui a valu il y a deux semaines des sanctions sans précédent depuis 1945 (on n'a pas fouillé les archives au-delà), le Quai d'Orsay accuse le coup.

Non que le tort causé à l'image de la France à l'étranger soit ressenti comme irréparable : on déplore tout juste quelques sarcasmes des amis britanniques à propos de ces péripéties typically french que vient de traverser l'administration des affaires étrangères.

Non qu'une controverse soit engagée sur l'attitude de la France à l'égard des Palestiniens : l'histoire dira peut-être un jour ce que la venue à Paris du leader du FPLP avait à voir avec une politique qui a mis dès le début sur l'échec du processus de paix engagé sous l'égide des Américains

et qui ne désespère toujours pas de pouvoir jouer un jour son joker Arafat. Mais pour les fonctionnaires du Quai d'Orsay, dont pas un n'avoie spontanément cet aspect de l'affaire, le motif du malaise n'est pas là.

Il est dans la façon dont le pouvoir politique s'est défaussé sur l'administration d'une affaire qu'il n'a pas su gérer. Il est dans la sanction qui, « à la demande du premier ministre », a frappé deux hauts responsables du ministère dont la cause, estimée-t-on, était, en dehors même de toute considération paléstinienne, parfaitement défendable.

« La France, sous aucun gouvernement, n'a jamais refusé un visa hospitalier », affirme un diplomate, qui cite, entre autres indésirables ayant bénéficié de notre savoir-faire médical, « Duvalier, Mobutu, Bokassa et bien d'autres ».

Lire la suite page 5

La peinture contre le spectacle

Toulouse-Lautrec au Grand Palais et à la Bibliothèque nationale : une rétrospective instructive

par Philippe Dagen

« Un nom. Maître trop tôt disparu : l'un des rares qui empoignent et fassent frissonner. Riche, il avait pu s'affranchir de toutes les duretés de l'existence et s'était appliqué à regarder la vie. Ce qu'il a vu n'est pas flateur pour la fin du siècle dernier, dont il est le peintre véritable. (...) Il a vu, non pas comme beaucoup, ce que nous avons l'air d'être, mais bien ce que nous sommes. Et alors, avec une sûreté de main, avec une hardiesse à la fois délicate et

ferme, il nous a montrés à nous-mêmes. » L'article nécrologique qui commence ainsi a paru le 10 septembre 1901 dans le Journal de Paris, le lendemain de la mort de Toulouse-Lautrec.

Ni la naissance aristocratique du peintre, ni sa trop petite taille, ni son goût pour les alcools, ni la cure de désintoxication qu'il fit dans une clinique de Passy, ni ses séjours dans la maison close de la rue des Moulins, tout le fatras du pittoresque et de la psychologie triviale en somme, ne trouvent place dans l'article.

Son auteur, qui a signé seulement « N. N. », jugeait sans doute ces considérations inutiles et ne s'intéressait qu'à l'artiste et au moraliste, à l'essentiel, à ce qui mérite seul de demeurer. Un autre critique observa, lui, dans la Dépêche de Toulouse, que « les mots gnome, nain, bohème montmartrois sont venus se placer d'eux-mêmes sous la plume des nécrologues » et qu'ils n'ont donc « exprimé qu'un côté de cette nature méconnue ».

Lire la suite et l'article de GENEVIEVE BREERETTE page 15



Barbu peignant un bordel.

Situation tendue au Tchad

Un important dispositif militaire a été déployé à N'Djamena.

page 3

La marge d'erreur des enquêtes d'opinion

Une mise en garde de la commission des sondages.

page 8

La politique économique de M. Bush

Les déclarations optimistes du président de la Réserve fédérale ont favorablement influencé la Bourse.

pages 7 et 17

Air France pourrait contrôler 37,5 % de Sabena

Le gouvernement belge doit approuver le choix de la compagnie française, opposée à British Airways

page 18

JEUX OLYMPIQUES

■ Patinage artistique : le roman de Surya. ■ Bobsleigh : l'aide du sorcier helvétique. ■ Ski alpin : malaise suisse ; Pernille chante. Petra prie et Deborah pleure. ■ Glissas : géant. ■ Hors Jeux : une prison comme dortoir. ■ En Jeux : le double puzzle de la haute définition européenne.

Lire pages 12 et 13 les articles de PHILIPPE BROUSSARD MICHEL DELBERGHE, JÉRÔME FENOGLIO CLAUDE FRANCILLON et ALAIN GIRAUDO

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34

JACQUES DELORS

LE NOUVEAU CONCERT EUROPÉEN

EDITIONS ODILE JACOB

352 p. 130 F

LIVRES • IDÉES

■ Ernst Weiss, l'ami de Kafka. ■ Dominique Rolin entre mère et fille. ■ Le divan de Derrida. ■ Jérôme Clément ou l'itinéraire d'un enfant gâté. ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Nabokov ». ■ « Histoires littéraires », de François Bott : le cardinal de Retz. ■ « D'autres mondes », par Nicole Zand.

pages 25 à 32

A nos lecteurs

A la suite d'un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures du syndicat du Livre (CGT), lié à des discussions en cours avec le Syndicat de la presse parisienne (SPP), les quotidiens nationaux n'ont pas paru jeudi 20 février. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir excuser les désagréments subis du fait de cette grève. Ils trouveront dans le numéro d'aujourd'hui le supplément « Livres-Idées » qui aurait dû être publié hier et retrouveront, dès la semaine prochaine, « le Monde sans visa ».

Lire nos informations page 24

DÉBATS

Droits de l'homme

La démocratie partout menacée

par Maurice Duverger

Il faut beaucoup d'optimisme pour croire que l'effondrement des régimes communistes à l'Est et le recul des dictatures militaires dans le tiers-monde ouvrent à la démocratie un avenir radieux. A l'Est, le communisme risque d'être remplacé par des fascismes. Dans le tiers-monde, l'intégrisme musulman tend vers un nouveau totalitarisme. Et voici que l'extrémisme de droite devient menaçant dans l'Europe occidentale elle-même. La multiplication des attentats racistes dans de vieux pays libéraux est un signe : ils pourraient devenir féconds, ces vents qui n'ont pas encore engendré la bête immonde. En Allemagne, on voit poindre le moment où seront majoritaires les générations qui n'ont pas connu le nazisme.

En France et en Italie sont en train de croître des mouvements assez différents du fascisme mais pas moins dangereux. Le Front national réveille dans une partie de la droite les vieux démons autoritaires, répressifs et poujadistes. Il la détache d'une démocratie où le MRP et le gaullisme étaient parvenus à l'enraciner. Avec une force électorale dépassant 15 %, le retour à la proportionnelle en 1993 risquerait de transporter chez nous le mécanisme déclenché outre-Rhin par la proportionnelle avec les 18,3 % de suffrages obtenus par les nazis aux législatives de 1930.

Avant dépassé ce niveau en Lombardie et dans d'autres régions au-delà des Alpes, les résultats électoraux obtenus par les ligues autonomistes pourraient placer celles-ci en tête de tous les partis d'Italie du Nord aux élections d'avril prochain. Plus moderne que celui de Le Pen, leur racisme antisémite et leur progressisme économique les rapprochent de l'état d'esprit du patronat allemand en 1933, que résumait ainsi Alfred Krupp von Bohlen. Interrogé par les Américains à la Libération, celui-ci déclarait : « Nous avions l'impression que Hitler nous donnait la possibilité d'un développement sain. Il l'a fait. Nous voulions

un système qui fonctionnait bien et qui nous donnait l'occasion de travailler tranquillement. » Comme ses interlocuteurs évoquaient l'holocauste des juifs, le potentat de la Ruhr répondit simplement : « Si l'on achète un bon cheval, on ne regarde pas à quelques défauts. » Combien de temps encore allons-nous refuser d'admettre que le capitalisme à deux visages, le fasciste et le libéral, comme le socialisme à le visage du communisme et celui de la social-démocratie ? Le 30 avril 1945, jour où Hitler s'est suicidé, n'est pas moins important pour l'humanité que le 21 août 1991, jour où le socialisme s'est effondré.

Maintenir des structures solides

Le danger de voir un totalitarisme succéder à un autre est évidemment beaucoup plus grand que le risque de désagrégation de la démocratie dans des États d'Occident où celle-ci reste fortement implantée. Les énormes difficultés du passage à l'économie de marché, dans les pays de l'Est, exigent des gouvernements stables et efficaces. Comment les établir et les maintenir en l'absence d'un encadrement des citoyens par des partis de structures solides et d'esprit pluraliste ? Même en Pologne, où Solidarité avait établi un appareil capable de concurrencer celui de l'organisation communiste, les suffrages se sont égarés dans un éparpillement de groupuscules. A Varsovie, à Moscou, à Kiev, à Sofia, l'élection du chef d'État au suffrage universel, dans le cadre d'un régime semi-présidentiel, permet de consolider un peu la démocratie. Mais les risques du système, révélés à Tiflis, doivent conduire à s'entourer de précautions.

Ce dernier exemple illustre les difficultés particulières à la désagrégation des ensembles politiques dont chaque fraction réclame l'indépendance. Pour s'affirmer, ces nouveaux nationalismes tendent naturellement vers des formes extrêmes qui orientent

vers le fascisme. En Géorgie, les actes du président Gamsakhourdia montrent le danger d'une telle déviation.

En Croatie, un livre du président Tudjman apporte le même éclairage. Pour minimiser les excès du régime ultra nazi d'Ante Pavelic, souvent reprochés à son pays, l'auteur n'a pas hésité à adopter les thèses des révisionnistes sur l'holocauste des juifs par Hitler. Soulignant d'abord que l'évaluation des victimes a été faite à Nuremberg par les « procureurs alliés victorieux », il rabaisse ensuite leurs chiffres : « *devenus des lieux communs dans le monde entier* ». Après avoir chiffré le total de quatre millions de victimes pour Auschwitz, il précise : « *Mais, dans les travaux historiques, on peut même trouver des références à quelques centaines de milliers.* » Pour Malgouyres, en face du million et demi de victimes officielles, il enregistre : « *Selon une autre publication, il n'y en eut que trois cent soixante mille (dont deux cent mille étaient juives, le reste principalement des Polonais).* » Considérant alors que « *cela seul établit la totale incertitude des données* », le président Tudjman transpose cette conclusion aux chiffres avancés pour les victimes des camps de concentration oustachis.

Il va beaucoup plus loin pour innocenter ses compatriotes. Il multiplie les témoignages prétendant que « *les juifs étaient responsables de la gestion du camp de Jasenovac* » et que « *dans une large mesure, ils conduisaient le processus de sélection, c'est-à-dire qu'ils choisissaient quel prisonnier serait liquidé* ». Rien d'étonnant à ces yeux, puisque, suivant d'autres témoignages « *la part de Pavelic, d'une façon ou d'une autre, était fondamentalement pluri-sémitique : c'était le parti juif parmi les Croates* » (1). De tels propos ne justifient pas qu'on méconnaisse les souffrances actuelles des Croates et la violence des Serbes. Mais ils donnent la mesure des maux de l'ultra-nationalisme qui menace les pays voulant affirmer une indépendance neuve et mal assurée.

Dans les nations du tiers-monde, l'intégrisme religieux apparaît de plus en plus dangereux. En 1992, un islam rétrograde y joue un rôle exactement contraire à celui que jouait un islam progressiste dans l'émirat de Grenade, avant 1992, alors infiniment plus libéral que la monarchie des Rois Catholiques après leur victoire.

Aujourd'hui, l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Indonésie, les pays à régimes autoritaires aussi différents du fascisme que du communisme. Ils incarnent un système totalitaire d'un type nouveau dont les valeurs morales sont élevées, mais la liberté absente. L'Algérie a failli entrer dans ce néo-totalitarisme par une voie qui lui était exactement opposée : le suffrage universel. Les chances futures d'une démocratisation y ont été maintenues par une violation immédiate de la démocratie : une intervention militaire impliquant une dictature provisoire.

On ne peut pas apprécier une telle

situation par des raisonnements philosophiques ou par la signature de manifestes, mais par des expériences pratiques. En 1932, au moment où deux partis totalitaires – le fascisme national-socialiste avec 37,4 % des voix et le communisme stalinien avec 14,3 % – totalisent en Allemagne 319 sièges au Reichstag sur 608, le général Groener, ministre de l'intérieur et de la Reichswehr, voulait dissoudre les sections d'assaut, colonne vertébrale du nazisme. S'il l'avait fait, au lieu de démissionner comme l'exigea la camarilla de droite modérée qui fit accéder les nazis au pouvoir démocratique par la transition du cabinet von Papen, la République de Weimar pouvait être sauvée au prix d'un intermède musclé. N'oublions pas qu'Adolf Hitler a été investi par une majorité parlementaire issue d'un suffrage universel régulier.

Le contre-exemple de l'Irak

Quand des peuples votent pour des hommes ou des partis qui veulent détruire cette pratique électorale, c'est que les électeurs n'ont pas une formation politique suffisante pour exercer leur fonction de citoyens. A cet égard, le FLN a commis une première faute majeure, en confiant l'éducation des enfants du peuple à des écoles coraniques, en général aux mains des intégristes. Il en a commis une seconde – celle-là en violation de la Constitution – quand il a autorisé un parti islamique auquel sa nature même permettait de surclasser tous ses rivaux dans un pays où la religion du Prophète est profondément enracinée.

Comme la France de 1848 et l'Allemagne de 1932, l'Algérie de 1991 ne pouvait pas vivre en démocratie parce que la majorité des électeurs n'étaient pas réellement attachés au pluralisme qui fonde celle-ci. L'enracinement du monolithisme par des décennies d'une éducation communis-tique rend les régimes de liberté aussi fragiles dans l'Europe de l'Est et la communauté de l'ex-Union soviétique, de la même façon que dans les pays d'Islam menacés par l'intégrisme. Comme en Turquie, comme en Égypte, l'armée peut parfois aider à progresser vers la démocratie.

A condition qu'on médite le contre-exemple de l'Irak, auquel la richesse économique, le développement technique et le laïcisme de l'organisation politique confèrent de grands atouts pour une telle évolution. La mégalomanie des dictateurs est le risque permanent des dictatures, qu'elles tendent naturellement à développer.

(1) Franjo Tudjman. *Déroulé de la vie politique*. Zagreb 1989. (deux fois réédité depuis lors). Pages 153-158 et 316-319 du texte croate. Traduction de Miriam Fleischman.

COURRIER

La France en Hongrie

Le Monde a publié, le 6 février, une lettre qui, sur la foi de propos attribués à un professeur hongrois de français, se désolait de la « *perte de popularité* » de notre langue dans ce pays et de l'insuffisance des efforts pour y remédier.

Vos lecteurs ont le droit de savoir que ces affirmations – pour sympathiques que soit l'amitié qui les inspire – ne correspondent pas à la réalité. Elles touchent néanmoins au vif tout ce qui nous tient à cœur : la langue française et la culture française. Qu'en juge ?

La « *perte de popularité* » du français ? C'est le contraire qui est vrai : en trois ans, les effectifs des élèves choisissant notre langue dans les lycées hongrois ont augmenté de 100 % (de 8 000 à 16 000, soit près de 15 % du total). Quatre lycées bilingues ont été créés depuis 1989. Un lycée français est sur le point d'être l'Université de Budapest forme depuis cette année ses premiers ingénieurs entièrement en français : toutes expériences et initiatives sans précédent en Europe centrale et orientale.

« *L'abandon* » par les pouvoirs publics ? Il est également difficile de l'admettre. En 1990, le gouvernement a multiplié par cinq les moyens consacrés au développement de notre langue. Entre autres exemples : 350 bourses d'études ou de stages sont aujourd'hui distribuées chaque année contre quelques dizaines auparavant. Depuis

trois ans, les 750 professeurs hongrois de français (et les 250 enseignants de russe dont nous assumons la reconversion) se sont vu offrir un stage de deux mois dans notre pays, etc.

La « *comparaison* » avec les autres. Ces efforts (10 millions de francs sur un budget de coopération culturelle et technique de 40 millions de francs) peuvent apparaître insuffisants aux francophiles les plus exigeants. Mais comme le déplorent eux-mêmes nos collègues anglo-saxons, ils sont bien supérieurs aux leurs. Ce qui n'est pas anormal dès lors que la langue française affronte, en Hongrie peut-être plus qu'ailleurs, la concurrence historique de l'allemand et celle, universelle, de l'anglais.

Mais c'est précisément quand la pente à remonter est un peu raide que les clichés péremptoirs (« *le français est fichu, la France ne fait rien* ») s'avèrent les plus pernicieux, incitant finalement à un confortable fatalisme. C'est au contraire à se mobiliser que nous invitons votre correspondante et son amie hongroise, en leur fixant pour premier rendez-vous l'inauguration, dans quelques semaines, du nouvel Institut français de Budapest, magnifique instrument de rayonnement culturel dont aucun de nos concurrents ne possède l'équivalent, et de loin, non seulement en Hongrie, mais probablement dans beaucoup de régions du monde.

PIERRE BROCHAND
ambassadeur de France
à Budapest

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

La politique autrement

Les Français semblent passer de la « *dépolitisation* » à la « *politisation négative* ». Le succès des écologistes est un signe du regain d'intérêt pour la politique, mais en dehors des cadres traditionnels.

ES abstentionnistes étant devenus le premier parti de France – et les votants portant massivement leurs suffrages sur des candidats n'appartenant pas aux partis traditionnels, – la tentation est grande d'en conclure à une « *dépolitisation* » générale de nos concitoyens. Cette analyse paraît d'ailleurs confirmer les remarques des sociologues sur la tendance contemporaine à l'individualisme, au repli sur soi et au rejet de toute action collective.

Cette analyse, qui a correspondu à la réalité des années 80, mérite toutefois d'être réexaminée. C'est du moins l'avis du spécialiste de la communication Jean-Louis Missika, qui, dans un article du *Débat* intitulé « *Les faux-semblants de la dépolitisation* », observe que les Français sont, en réalité, de plus en plus portés à manifester leur opinion et donc à s'engager à la chose publique. Cette opinion étant la plus souvent hostile, cela ne contribue pas à donner une image très positive du débat public. Les Français semblent avoir adopté le slogan de Pierre Dac : « *Contre tout ce qui est pour et pour tout ce qui est contre* ». Mais le fait nouveau, estime Missika, est que cette expression existe, ce qui modifie sensiblement le paysage politique. On est passé progressivement de l'indifférence à l'indignation, de la passivité au refus.

Cet état d'esprit se manifeste, en particulier, dans le rétrécissement progressif des domaines échappant à la sanction. Des secteurs entiers de la vie publique qui, relevant exclusivement de la technique et de la compétence des experts, semblaient préservés de la vindicte populaire (comme la santé, l'école, l'audiovisuel ou la recherche scientifique) sont aujourd'hui à la critique et au débat, au même titre que les grands problèmes économiques ou de politique étrangère.

Plus rien n'échappe à la grogne des citoyens, qui supportent de plus en plus mal d'être soumis à des décisions lointaines et incompréhensibles des gouvernants. « *Il semble que ce soit à un mouvement de politisation négative que l'on assiste* », écrit Jean-Louis Missika. Les gens reviennent à la politique, mais en scabiant la politique. C'est de cette participation hostile que seront faites les prochaines années.

Le « message universel » de l'Europe

Ce retour – même à rebrousse-poil – du politique, on en a une illustration dans la naissance presque simultanée de deux revues qui ne craignent pas de s'efficher à cette enseigne : l'une s'appelle *Philosophie politique*, l'autre *Ecologie politique*. Estimant qu'« *on assiste aujourd'hui à un redéploiement sans précédent de l'intérêt pour les questions de philosophie politique : la République et la justice, la loi...* », le premier, dirigé par Blandine Barret-Kriegel, se fixe pour objectif de « *clarifier les problèmes posés par le monde contemporain* ».

Elle consacre son premier numéro à l'Europe, en tentant de dégager les valeurs fondatrices, à vocation universelle, qui donnent son sens et leur unité à ce nouvel acteur politique et qui se sont exprimées dans l'Église médiévale, dans l'humanisme de la Renaissance, dans la philosophie des Lumières, dans l'idéal démocratique ou dans la proclamation des droits de l'homme.

Mais tout cela, qui forme l'héritage commun de Européens par-delà leurs divisions nationales,

est-il suffisamment mobilisateur pour entraîner les énergies et affronter l'avenir ? La question est au cœur de ce numéro et la réponse est loin d'être assurée. « *Il est permis de douter* », écrit Léo Moulin, qu'elles (les valeurs traditionnelles de l'Europe) soient à ce point vécues dans les cœurs et les esprits, qu'elles puissent constituer le lien – tectus – à la fois souple et résistant qui devrait servir de ciment dénominateur à la diversité européenne. »

Ce scepticisme des philosophes ne peut, évidemment, être partagé par les politiques, pour qui l'optimisme et la foi en un avenir meilleur font partie des obligations professionnelles. Interrogés par la revue, des responsables politiques (de tous bords) tiennent à affirmer leur confiance dans le génie de l'Europe. « *Le message universel de l'État de droit et des droits de l'homme s'impose pour moi, avec tant de force qu'il a été de la évidence : ce combat-là est pour l'homme politique une seconde nature* », écrit Lionel Jospin.

Une théorie critique de la société marchande

Mais pour nécessaire qu'il soit, ce combat est-il suffisant pour sortir de leur morosité ceux qui ne sont pas des professionnels de la politique ? Certainement pas aux yeux des écologistes, qui cherchant à le placer dans une perspective plus globale, intégrant la politique et l'économie, la morale et la science, le social et le quotidien. Tel est du moins le dessein annoncé par *Ecologie politique*, qui veut détruire l'image passiviste et un peu bornée des écologistes, pour montrer que l'écologie constitue bien l'alternative aux impasses théoriques, politiques et économiques de notre société prétendument développée.

La dérive de cette publication est de donner sens aux innombrables actions particulières qui, un peu partout sur le territoire, expriment la sensibilité moderne à la défense de l'environnement, mais aussi au refus de l'injustice et de la violence. « *Il est hautement significatif* », écrit Jean-Paul Deléage, le directeur de la revue, que les mouvements vants aient d'emblée intégré les exigences d'égalité entre les sexes, le refus du nucléaire civil et militaire, la non-violence et le pacifisme comme à l'occasion de la récente guerre du Golfe. Haute-ment significatif qu'ils défendent partout l'intérêt des immigrés (...), qu'ils refusent la domination de l'homme sur la femme, du Nord sur le Sud, des humains sur la nature... »

S'appuyant sur « *les groupes sociaux montants* », dont les aspirations sont mal prises en compte par les institutions et les partis, les mouvements écologistes s'efforcent de fournir une réponse à ce « *négalisme politique* » souligné par Jean-Louis Missika. « *Les forces écologistes sont vouées non seulement à s'opposer aux pouvoirs élitaires, mais aussi au socle idéologique de la société marchande. Car il serait vain de lutter contre ces pouvoirs sans une théorie critique de leurs fondements* », écrit Jean-Paul Deléage.

Parti du dégoût de la politique et des partis, l'écologie fait un retour en force dans la politique. Celui-ci s'exprime déjà dans les urnes. Il lui reste à produire une philosophie et un programme. A convaincre les déçus de tous bords, qu'on peut faire de la politique autrement...

► Le *Débat*, n° 68, janvier-février 1992. Gallimard, 79 F. PUF.

► *Philosophie politique*, n° 1. PUF.

► *Ecologie politique*, n° 1. hiver 1991-1992, 70 F.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.809F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BREUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 48-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Breuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprise,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Michel Crois, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MOND 634 128 F
Téléc : 46-62-58-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

Imprimerie
du « Monde »
12, M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57-337
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 35-15 - Tapez LEMONDE
ou 35-15 - Tapez LM
Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ 100 CD de la collection

avec EDITIONS ATLAS

LES GÉNIES DU BLUES

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

ALGÉRIE : les négociations avec 240 banques à Paris

L'avenir du régime est lié à la signature d'un accord sur la dette

M. Mohamed Boudiaf, président du Haut Comité d'Etat (HCE) a affirmé, jeudi 20 février, dans un entretien accordé à Antenne 2, qu'il n'accepterait « aucune atteinte physique ou morale » aux personnes détenues. « Je m'engage personnellement, et il y a quelques dépassements, leurs auteurs seront sanctionnés ».

Le Front islamique du salut (FIS) a, pour sa part, fait état, dans la Tribune du vendredi, de l'arrestation de quatorze mille suspects entre le 6 et le 13 février. Soixante-neuf personnes ont déjà été condamnées à des peines allant de trois mois avec sursis à deux ans de prison ferme, a-t-on

annoncé, mercredi, de source officielle. De son côté, dans une résolution adoptée par son comité central, le FLN estime « urgent le retour à la vie constitutionnelle et l'attachement au processus démocratique, qui implique le choix du peuple ».

L'accord de « reprofilage de la dette » n'était toujours pas signé, vendredi. L'Algérie cherche à obtenir de ses créanciers le report d'échéances d'un montant de 1,5 milliard de dollars, de manière à alléger le service de sa dette estimée, pour 1992, à 9 milliards de dollars. Au cours de cette année, elle ne pourra compter que sur 11 milliards de recettes, provenant presque uniquement de ses exportations d'hydrocarbures.

On n'en est, heureusement, pas encore là. Lors de sa dernière conférence de presse (le Monde du 19 février), M. Boudiaf a assuré que les négociations avançaient « dans le bon sens ». L'accord paraît, pourtant, difficile à conclure, à cause de la résistance de banques américaines et italiennes. Déjà reportée trois fois depuis le mois de décembre 1991, la signature devait être annoncée le 14 février. Or, malgré les pressions des gouvernements français et américain désireux de donner un coup de pouce décisif à la solution d'un problème aux conséquences politiques considérables, les banquiers n'ont toujours pas réussi à se mettre d'accord.

En attendant, M. Ghazali garde dans ses cartons l'annonce de son plan de relance économique, ainsi que le remaniement ministériel annoncé et attendu chaque jour. Fondée essentiellement sur l'importation de 8 à 9 milliards de dollars de biens d'équipement dans des secteurs créateurs d'emplois et d'activités industrielles ou agricoles (le Monde du 11 février), les nouveaux projets économiques et politiques du gouvernement pourraient être, en effet, radicalement modifiés en cas d'échec de la réunion de Paris.

Economie de guerre

Autant dire qu'un échec serait catastrophique et que le rééchelonnement si redouté serait, alors, difficilement évitable. A moins que, comme l'a proposé M. Belaid Abdesslem, ancien ministre de l'économie, l'Algérie ne s'engage dans une « économie de guerre », qui consisterait à n'importer que le strict minimum, et même moins, jusqu'à remboursement de la dette. Le remède, déjà difficile à mettre en œuvre pour un gouvernement qui ne dispose que d'une assise populaire amoindrie, restreindrait de façon drastique la consommation locale, tout en risquant de porter un coup sans doute fatal à ce qui reste de son économie. Mais l'idée fait néanmoins son chemin dans certains cercles du pouvoir, qui se refusent à placer le pays sous le contrôle de la communauté financière internationale.

GEORGES MARION

TCHAD : après de graves accrochages

Un important dispositif militaire a été déployé à N'Djamena

De nombreux tirs d'armes automatiques et des échanges à l'arme lourde ont été entendus aux premières heures de la journée, vendredi 21 février, dans le sud de N'Djamena. Selon des témoignages recueillis par téléphone, un important dispositif militaire a été déployé dans la capitale, notamment autour de la présidence. Des troupes ont quitté le camp militaire situé dans le centre-ville, en direction de la périphérie sud de la capitale, dans la zone du pont de Chagoua. Les premiers tirs, particulièrement nourris, ont éclaté aux environs de 3 heures, heure locale et se sont poursuivis durant plusieurs heures.

MAROC

Les relations entre Paris et Rabat « ont attrapé une mauvaise grippe », déclare Hassan II

Hassan II estime, dans un entretien accordé au Figaro Magazine, que les relations entre Paris et Rabat « ont attrapé une mauvaise grippe », mais se dit « convaincu de la nécessité de protéger un lien fort et privilégié avec la France ». « En ce qui me concerne, je n'ai jamais rien fait pour qu'elles soient mauvaises. Je n'ai pas l'instinct de nuisance », assure-t-il. A son avis, cette détérioration, qui date d'environ deux ans, « quelques mois avant la guerre du Golfe », est due à « la malveillance, l'ignorance et l'irresponsabilité de ceux qui ont voulu, en vain, caricaturer l'image » du royaume chérifien. Le roi souligne, d'autre part, que l'intégrisme « doit être respecté lorsqu'il est individuel ».

« Par contre, ajoute-t-il, l'intégrisme collectif devient un attrape-nigaud, car il ne reflète pas autre chose qu'une volonté de domination obscurantiste. » Critiquant le Front islamique du salut (FIS), en Algérie, qui « n'a pas avancé le moindre programme politique, économique et social », Hassan II aurait « été enclin à laisser la deuxième tour des élections (législatives) avoir lieu », afin de voir comment ses responsables auraient concilié « leur formation morale, religieuse et l'adaptation à la vie moderne. Ou bien ils proposaient une méthodologie nouvelle et extraordinaire et alors ils pouvaient faire école, ou bien ils sortaient des rails constitutionnels et alors l'armée était le sauveur de l'Algérie. »

SÉNÉGAL : la visite du pape Jean-Paul II

Le climat de défiance a fait place à la réconciliation

Au lendemain de son arrivée au Sénégal, le pape a visité, jeudi 20 février, Ziguinchor, berceau du séparatisme casamançais. Au terme d'un séjour de quatre jours au Sénégal, Jean-Paul II doit se rendre en Gambie, puis en Guinée.

ZIGUINCHOR

de notre envoyée spéciale
Planté en plein soleil sur le toit du petit aéroport, un gros soldat stoïque, barbu, de feuilles de palmiers pour parure, a tenu camouflée, jouait les anges gardiens végétaux. La cathédrale, tout en pastel vanille-fraise, était pleine à craquer et, dans leur tenue d'apparat, les chefs musulmans eux-mêmes semblaient impatients de voir arriver leur hôte inhabituel, le pape Jean-Paul II, venu de Rome via Dakar jusqu'à Ziguinchor, en Casamance, ce Sud rebelle où les indépendantistes ont signé un accord de cessez-le-feu, le 31 mai 1991.

Un Sud musulman lui aussi, où les chrétiens sont à peine plus nombreux qu'à Dakar (7 % au lieu de 5 %). Comme par hasard, la rencontre eut lieu sous un tableau représentant la Cène. Le ton était donné : « Une journée mémorable », a dit poliment l'imam Alioune Aïdara, la plus haute autorité religieuse locale, avant d'insister, face à cet interlocuteur qui parlait de réconciliation, sur « les traditions de respect mutuel et de cohabitation de la Casamance ». La preuve ? A Ziguinchor, musulmans et chrétiens ont « le même cimetière pour tous. La cohabitation chez nous va bien au-delà de la vie ».

La sagesse africaine en exemple

« Vous êtes un messageur de la paix, au moment où le monde traverse des zones de turbulence », a-t-il dit encore avec plus de chaleur, nous avons un combat commun : « enlever à l'homme les tentations de la discorde. » Et le pape, condamnant les discriminations « injustifiables » et les « luttes sanglantes, qui ont entraîné des souffrances immenses » sur ce continent, répondit : « Prenez exemple sur la sagesse africaine qui veut que les partis en cause doivent se rencontrer et se réconcilier. »

Jean-Paul II venait de passer avec succès le premier vrai test de ce voyage en terre musulmane, où il est venu encourager une église « missionnaire » et minoritaire, à persévérer dans ses efforts « d'ouverture de l'Evangile », en cherchant son identité dans un dialogue avec l'islam.

A Ziguinchor, le terme « réconciliation » avait aussi un autre sens. Assisté au premier rang dans la cathédrale, avant de participer à la grand-messe en plein air, célébrée au stade Aline-Sitoe-Diatra (du nom de l'héroïne de la résistance de la Casamance face au pouvoir colonial), un prêtre à la soutane immaculée, devenu un symbole lui aussi, mais de l'indépendance par rapport au nord du pays, a écouté Jean-Paul II avec attention : l'abbé Augustin Diamaoune Senghor, deux fois emprisonné, attendait beaucoup de cette visite. « La violence nous a été imposée en Casamance et, sans la justice, la réconciliation ne serait bâtie que sur du sable. J'espère que le pape montrera la voie », confiait-il à quelques journalistes.

L'esclavage et la responsabilité de l'Europe

Jean-Paul II attendu en « médiateur » ? Pas vraiment. Mais on est loin, en tout cas, du climat de défiance des années 80, lorsque, pour faire pression sur le gouvernement sénégalais, pris en tenaille entre ses idées d'ouverture et ses liens avec les confréries musulmanes, les leaders religieux Mourides jurèrent, en 1985, d'aller se coucher sur les pistes d'atterrissage pour empêcher le pape de venir. Cette fois, mercredi 19 février, lors de l'arrivée de Jean-Paul II à Dakar, une file clairsemée mais ininterrompue de spectateurs enthousiastes balisait le parcours depuis l'aéroport ; et la cathédrale, là encore, était comble. Reçu avec le faste réservé aux chefs d'Etat au palais présidentiel, le pape, accueilli par le sabbat des lam-tams de la garde, a eu l'occasion de s'entretenir une première fois avec le président Abdou Diouf.

Au cours de cette « visite de courtoisie », tous deux ont pu vérifier qu'ils étaient à l'unisson. Engagé dans une vaste campagne de communication pour élargir l'audience du Sénégal en Afrique et, d'une

manière plus générale, à l'étranger, le président Diouf est l'homme des dosages et des équilibres fragiles. La venue de Jean-Paul II succède au sommet de l'organisation de la Conférence islamique (OCI), en décembre dernier. « L'intégrisme montre le plus mauvais visage de l'islam, nous sommes musulmans à 85 %, mais nous sommes des musulmans sages », nous avait-il récemment confié (le Monde du 10 décembre 1991).

« C'est un pays fraternel qui vous reçoit, tous les croyants ne sont-ils pas frères ? », expliqua-t-il au pape, avant de lui rendre hommage pour son action en faveur du dialogue interreligieux et ses appels pour l'Afrique. Grâce à vous, souligna le chef de l'Etat, « le développement est le nouveau nom de la paix ».

A Ziguinchor encore, l'ancienne escale des négriers — qui tirerait, paraît-il, son nom d'une déformation du portugais « Chequet, choram » (« Je suis arrivé, ils pleurent », allusion directe à la traite des esclaves) — Jean-Paul II a eu un premier aperçu de ce qui sera un thème dominant de la suite de ce voyage : l'esclavage et la responsabilité de l'Europe. Anticipant sa visite de samedi à l'île de Gorée, puis celle de dimanche en Gambie, hauts lieux symboliques de la traite, le pape, dans l'avion qui l'amenait de Rome, mercredi, avait eu ces mots inattendus : « Je vais vers l'Afrique avec un sentiment de pénitence et de réconciliation, en raison de ce holocauste méconnu qui a été celui des esclaves ».

Le pape cherchait-il, du même coup, à faire taire les critiques que suscite déjà son futur voyage à Saint-Domingue, en pleine commémoration contestée de la découverte de l'Amérique ? Ce nouveau « geste » envers l'Afrique est perçu, en tout cas, comme un élément de plus dans la voie du dialogue.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

CÔTE-D'IVOIRE

Le pouvoir accentue sa pression sur l'opposition

ABIDJAN

correspondance

M. Francis Wodé, député du quartier de Cocody et secrétaire général du Parti ivoirien des travailleurs (PIT), arrêté mardi à son domicile pour « recel de malfaiteurs », a été libéré, jeudi 20 février. La procédure de « flagrant délit », appliquée aux quelque trois cents personnes arrêtées depuis une semaine n'a pas été retenue contre lui. M. Wodé n'avait pas participé à la violente manifestation de mardi dernier (le Monde du 20 février).

M. Laurent Gbagbo, secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI), n'a pas bénéficié de la même mansuétude : sa garde à vue a été prolongée. Logiquement, il devrait être déféré devant les tribunaux, aux termes d'une ordonnance « anticasseurs », signée par le président Félix Houphouët-Boigny, selon laquelle « les instigateurs et

organisateur de manifestations ayant débouché sur des violences sont pénalisés et civilement responsables des dommages causés ». Les personnes interpellées sont passibles d'une peine d'emprisonnement de six mois à vingt ans.

Le durcissement du pouvoir se manifeste également par l'interdiction des manifestations « jusqu'à nouvel ordre », jeudi, une centaine de militants du FPI ont tenté de passer outre : ils ont été dispersés par les militaires qui surveillent désormais les édifices publics jour et nuit. La ville de Gagnoa, l'un des bastions du FPI, a été le théâtre d'incidents, mercredi, à la suite d'une opération « ville morte » lancée par le parti de M. Gbagbo. Selon un journaliste de l'AFP présent sur les lieux, 300 militaires se sont déployés dans cette localité, à 200 kilomètres au nord-ouest d'Abidjan, où ont eu lieu de nombreuses arrestations.

J.-K. F.

LES TRIBUS DE L'EUROPE

Colloque International/ Palais de Chaillot, Paris
28 et 29 février 1992

Vendredi 28 février
Les nouvelles fractures du continent à l'ère du post-communisme

Samedi 29 février
L'évolution des concepts de Nation, d'Etat-nation et l'organisation de l'Europe

la sept

Entrée libre

franc

Participants :

- Jorge Semprun
- Rudolf von Thadden
- Mano Veloso-Lima
- Umut Hery-Lamy
- Adnan Labin
- Cecilio Magris
- Enk Osmena
- Oswald Paz
- Peter Schoderbauer
- S. Ismail Benati
- Amiré Bhat
- Jacques Derrida
- Vasile Fedorovici
- Francisco Fogli
- Boudewijn Gemmink
- Peter Handke
- Alexandre Labovoy
- Grigory Konrad

PROCHE-ORIENT

Les réactions à l'incursion de chars israéliens au Liban sud

Les Etats-Unis, « préoccupés » par la montée de la violence au Proche-Orient au cours des derniers jours, ont appelé jeudi toutes les parties à une « retenue maximum ». La Maison Blanche s'est refusée à qualifier d'« invasion » les incursions israéliennes à l'extérieur de la « zone de sécurité », la bande frontalière qu'Israël occupe dans le sud du Liban.

« Nous sommes préoccupés par la montée de la violence au Proche-Orient au cours des derniers jours. Nous regrettons certainement les pertes en vies humaines en Israël et au Liban. Nous appelons toutes les parties concernées à faire preuve d'un maximum de retenue », a déclaré un porte-parole de la présidence américaine, Judy Smith. Elle a précisé que le gouvernement américain suivait la situation de très près et avait fait part de ses préoccupations à Israël, au Liban et à la Syrie.

Le département d'Etat a mis en garde par ail-

leurs les citoyens américains contre les risques d'attaques terroristes en Europe, en Afrique et au Proche-Orient après l'assassinat du chef du Hezbollah au Liban. Le Hezbollah « a les moyens d'opérer dans d'autres régions » que le Liban et « il a des complices » parmi d'autres groupes terroristes », a expliqué un responsable du département d'Etat sous le couvert de l'anonymat. M. Richard Boucher, porte-parole de la diplomatie américaine, a ajouté que la situation était particulièrement dangereuse au Liban, rappelant que les Américains n'avaient pas le droit de se rendre dans ce pays, leur passeport n'étant pas accepté pour cette destination.

« A Londres, le gouvernement britannique a condamné l'escalade de la violence » dans le sud du Liban et demandé le « retrait immédiat » des blindés israéliens. « Cette escalade de la violence ne peut conduire qu'à de nouvelles violences et

souffrances », a affirmé le Foreign Office dans un communiqué.

« A Paris, le porte-parole du quai d'Orsay, Daniel Bernard, a rappelé l'attachement de la France à l'application « dans sa totalité » de la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU demandant à Israël de retirer ses forces du sud du Liban. « A Téhéran, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati, a dénoncé le « crime » qui a coûté la vie au chef du Hezbollah libanais, affirmant que « le martyre » de cheikh Abbas Moussawi « provoquera une escalade dans la lutte contre le régime sioniste » qui l'a perpétré. Le guide de la république islamique l'ayatollah Ali Khamenei pour sa part s'en est violemment pris à Oum aux Etats-Unis « pour leur soutien aux crimes abominables du régime sioniste ». Il a qualifié de « terrorisme d'Etat » les raids israéliens contre les habitants des villages du Liban sud.

« A Washington, M. Fayçal Hussein, le principal personnalité palestinienne des territoires occupés, a affirmé que la délégation palestinienne reprendra lundi les négociations de paix avec Israël quelles que soient les entraves posées par l'Etat hébreu.

M. Fayçal Hussein, qui ne participe pas aux négociations mais les dirige de loin, a été reçu, jeudi soir, par le secrétaire d'Etat américain James Baker pour tenter de « surmonter les problèmes » posés par Israël, selon son expression.

Parmi ces problèmes, M. Hussein a mentionné ce qu'il a qualifié de « violations des droits de la délégation palestinienne » par Israël : l'arrestation de deux de ses membres et le fait que quatre de ses conseillers aient été empêchés jeudi de se rendre à Amman pour des raisons de sécurité. (AFP.)

Après quarante-huit heures de combats

L'armée israélienne s'est retirée dans la « zone de sécurité »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Les forces militaires limitées qui ont pris part à l'opération effectuée au nord de la zone de sécurité ont été évacuées de cette région, vendredi matin 21 février ». Confirmé par les « casques bleus » de la FINUL présents dans la région, cette information officielle était donnée, de source militaire, à veille du week-end à Jérusalem. De même source, les combats auraient fait une douzaine de morts du côté des combattants du Hezbollah et deux soldats israéliens, dont un officier, ont également trouvé la mort. Trois autres soldats ont été blessés dont un serait dans un état très grave. « Il n'est pas exclu », déclarait, vendredi matin sur la radio de l'armée, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, « que nous ayons à effectuer de nouvelles opérations dans cette région si le besoin s'en fait sentir ».

Retirés pour l'essentiel dans la « zone de sécurité », qu'elles occupent depuis 1985 dans le sud du Liban, les forces israéliennes ayant participé à l'expédition « limitée » auraient été composées d'environ trois cent cinquante combattants, dix-sept engins blindés et quatre hélicoptères de combat, le tout appuyé par des survols d'intimidation de l'armée de l'air et des tirs de barrage d'artillerie. Les deux d'artillerie se sont poursuivis vendredi matin dans la région. Comme il est de coutume dans ce

genre de situation, les informations n'ont pas été confirmées officiellement par Jérusalem. Il semble en revanche, que les craintes, exprimées par beaucoup, de voir les forces israéliennes élargir leur « zone de sécurité » n'étaient pas fondées. « Les soldats se sont retirés des villages de Kafra et Yater », a confirmé vendredi matin un porte-parole de la FINUL.

Situés à quelques kilomètres au nord de la zone occupée, ces deux localités avaient été plus ou moins désertées par leurs habitants, invités deux jours plus tôt par les autorités militaires israéliennes et leurs alliés locaux à déguerpir pour laisser place aux opérations. La « zone de sécurité » n'étant large, dans cette région, que de trois ou quatre kilomètres – contre une quinzaine dans d'autres zones frontalières –, on a pu craindre que l'armée ait reculé l'ordre d'y inclure les deux villages en question. « Il se pourrait bien que la zone de sécurité ait été mal dessinée dès l'origine », avait déclaré jeudi M. Arens. Et le premier ministre, M. Itzhak Shamir, refusant de se prononcer sur le détail de cette affaire, avait ajouté que l'élargissement de la dite « zone » était effectivement « envisagé ».

Pendant quarante-huit heures, conscientes de l'inquiétude nationale et internationale provoquée par leur action, les autorités politiques et militaires israéliennes se sont efforcées, sur tous les tons et par tous les moyens, de rassurer l'opinion quant au caractère

« limité » de l'expédition libanaise. « Nous ne resterons pas là-bas pour l'éternité », promettait jeudi soir M. Shamir. Pudiquement baptisée « opération paix sur la Galilée », le cauchemar de l'invasion du Liban par l'armée israélienne en juin 1982 aura occupé tous les esprits.

La haute école de la « sale guerre »

La « sale guerre », le « boudier » dans lequel plus de six cents soldats de Tsahal avaient été tués et plusieurs milliers blessés, tandis que le pays s'enfonçait dans la dépression économique et que les combats altéraient profondément l'image internationale de l'Etat juif, cette sixième guerre israélo-arabe a laissé une profonde cassure dans la société israélienne. En principe, affirmaient avec insistance les journaux de Jérusalem, « personne ici ne souhaite revivre cette difficile période ». « Il n'est pas question de nous laisser entraîner dans un nouvel engrenage de guerre », jurèrent des officiers d'état-major qui souhaitaient rester anonymes.

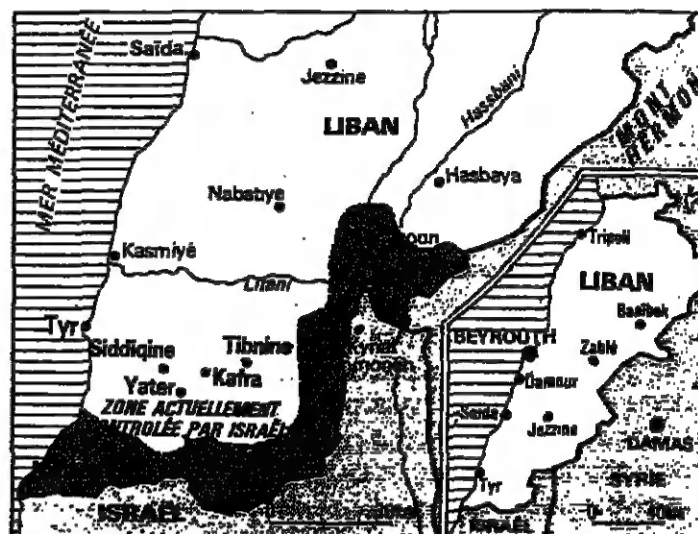
« Nous voulons simplement, ajoutait jeudi soir à Tel Aviv le général Elan Tal, porte-parole officiel de l'armée, que cessent les tirs de roquettes sur le nord de notre pays et, pour y parvenir, nous ferons ce qu'il faut ». En trois jours, selon le général, le Hezbollah pro-iranien, qui cherche à venger le meurtre de son chef, Cheikh Abbas Moussawi – victime, dimanche dernier, d'un raid hélicoptère –, a tiré plus d'une

centaine de roquettes Katioucha sur les forces israéliennes.

Les deux tiers de ces projectiles de 122 mm seraient tombés dans la « zone de sécurité ». Mais plus d'une trentaine ont touché la haute Galilée et, s'il n'y a eu, jusqu'ici, que quelques dégâts matériels, sur la cité de Kiriat Simona notamment, « c'est uniquement, reconnaissent les militaires, par pure chance ». Israël, a dit M. Shamir, « ne tolérera pas plus longtemps ces agressions. Nous savons bien que les terroristes ont beaucoup de roquettes mais nous en viendrons à bout, nous les délogerons ». La difficulté d'une telle mission vient, toutefois, de ce que les Katiouchas, version moderne de ce qu'on appelait jadis, les « orgues de Staline », précèdent les experts militaires, « sont aujourd'hui des engins étonnamment mobiles ». Les servants peuvent amener leur matériel sur une camionnette, tirer une salve, démonter l'engin et repartir ailleurs.

Pour mettre un terme aux tirs sur la Galilée, les forces israéliennes auraient pu décider d'élargir leur « zone de sécurité ». Ce fut d'ailleurs, dès mercredi, la proposition de l'ex-général Ariel Sharon, maître d'œuvre de l'invasion de 1982. Il semble que le haut état-major ait décidé de ne pas entendre l'homme qui, au regard de l'histoire, portera toujours une part de responsabilité dans les massacres de Sabra et de Chatila.

PATRICE CLAUDE.



Blindés contre kalachnikovs

Suite de la première page

Ali, vingt ans, a quitté Yater à l'aube pour abriter sa famille et s'apprête avec plusieurs de ses camarades, en fin d'après-midi, à regagner « à travers les collines et la faucon de la nuit » son village, pour renforcer les défenses.

Bousculant une fois de plus les troupes de la FINUL (Force internationale des Nations unies pour le Liban), c'est tôt jeudi matin que les blindés israéliens, appuyés par des hélicoptères de combat, avaient pénétré d'environ six kilomètres à partir de la « zone de sécurité » pour affronter les combattants du Hezbollah dans une opération qui est la plus violente depuis juin 1989, lorsque l'armée israélienne s'était opposée aux combattants intégristes dans la Bekaa ouest.

Préparée depuis quatre jours par d'intenses pilonnages d'artillerie, cette opération fait suite au très net échec de la situation au Liban sud après l'assassinat par Israël d'Abbas Moussawi, secrétaire général du Hezbollah et les tirs de roquettes katioucha sur le nord d'Israël, revendiqués par la milice intégriste, qui ont suivi. Trois salves de katioucha se sont encore abattues jeudi dans la région de Metoullah sans faire ni victimes ni dégâts.

La crédibilité de l'armée libanaise remise en cause ?

Partiel, le bilan des victimes s'établit pour l'instant à vingt-cinq, dont trois morts et deux blessés chez les miliciens chiites, deux morts et trois blessés côté israélien et quatre blessés parmi les soldats de la FINUL. Deux militaires fidèles, dont un officier dans un état grave, ont été atteints par des tirs de deux autres miliciens, également fidèles, ont été blessés par des combattants intégristes qui ont forcé un barrage. Les autres victimes sont des civils.

Face à cette opération dirigée contre sa milice, le nouveau chef du Hezbollah, Cheikh Nasrallah a décrété « la mobilisation générale des combattants », qui ont afflué toute la journée de Baalbek, leur fief de la Bekaa sous contrôle syrien, et de la banlieue de Beyrouth.

Tard dans la soirée, la route du sud venant de Beyrouth était sillonnée par de nombreuses voitures bourrées de miliciens en armes. Les formations pro-syriennes qui ont en principe dissous leurs milices dans le cadre des accords de Taëf ont aussi appelé leurs militants à prendre les armes contre Israël. Absents de la zone de combat théoriquement sous contrôle de la FINUL, l'armée libanaise et ses réserves ont également été mises en état d'alerte maximum pour, selon un communiqué du ministère de la défense, « répondre à toute tentative de progression des opéra-

tions militaires en direction de la zone de déploiement ». Les opérations se déroulaient jeudi à une quinzaine de kilomètres de la première position de l'armée.

Il ne faut toutefois pas se douter que ces développements risquent de compromettre gravement pour l'avenir la tâche du gouvernement libanais qui devait procéder au ramassage des armes légères des miliciens dans un délai d'environ un mois. Le fait que la résistance soit aujourd'hui du seul ressort des milices, et du Hezbollah en particulier qui, lui, n'a pas été désarmé, risque en effet de remettre en cause la crédibilité d'une armée absente contre l'ennemi extérieur. L'armée, dont le commandant en chef, le général Emil Lahoud, s'est rendu jeudi au sud pour étudier la situation, multiplie d'ailleurs les communications militaires comme si elle tentait par sa présence dans les médias de compenser son absence sur le terrain. Incapable en l'état actuel, par manque de moyens, d'affronter l'armée israélienne, l'armée libanaise pourrait avoir du mal ensuite à s'imposer auprès des milices, qui auront beau jeu de faire valoir qu'elles doivent bien rester armées contre l'ennemi israélien.

Sur le plan diplomatique, le Liban a demandé une nouvelle fois jeudi une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, réunie à laquelle sont hostiles, affirme-t-on de bonne source à Beyrouth, les Etats-Unis. Washington s'oppose en effet à toute résolution ou même déclaration qui pourrait, à ses yeux, avoir « un aspect provocateur » pour Israël à trois jours de la reprise des négociations bilatérales entre l'Etat hébreu et ses voisins arabes. Pour le ministre libanais de la défense, M. Fares Bouze, l'opération militaire israélienne est avant tout politique, c'est-à-dire qu'Israël cherche à créer une nouvelle réalité militaire pour changer la plate-forme de négociation politique dans le processus de paix, et tente aussi de séparer le Liban de la Syrie dans les négociations.

En plus de son incursion dans la zone de Yater et Kafra, l'armée israélienne a fait jeudi une autre percée, éclair cette fois, dans deux villages plus à l'ouest, pour menacer les habitants de bombardements s'ils abandonnaient des combattants intégristes. Elle a occupé, avec cent cinquante hommes et vingt blindés, une position de sa milice auxiliaire de l'armée du Liban sud au nord de Hasbaya, c'est-à-dire face aux troupes syriennes.

Vendredi, l'inquiétude demeurerait très vive à Beyrouth sur les éventuelles conséquences politiques d'une opération qui, selon les termes mêmes du ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, pourrait se renouveler.

FRANÇOISE CHIRIAUX

Les résultats des primaires en Israël

M. Rabin enlève la direction du Parti travailliste et M. Shamir conserve celle du Likoud

Sauf coup de théâtre, M. Itzhak Rabin, victorieux aux points chez les travaillistes, et M. Itzhak Shamir, vainqueur sans surprise dans son Likoud, se retrouveront le 23 juin prochain à la tête de leurs listes respectives pour un affrontement électoral qui promet d'être l'un des plus serrés qu'Israël ait connu depuis longtemps. Ainsi en ont décidé, mercredi et jeudi 20 février, les électeurs respectifs des deux champions.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Il est difficile de dire dans quelle mesure les roquettes, tirées depuis quatre jours par les combattants du Hezbollah libanais en direction de la Galilée, auront eu un impact sur les résultats des élections. Se souvenant que l'invasion proprement dite du Liban par Israël, en 1982, avait été appelée – dans un euphémisme retentissant... – opération « Paix sur la Galilée », certains politiciens de gauche, comme M. Yossi Sarid, avaient beau jeu d'ironiser jeudi sur la nouvelle expédition militaire israélienne. « Ne s'agit-il pas d'une nouvelle opération paix sur le Likoud ? », demandait ce dernier. Selon la version de M. Sarid, qui a réclaté, avec d'autres élus, la réunion urgente de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, le gouvernement aurait soigneusement préparé l'opération – depuis le meurtre de cheikh Abbas Moussawi dimanche dernier – à des fins électorales.

Choisi dès le premier tour par 40,6 % des cent trois mille militants qui ont accepté de participer aux pre-

mières « primaires à l'américaine » jamais organisées à cette échelle en Israël, M. Itzhak Rabin, fidèle à son image de protecteur des frontières d'Israël, non seulement ne partage pas cette analyse, mais il a approuvé, à mots couverts, l'expédition militaire au Liban.

M. Pérès : « Je peux encore servir »

Défait, son éternel rival, M. Shimon Pérès, n'a rien dit sur cette affaire. En dépit d'une campagne épuisante au cours de laquelle on a vu ce dernier apprendre des rudiments de russe pour séduire les nouveaux immigrants, passer personnellement des milliers de coups de téléphone aux familles des militants et visiter plusieurs dizaines de localités à travers le pays, M. Pérès, qui avait au surplus, en tant que président du parti depuis de nombreuses années, le soutien d'une majorité de l'appareil travailliste, n'a obtenu que 34,40 % des voix exprimées.

Beau joueur, le vieux lutteur a immédiatement reconnu sa défaite et fait savoir à son vainqueur qu'il était prêt à travailler désormais sous sa conduite. Contrairement aux rumeurs qui avaient couru toute la journée de jeudi, l'ancien premier ministre de la « cohabitation tourmentée » à l'israélienne n'a pas la moindre intention de rattracher. « Je peux encore servir », a-t-il déclaré, tandis que son entourage faisait savoir que, certes, « le président a des difficultés à être numéro deux », mais qu'il s'était désormais « fait à l'idée qu'il ne sera probablement plus jamais le chef du gouvernement d'Israël ». – Il a soixante-huit ans. Il pourrait, suggèrent ses amis, éventuellement conduire « l'économie, la défense ou les affaires étrangères » dans un futur cabinet dominé par le « Labour ».



M. Itzhak Rabin

Réveries ? Au-delà du sort personnel de M. Pérès qui, semble-t-il, obtenu le soutien des travaillistes arabes israéliens mais pas assez de suffrages chez les militants urbains, les chances du vieux parti de Ben Gourion et Golda Meir de retrouver le pouvoir perdu il y a quinze ans se seraient singulièrement accrues avec l'élection de M. Rabin. Enfant chéri des sondages qui font régulièrement de lui le politicien favori des Israéliens, tous partis confondus, l'ancien ministre de la défense a fait toute sa carrière, et sa campagne, sur son image de gardien de la sécurité nationale.

« En choisissant M. Rabin, ont expliqué la plupart des commentateurs de la presse, les travaillistes ont choisi le seul dirigeant capable de les ramener au pouvoir. » Autant M. Pérès qui fut pourtant, de l'avis général, « un bon premier ministre »,

peut susciter des réactions de rejet total et définitif dans le cœur de nombreux électeurs de droite, autant M. Rabin, qui professe des idées similaires à celles de son vieux rival – jadis qualifié d'« infatigable magouilleux » – apparaît en mesure de mordre sur l'électorat traditionnel du Likoud.

M. Itzhak Shamir et les siens l'ont bien compris, et la victoire de M. Rabin a fait passer, dans les assises de leur parti, jeudi à Tel-Aviv, un certain frisson d'inquiétude. En apparence moins « démocratique » que chez les travaillistes – mais n'ayant pas l'image des procédures internes respectives des deux grands partis – le mode de désignation des têtes de liste du Likoud pour les prochaines élections législatives a fait apparaître la montée en puissance d'un homme qui, pour n'être pas vraiment nouveau, n'en est pas moins représentatif des nouvelles générations.

Agé de cinquante-quatre ans, originaire du Maroc et francophone, le chef de la diplomatie, qui n'entretenait pas vraiment l'illusion de pouvoir battre M. Shamir, a obtenu 31 % des voix contre 46 % au premier ministre et 22 % à M. Ariel Sharon, ministre du logement. Les résultats obtenus par M. Lévy symbolisent en quelque sorte l'accession des juifs d'Orient, les sépharades, aux marches du pouvoir. Naguère chef de file d'une faction réputée plus à droite que M. Shamir, le chef de la diplomatie vient ainsi de se placer pour l'avenir. Il avait opéré, ces derniers dix-huit mois surtout, un changement d'image qui, le développement du processus de paix aidant, a fait de lui un modéré dans un parti de « faucons purs et durs ».

P. C.

PROCHE-ORIENT

contre le Hezbollah

Le secrétaire général de l'ONU exprime sa « grave préoccupation »

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Deux « casques bleus » originaires des îles Fidji ont été grièvement blessés et deux autres légèrement atteints, jeudi 20 février, lors de tirs croisés échangés entre des unités israéliennes et des éléments du Hezbollah dans le sud du Liban placé sous le contrôle de la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban), a indiqué M. François Giulini, porte-parole du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali. Ce dernier a aussitôt publié une déclaration officielle dans laquelle il évoque sa « grave préoccupation » et demande à Israël de « se retirer immédiatement » de cette zone.

« Ce n'est pas la première fois »

Le secrétaire général rappelle que la veille, le Conseil de sécurité avait, dans une déclaration, lu par son actuel président, l'ambassadeur américain Pickering, réaffirmé sa volonté de préserver « la pleine souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale » du Liban, conformément à la résolution 425 votée en 1978. M. Boutros-Ghali a évoqué la situation dans le sud du Liban lors

d'une réunion du Conseil de sécurité en principe consacrée à l'envoi d'une force d'interposition des Nations unies en Yougoslavie.

Malgré les incidents dont ont été victimes les « casques bleus », on exclut pour l'instant, de source proche du Conseil, toute idée de retrait des soldats de la FINUL. « Ce n'est pas la première fois que des « casques bleus » sont blessés ou tués au Liban sans qu'on en vienne à remettre en cause la présence des forces de maintien de la paix », a ainsi déclaré un diplomate à l'issue de la réunion du Conseil, relevant la « retenue » observée jusqu'à présent par les autorités libanaises après la décision prise par Beyrouth de saisir le Conseil de sécurité pour protester contre le raid israélien qui s'était traduit par la mort du secrétaire général du Hezbollah, cheikh Abbas Moussawi.

Mise en place en 1978 pour aider le gouvernement libanais à rétablir son autorité sur le sud du pays occupé par les Israéliens, la FINUL — dont le siège est à Naqoura — regroupe environ 5 800 militaires, 184 d'entre eux ont été tués et 276 autres blessés lors de leur mission d'interposition.

SERGE MARTI

ASIE

INDE : conséquence de l'appel des séparatistes au boycottage

Une abstention record a favorisé la victoire du Parti du Congrès aux élections du Pendjab

La victoire est massive pour le Parti du Congrès (I) : la formation du premier ministre Narasimha Rao a emporté 85 des 117 sièges de l'assemblée locale du Pendjab, mercredi 19 février. Les congressistes ont de plus enlevé 11 des 13 sièges au Parlement de New-Delhi, un gain non négligeable pour un gouvernement minoritaire.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Ces élections, les premières au Pendjab depuis 1985, ont été marquées par un taux d'abstention record : dans les campagnes, les paysans ont été sensibles aux menaces des séparatistes sikhs, qui avaient appelé au boycottage de la consultation. Des affiches avaient été placardées sur les murs de certains villages, punissant de « peine de mort » tout électeur en puissance. Des centaines de bureaux de vote, pourtant gardés par d'impressionnantes détachements paramilitaires, sont ainsi restés vides. Le taux de participation se situe autour de 28 %.

En décidant de boycotter le scrutin sous la pression des fanatiques, les partis régionalistes sikhs, les « Akali », ont laissé le champ libre au

Congrès. Un parti dont la réputation est pourtant au plus bas parmi une population sikhs qui estime avoir été en permanence « trahie » ou « humiliée » par le gouvernement central. Aujourd'hui, si très peu de sikhs rêvent du « Khalistan » indépendant que prônent les extrémistes, une grande partie d'entre eux a perdu confiance dans la politique du « centre » (le Monde du 19 février). La principale victime de la consultation est le « capitaine » Amarinder Singh, chef d'une faction modérée des Akalis, la seule qui avait osé se présenter.

Plusieurs partis d'opposition ont fait état d'irrégularités : des informations recueillies récemment à Amrit-

sar indiquaient en effet que des congressistes n'ont pas hésité à intimider leurs concurrents pour les empêcher de se présenter, ou pour « décourager » les électeurs de se rendre aux urnes. Et cela avec l'appui tacite de la police.

Depuis 1987, le Pendjab avait été placé sous administration directe de New-Delhi. Après une parenthèse de près de neuf ans, le Congrès revient en force dans l'assemblée locale. Mais peu croient aux chances du nouveau gouvernement de parvenir à enrayer la spirale de dix années de violence.

BRUNO PHILIP

3 millions de francs, et son coût annuel de fonctionnement est estimé à 1 million de francs. — (AFP.)

CHINE : rectificatif. — Une erreur nous a fait écrire, dans un article de notre envoyé spécial Francis Derron sur la situation à la frontière sino-vietnamienne (le Monde du 15 février) qu'un bataillon chinois gagnait 5 yuans (environ 5 francs) par jour, alors qu'il s'agissait de 50 yuans.

EUROPE

IRLANDE

La présidente prend position dans le débat sur l'avortement

DUBLIN

de notre correspondant

M^{me} Mary Robinson, présidente de la République d'Irlande à laquelle sa fonction, essentiellement protocolaire, interdit en principe de prendre position dans le débat politique, a néanmoins fait connaître, mercredi 19 février, son sentiment à propos de l'interdiction faite à une adolescente victime d'un viol d'aller avorter en Angleterre. « J'espère que nous aurons le courage qui nous a parfois manqué dans le passé, de regarder les choses en face et de dire qu'il y a là un problème à résoudre », a déclaré M^{me} Robinson, ancienne avocate et militante pour les droits des femmes et des minorités, devant un groupe de femmes à Waterford.

Ces remarques ont immédiatement provoqué la réaction du groupe catholique La solidarité de la famille qui a accusé la présidente de se mêler de politique. Le premier ministre, M. Albert Reynolds, tentant de calmer le jeu, a déclaré, jeudi, que la présidente ne reflétait que le souci humanitaire du gouvernement. Il a indiqué qu'un référendum sur cette question n'était pour lui que le dernier recours. La clause de l'article 40 qui proscrit l'avortement avait été ajoutée en 1983 à la Constitution. Selon M. Reynolds, le pays ne veut pas d'un débat acerbé comme celui qui avait précédé le référendum de 1983. Le premier ministre a déclaré que l'Attorney général était en train d'examiner les autres options possibles, telle l'application de la Convention des droits de l'homme des Nations unies ou d'autres obligations internationales. M. Reynolds s'est félicité de la décision de la famille de la jeune fille de faire appel devant la Cour suprême.

JOE MULHOLLAND

TURQUIE : attentat meurtrier à la Chambre de commerce d'Istanbul. — Une personne au moins a été tuée et une quinzaine d'autres blessées, jeudi 20 février, dans un attentat à la bombe à la Chambre de commerce d'Istanbul. L'attentat a été revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) et les Unités de la vengeance du Kurdistan. Le ministre des Finances et des douanes, M. Sumer Oral, aurait dû participer à la réunion de la Chambre pendant laquelle a eu lieu l'attentat. — (AFP, Reuters.)

ESPAGNE : deux morts et une quinzaine de blessés dans un attentat à la voiture piégée. — L'explosion d'une voiture piégée, à Santander, dans le nord de l'Espagne, a fait, mercredi 19 février, deux morts, un blessé jugé cliniquement mort et une quinzaine d'autres blessés, dont deux policiers. La bombe a explosé au passage d'un fourgon de police. Les autorités ont attribué l'attentat à l'organisation séparatiste basque ETA. — (AFP, Reuters.)

Le Quai après la tempête

Suite de la première page :

Ce diplomate explique que, face à ce type de sollicitation, le prédateur veut seulement qu'on s'assure de deux choses : que les intérêts sont salvés et ne laisseront pas d'arbitraire dans les hôpitaux parisiens ; que l'opération se déroule dans le secret, ce qui, en l'occurrence, a manqué. « On pouvait renchérir un autre, faire valoir que la France soigne tout le monde, même ses ennemis, même les barbares, que c'est en cela précisément que nous nous distinguons des barbares. »

Bref, de point de vue de diplomate, il n'y a pas d'affaire Habache. La véritable affaire pour le Quai d'Orsay, c'est la mauvaise manière faite par M^{me} Cresson à une administration qui estime ne pouvoir travailler que si elle est protégée de l'émotivité de l'opinion publique et des idées de la politique intérieure. C'est aussi, pour certains, le fait que le « patron », M. Roland Dumas, ait accepté de composer.

Iphigénie

Cresson voulait la peau de Dumas, elle a dû se contenter d'un lot de consolation, résumé lapidairement en une fonctionnaire. Or, dans ce lot à double tête, si chacun fait son deuil de Bernard Kessedjian, directeur du cabinet du ministre — un politique donc, au style de surcroît très autocratique, — on n'aurait pas en revanche le limogage de François Scheer, le secrétaire général du Quai d'Orsay, qui semble frapper les diplomates, toutes tendances politiques confondues, dans leur identité même.

François Scheer, dans l'histoire, c'est pour l'un « Iphigénie », pour un autre, moins proche de la tragédie grecque, « un monsieur qui sortait son chien et qui s'est pris une balle perdue » : c'est en tout cas pour tout le monde « quel qu'un qui n'a pris aucune part à la décision concernant George Habache » et qui n'a fait que donner, à propos de la venue du leader palestinien à Paris, un avis favorable dont le destinataire n'a d'ailleurs jamais pris connaissance.

François Scheer, c'est un Alsacien austère et distingué — jusqu'au plus fort du drame, dans ce très sobre « bien, Monsieur le ministre » par lequel il répondit au verdict que lui annonçait Roland Dumas dans la nuit du 30 janvier. — qui incarne désormais aux yeux de beaucoup une certaine idée du service de l'Etat bafouée par le pouvoir politique.

C'est un homme qui, pour avoir été directeur du cabinet de Claude Cheysson, puis nommé au secrétariat général par le pouvoir socialiste, n'était pas soupçonné de faire passer ses convictions politiques avant l'éthique de sa fonction de premier administratif du Quai.



PANCHO

Cresson s'en est prise à l'énergie, à l'un de ceux qu'elle qualifie de « cloportes » ; s'il fallait un fusible, Kessedjian suffirait ; « la principale erreur de Dumas, c'est d'avoir accepté la démission de François Scheer... C'est là, effectivement, que le bât blesse. Même si, à mesure que l'on remonte vers l'entourage proche du ministre, on entend un autre langage (« Larmes de crocodile... Ceux qui ne sont pas contents n'avaient qu'à démissionner. Moi, je bosse »), le traumatisme est profond. Quelques-uns vont au bout de leur ressentiment : le premier devoir du « patron », c'est de protéger son administration ; il y a eu « déni de responsabilité » ; autrement dit, si l'affaire était politique, il fallait que le ministre l'assume politiquement soit en se défendant, soit en se démettant.

« Perestroïka »

La diplomatie, pour des dizaines d'années, souvent brillantes, qui préparent telle conférence internationale, tel voyage du ministre, telle venue d'un Boris Eltsine en France, « ce sont des journées de quatorze heures de travail et le train de banlieue à la fin, parce qu'ils n'ont pas les moyens d'habiter Paris ». Cela n'a pas grand-chose à voir avec George

Habache, mais dans les périodes de crise, tout, indistinctement, affleure. L'abandon rencontre ses limites. L'esprit d'initiative, déjà mal partagé parmi les fonctionnaires, s'oriente vers le degré zéro : « On va ouvrir les parapluies ; la tendance déjà trop répandue à faire remonter la moindre décision jusqu'au sommet du ministère risque de s'accroître. » Les critiques des dysfonctionnements du ministère déferlent, au moment même où l'on s'efforce d'y remédier. Une sorte d'attentisme aux motifs pluriels s'installe ; on attend, sans avouer ses affinités rocardiennes, fabiusiennes, chi-

d'une administration frustrée. Message enfin entendu : le temps de l'opacité est déclaré révolu, l'heure est à la transparence.

Le nouveau directeur de cabinet est un « communicant ». On rétablit les réunions hebdomadaires du ministre avec les directeurs, dont la pratique s'était éteinte sous Jean-Bernard Raimond et avait été définitivement enterrée ensuite. On affirme enfin vouloir restaurer la fonction de secrétaire général, dont le précédent titulaire a été la victime de Bernard Kessedjian avant d'être celle de Georges Habache et d'Edith Cresson.

A cet égard la « nouveauté » qui consiste à avoir nommé à ce poste un non-socialiste — M. Serge Boidevaix, réputé gaulliste — n'est pas vraiment une révolution. M. Boidevaix a le profil classique du poste : diplomate chevronné en fin de carrière, disposant d'une très large expérience et politiquement « consensuel » puisque, ayant servi Michel Debré et Jacques Chirac, il a eu ensuite la confiance de François Mitterrand au poste de première ligne qu'est l'ambassade de France à Bonn (lire ci-contre). Il a, à ce poste, collé à la politique allemande de l'Elysée pendant la délicate période qui a précédé la réunification et il n'est pas homme à user de sa situation de fin de carrière pour prendre des libertés à l'égard du ministre ou du président. M. Roland Dumas n'a pas demeuré pas pour sa part à se défendre contre un reproche de sectarisme politique que personne ne lui fait. Les nominations depuis 1988 n'ont pas outrepassé l'obéissance à des considérations partisans.

Matignon hors circuit

Voilà pour la cuisine interne. Quant au reste, aux relations entre le Quai d'Orsay, l'Elysée et Matignon, elles sont quasiment consensuelles de la Cinquième République, et M^{me} Cresson n'y pourra sans doute rien changer. Les grandes orientations de la politique étrangère sont arrêtées entre le président de la République et le ministre et, hormis pour les affaires communautaires par définition inter-ministérielles, Matignon reste largement hors circuit.

Dans ce cadre, la proximité personnelle entre le chef de la diplomatie et le chef de l'Etat est évidemment essentielle pour l'ensemble du ministère. C'est elle qui fait que « quand le ministre ouvre la bouche dans une réunion des Douze ou ailleurs, on se tait », c'est elle qui l'aide à défendre le budget de son ministère, c'est elle qui lui permet, de temps à autre, de peser sur les décisions de l'Elysée. C'est elle qui, dans la tourmente, reste le principal atout de M. Roland Dumas.

CLAIRE TRÉAN

M. Serge Boidevaix est nommé secrétaire général des affaires étrangères

M. Serge Boidevaix a été nommé secrétaire général du ministère des affaires étrangères lors du conseil des ministres de ce mercredi 19 février. Il remplace à ce poste M. François Scheer, prié de démissionner le 30 janvier à la suite de l'affaire Habache (nos dernières éditions du 20 février).

[Né en 1928, ancien élève de l'École nationale d'administration, M. Serge Boidevaix a été en poste à Washington (1962-1964), à Bonn (1964-1967), à l'administration centrale comme directeur adjoint des affaires africaines et malgaches (1969). Il a été conseiller technique au cabinet du ministre de la défense (1969-1973), directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères (1973-1974), conseiller pour les affaires internationales au cabinet du premier ministre (1974-1976), ambassadeur à Varsovie (1977-1980), puis directeur d'Afrique du Nord et Moyen-Orient (1980-1982). Il a été ambassadeur à New-Delhi (1982-1985) et secrétaire général adjoint au ministère des relations extérieures (1985-1986). Il était ambassadeur à Bonn depuis mars 1986.]

DERNIER NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
RADIO TELEVISION

Mac Douglas

Le spécialiste du cuir

27, RUE DE PASSY 75016 PARIS TEL: 42 88 96 02
155, FG ST HONORE 75008 PARIS TEL: 45 61 19 71
11, RUE AUBER 75009 PARIS TEL: 47 42 01 95

LIQUIDATION TOTALE

DE TOUT LE STOCK
DE VETEMENTS DE CUIR
ET PEAUX LAINES
pour hommes, femmes, enfants.

A DES PRIX SACRIFIES

Par arrêté Préfectoral (Selon la loi du 30 décembre 1906)

Ouvert le Dimanche 23 Février

EUROPE

Biélorussie : l'indépendance tranquille

Le président Chouchkévitch veut éviter les affrontements inutiles
L'opposition l'accuse de faire le jeu des conservateurs et réclame un référendum

MINSK

de notre envoyé spécial

Le président Stanislas Chouchkévitch est le premier à expliquer que son pays ne jouit pas d'une indépendance « de principe ». Modéré, soucieux de faire les choses en douceur, d'éviter les affrontements inutiles, il ressemble tout à fait à l'image que les Biélorusses aiment donner d'eux-mêmes, en s'affirmant « la plus paisible des nations slaves ».

Au contraire de ses « collègues » Boris Eltsine et Leonid Kravtchouk, M. Chouchkévitch n'a pas exercé de hautes fonctions dans l'appareil. C'est au contraire un universitaire, un physicien nucléaire, fils d'un écrivain emprisonné pendant trente ans. Il est entré en politique lors des premières élections partiellement démocratiques, celles du printemps 1990, et il a été élu président du Parlement après l'échec du putsch d'août. D'abord facile, cet homme au physique solide ne semble pas avoir pris goût au pouvoir ni à ses attributs : il a renoncé à l'imposante datcha officielle qu'on lui destinait au profit d'une maison de campagne qu'il « a construite de ses mains ». La petite mais très active opposition parlementaire, émanation du Front national, c'est-à-dire ici de la « gauche » démocratique et indépendantiste, reconnaît sa sincérité et son honnêteté mais lui reproche de trop bien s'accommoder d'un Parlement représentatif de l'ordre ancien, constitué aux deux tiers d'apparatchiks et autres directeurs d'entreprises, sans parler des quelques dizaines de représentants d'associations d'anciens combattants, d'aveugles ou de sourds-muets.

Le gouvernement, à en croire un député du Front national, est encore plus « réactionnaire » et, au bout du compte, M. Chouchkévitch, qui n'aurait pas dit « d'accord à 95 % avec l'opposition », ferait désormais le jeu des conservateurs, responsables de la lenteur des réformes du fait que

les terres n'ont toujours pas été privatisées. L'opposition vient donc de lancer une campagne de collecte de signatures pour l'organisation d'un référendum débouchant sur de nouvelles élections. Tout en sachant que le pari est risqué, tant est grande aujourd'hui l'apathie de la population, confrontée, comme ailleurs, à une violente hausse des prix à peine tempérée par une situation économique considérée comme un peu moins mauvaise qu'en Russie. M. Chouchkévitch est de contester le jugement porté un peu partout à travers le monde sur le dernier sommet de la CEI consacré aux affaires militaires. « Non, ça n'a pas du tout été un échec », en réalité, « on a fait beaucoup plus que je ne m'y attendais : seize accords ont été signés ». Certes, sur les exemplaires qu'il produit à l'appui, certaines signatures ont été rayées, ou assorties de conditions, et plusieurs textes contiennent bien peu de substance. Il n'empêche, pour le

Biélorusse, la Biélorussie a fait clairement entendre sa position : il ne faut pas compter sur elle pour participer à des « forces unifiées de la Communauté », sinon pour une période de deux ans destinée à assurer une transition en bon ordre. Car le problème se pose ici avec plus d'acuité qu'ailleurs, en raison de l'extrême concentration de troupes sur le territoire biélorusse : « Un soldat pour 43 civils, contre un pour 64 en Russie, et un pour 528 au Tadjikistan ». Ce qui donne en chiffres « réels » 180 000, auxquels il faut ajouter 60 000 auxiliaires, alors que la Biélorussie n'envisage « pas plus de 50 000 à 60 000 hommes » pour sa future armée : « En proportion, c'est un peu plus que la Suisse, mais nous sommes moins bien protégés par la nature ».

Tout ne serait-il pas plus simple si la Russie renonçait à la fiction d'une armée commune ? La logique des choses veut que la Russie ait sa propre armée. La situation actuelle n'a pas de sens. D'ailleurs, il l'a fait observer à Boris Eltsine : « De quelle réduction d'armements parlez-vous outre Atlantique si vous n'avez pas d'armée ? » (M. Kravtchouk avait fait la même remarque, mais en public, et de manière beaucoup plus caustique). Cependant, « pour l'instant, le courage manque en Russie pour franchir ce pas ». Mais en tout état de cause, même s'il doit y avoir une armée « commune » à la Russie et à quelques autres États, « pour moi ce sera une armée russe. Qu'est-ce que ça change si on ajoute 140 000 Kazakhs à 3 000 000 Russes ? ». C'est pourquoi, dès maintenant, « l'essentiel est de négocier avec la Russie ».

Pour l'instant, aucun progrès n'a été réalisé sur la question hautement épineuse du « partage » des forces situées dans différents États. Quelle serait sa réaction si la Russie s'appropriait l'ensemble de l'armée soviétique, comme elle l'a fait par exemple pour les ambassades ? « Non, ce n'est pas possible, ce n'est pas acceptable. Que deviendraient alors les troupes qui sont chez nous ? Une armée d'occupation ? Par contre, qu'ils prennent « les troupes des troupes qui sont à l'étranger, en Allemagne, en Pologne. Même si, juridiquement, cela aboutit à des situations bien étranges. Par exemple, dans notre Parlement, nous avons des députés élus par le contingent « soviétique » en Pologne, comme le général Viktor Doubinine (l'actuel commandant de ce contingent). C'est un non-sens, mais nous nous en accommodons ».

M. Chouchkévitch n'est pas homme à monter ce genre d'affaire en épingle. Ni d'ailleurs à se lancer sur un terrain glissant : que pense-t-il de la querelle russo-ukrainienne sur la flotte de la mer Noire et la Crimée ? « Vous savez, je ne connais pas cette flotte ; et puis je n'ai pas le droit de commenter les relations entre l'Ukraine et la Russie. Nous, nous ne prétendons ni à la flotte, ni à la Crimée ».

Si, malgré tout, les choses, de ce côté, ne se passent pas aussi harmonieusement que prévu, si la CEI s'écroulait, la Biélorussie pourrait-elle envisager — comme déjà l'Ukraine semble le faire — de se tourner plutôt vers ses voisins de l'Ouest, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie ? « C'est tout à fait possible, mais supposerait une transition très difficile : 70 % de notre production va vers la Russie, et les autres Républiques ex-soviétiques ». A plus court terme, la Biélorussie va-t-elle créer sa propre monnaie (pour l'instant, elle n'a mis en place qu'un système de coupons destiné à protéger ses magasins de l'appât des voisins) ? « C'est une autre différence avec l'Ukraine. Moi, je ferai tout pour éviter d'en arriver là ».

Prudence donc, et souci de ne pas bousculer les choses. Y compris pour ce qui concerne la vie politique intérieure. Certes M. Chouchkévitch s'est déclaré — et se dit toujours — favorable à de nouvelles élections. Mais on se rend bien vite compte qu'il est tout sauf pressé : « Il n'y a pas que chez nous que le Parlement représente le passé ». Et d'ailleurs « ce Parlement est le reflet de notre

Crémée. Simplement, si division (de la flotte) il y a, alors nous souhaitons que notre apport (au financement de cette flotte) soit pris en considération ».

En évitant de « commenter » et de se mettre en avant, la Biélorussie n'est-elle pas en train de suivre l'exemple ukrainien ? Pas vraiment, répond M. Chouchkévitch, « nos prémisses historiques sont très différentes » et « l'Ukraine jouit de conditions naturelles plus favorables ». « Oui, nous allons vers l'indépendance, mais nous n'imaginons pas, même à très long terme, une séparation d'avec la Russie telle que l'Ukraine peut se le permettre ». Et puis, « s'il n'y a pas de démocratie en Russie, il n'y en aura pas non plus chez nous ». Ce qu'il faut donc, c'est « convaincre les dirigeants russes que notre souveraineté n'est pas contraire aux intérêts de la Russie ». Serait-il difficile de les en convaincre ? « Non, pas du tout ; vous savez, les [les dirigeants russes] ne sont pas du même avis. Mais Boris Nicolaïevitch comprend très bien notre position, il sait qu'il n'y aura pas de trahison de notre part ».

Se tourner vers l'Ouest

Si, malgré tout, les choses, de ce côté, ne se passent pas aussi harmonieusement que prévu, si la CEI s'écroulait, la Biélorussie pourrait-elle envisager — comme déjà l'Ukraine semble le faire — de se tourner plutôt vers ses voisins de l'Ouest, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie ? « C'est tout à fait possible, mais supposerait une transition très difficile : 70 % de notre production va vers la Russie, et les autres Républiques ex-soviétiques ». A plus court terme, la Biélorussie va-t-elle créer sa propre monnaie (pour l'instant, elle n'a mis en place qu'un système de coupons destiné à protéger ses magasins de l'appât des voisins) ? « C'est une autre différence avec l'Ukraine. Moi, je ferai tout pour éviter d'en arriver là ».

Prudence donc, et souci de ne pas bousculer les choses. Y compris pour ce qui concerne la vie politique intérieure. Certes M. Chouchkévitch s'est déclaré — et se dit toujours — favorable à de nouvelles élections. Mais on se rend bien vite compte qu'il est tout sauf pressé : « Il n'y a pas que chez nous que le Parlement représente le passé ». Et d'ailleurs « ce Parlement est le reflet de notre

Modeste, M. Chouchkévitch l'est aussi dans sa manière d'envisager le rôle que pourrait jouer son pays dans la vie internationale : « Il n'est pas question, bien sûr, d'influer sur les événements. Mais nous pouvons jouer un rôle en montrant l'exemple ». L'exemple, si l'on comprend bien, d'un comportement raisonnable.

Reste la question qu'on hésiterait sans doute à poser ailleurs, ou à un autre homme : son pays, la Biélorussie, existe-t-elle vraiment ? Il répond en évoquant l'Histoire et, bien entendu, « l'ignorance élémentaire dont fait preuve l'Occident ». Mais il ajoute aussitôt : « Pour l'instant, notre indépendance est de pur principe », mais elle le sera « de moins en moins ». Et d'ici à la fin de ce millénaire, je pense que personne ne doutera plus du fait que la Biélorussie existe réellement ».

JAN KRAUZE

Washington accepte d'associer l'Ukraine aux négociations de désarmement

Répondant à une exigence du président Leonid Kravtchouk, les États-Unis ont assuré, mercredi 19 février, que l'Ukraine serait associée, comme les autres Républiques dotées d'armes stratégiques, aux négociations sur le désarmement entamées entre Moscou et Washington. Le président ukrainien avait déclaré le même jour à Kiev que la Russie n'avait « pas mandat pour négocier une réduction » des forces nucléaires stratégiques de la Communauté des États indépendants. « Si Boris Eltsine dit à George Bush qu'il veut réduire les armes stratégiques, alors je me pose une question simple : peut-il réduire des armes qui ne lui appartiennent pas ? », avait lancé M. Kravtchouk lors d'une conférence de presse à Kiev. Le président ukrainien a donc réaffirmé que l'Ukraine soit présente à la table de négociations américano-russes, ainsi que la Biélorussie et le Kazakhstan, qui possèdent eux aussi des missiles intercontinentaux. Il a également appuyé l'initiative de M. Mitterrand de réunir une conférence internationale à laquelle seraient invitées les autres puissances nucléaires, notamment la Chine, la France et la Grande-Bretagne.

« Nous continuerons notre dialogue avec les quatre États (de la CEI) lorsque nous envisagerons comment passer à des nouvelles réductions des armes stratégiques », a répondu le département d'Etat, quelques heures plus tard, dans un communiqué. Washington a rappelé que les États-Unis avaient consulté l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan — et pas seulement la Russie — sur les problèmes posés par la ratification et l'application du traité américano-soviétique START. — (AFP).

Les États-Unis établissent des relations diplomatiques avec quatre États de l'ex-URSS. — Les États-Unis ont annoncé, mercredi 19 février, l'établissement de relations diplomatiques avec les derniers États de l'ex-URSS à n'avoir pas encore eu droit à ce traitement : Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan, où des ambassades doivent être ouvertes d'ici au 15 mars. L'exception reste la Géorgie, où le pouvoir est issu d'une guerre civile et non d'élections. — (AFP, Reuters).

Alors que les combats se poursuivent Pourparlers arméno-azéris sur le Haut-Karabakh

Une nouvelle séance de négociations entre Arménie et Azerbaïdjan sur le conflit du Karabakh s'est déroulée, jeudi 20 février à Moscou, la première depuis l'échec des pourparlers de Jeleznovodsk, menés en septembre dernier sous l'égide de la Russie et du Kazakhstan. Les résultats n'en sont guère différents : les ministres des affaires étrangères azéris, M. Husain Sadikov, et arméniens, M. Raffi Hovannissian, ont encore une fois appelé à un « cessez-le-feu immédiat ». La différence est qu'ils ont reconnu, pour la première fois en ce qui concerne l'Azerbaïdjan, que la CSCE et l'ONU peuvent jouer un rôle dans le règlement du conflit. C'était en fait inévitable pour Bakou, admis le mois dernier, comme les autres ex-Républiques soviétiques, au sein de ces institutions.

Alors que les combats ont continué, en début de semaine, à faire au moins une dizaine de morts chaque jour et se poursuivaient encore jeudi soir, aucun optimisme n'a été exprimé par les participants aux nouveaux pourparlers, tenus

sous l'égide du ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozirev. La partie arménienne soulignait qu'aucun accord réel ne pouvait se faire en l'absence de représentants arméniens du Haut-Karabakh, qui se sont proclamés indépendants. De plus, la rencontre n'avait pu se faire, comme prévu, au niveau présidentiel, le président azerbaïdjanais, M. Ayaz Moutalibov, ayant renoncé à faire le voyage de Moscou après s'être vu refuser par son Parlement le plan de paix qu'il lui avait soumis. Ce plan prévoyait une simple « autonomie culturelle » pour les Arméniens du Haut-Karabakh.

Le communiqué arméno-azéri, qui doit encore être soumis aux parlements locaux, préconise aussi un « désengagement des routes et voies de communications » pour achever de l'aide humanitaire. Jeudi, le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, est arrivé à Bakou, dont il espère obtenir l'accord pour ouvrir des « couloirs humanitaires » dans les enclaves et sous-enclaves assiégées par les deux camps.

SLOVÉNIE

Le gouvernement a surmonté sa première crise

Le gouvernement slovène a surmonté, jeudi 20 février, sa première crise depuis son entrée en fonction, en avril 1990. Une motion de censure déposée par des députés indépendants qui reprochent au premier ministre, M. Lojze Peterle, de ne pas avoir su concevoir un programme économique cohérent, a été rejetée. Elle n'a recueilli que 116 voix sur les 121 requises pour faire tomber le gouvernement.

A la suite de ce vote, M. Peterle a annoncé un prochain remaniement de son cabinet. « Les ministres dont les partis ne soutiennent pas le gouvernement ne peuvent pas y rester », a-t-il déclaré. M. Peterle, chrétien-démocrate, cherche appa-

remment à obtenir le départ des ministres des affaires étrangères, M. Dimitrij Rupel, de l'intérieur, M. Igor Bavcar, et de l'information, M. Jelko Kacin, tous membres de l'Alliance démocratique slovène (libérale).

Par ailleurs, le Conseil de sécurité des Nations unies devait poursuivre ses consultations sur l'envoi de quelque 14 000 casques bleus en Croatie, qui pouvait être décidé vendredi 21 février. Toutefois, des membres du Conseil de sécurité ont fait part de leur préoccupation devant le coût élevé de l'opération et souhaitent que celui-ci, estimé à 635 millions de dollars pour une durée minimum d'un an, soit réduit. — (AFP, Reuters).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lescaud, gérant
directeur de la publication
Bruno Pappat
directeur de la rédaction
Jacques Gili
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Goll
Jacques de la Harpe
Jacques de la Harpe

Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1968)
Jacques Fauvet (1968-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE VALGUYÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Tél. : (1) 40-45-25-99
ADMINISTRATIF :
1, PLACE HUBERT-BEAUWILLIER
94052 VANVES-SEINE-CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINTEL 36.15 CODE AST puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
Le JEUDI 5 MARS 1992 à 14 h 30, en un lot
APPARTEMENT au 7^e étage
comprenant : living room, kitchenette, salle de bains avec water-closet, au sous-sol cave n° 47
Dans un ensemble immobilier sis à
PARIS 14^e - 25/29, bd Edgar-Quinet
29 à 33, rue du Départ, et un Potager
Mise à Prix : 300 000 F
S'adresser pour renseignements : à M. Alain TREILLIER, avocat à PARIS 7^e, demeurant 10, avenue Daniel-Lesueur - Tél. : 47-34-02-16
Visite le 28 février de 9 h à 10 heures

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
Le JEUDI 27 FÉVRIER 1992, à 14 h 30
UN APPARTEMENT de 3 P. PRINC. à PARIS (11^e)
29 à 33, RUE DES BOULETS
29 à 33, rue B. Pascal, 3^e et 4^e étages au 3^e sous-sol
UN EMPLACEMENT DE VOITURE au 3^e sous-sol
MISE A PRIX : 1 000 000 F
S'adr. à SCP GASTINEAU, MALANGREAU, BOTTETLE-COUSAU, avocats associés à PARIS (75006) - 2, carrefour de l'Odéon
Tél. : 43-26-52-28 de 9 h à 12 heures

VENTE DE PRESTIGE
IMMEUBLE DE PRESTIGE
Construit en pierre de taille, au début du siècle, à deux pas de la place de l'Étoile, au cœur du quartier des affaires,
19, AVENUE KLÉBER, PARIS-16^e
Cet immeuble de luxe a été construit en 1908 pour abriter l'hôtel Majestic. Depuis 1945, le siège de l'UNESCO, puis le ministère français des affaires étrangères, et encore actuellement le Centre de conférences internationales de Paris, l'ont occupé. Il est destiné à devenir un hôtel de luxe, éventuellement complété par une partie de bureaux commerciaux.
Sa façade est en pierre massive, ornée. Il comporte environ 28 500 m² de planchers sur six étages, plus 2 sous-sols et le rez-de-chaussée. Les deux premiers niveaux ont été restaurés en 1990. La vente sera effectuée à Paris par le gouvernement français, à la fin avril 1992, par mise aux enchères publiques, sur le site même.
Renseignements : Direction des Services Fonciers de Paris, à l'attention de M. RECOR, 25-27, place de la Madeleine, 75008 Paris (Tél. : 33-1-44-56-13-23 - 33-1-42-65-47-02 - Fax : 33-1-49-24-06-95).

ÉTATS-UNIS : tirant les leçons des primaires du New-Hampshire

M. Bush va « retrousser les manches » pour combattre son rival de droite, M. Buchanan

Les résultats officiels des primaires du New-Hampshire de mardi 18 février - coup d'envoi de la course à l'investiture de chacun des partis pour l'élection présidentielle de novembre - démontrent que, dans le camp républicain, M. Patrick

Buchanan a porté un sérieux coup à l'hôte de la Maison Blanche, qui devra en outre affronter dans le Sud un autre ultra-conservateur, M. David Duke. M. Buchanan a obtenu 37 % des voix, contre 53 % pour M. Bush (les résultats provisoires

que nous avons publiés dans nos éditions du 20 février donnaient respectivement 40 % au premier et 58 % au second). Le président a promis de « retrousser les manches », reconnaissant que la lutte sera plus rude que prévu. Côté démocrate,

l'ancien sénateur du Massachusetts, Paul Tsongas, est arrivé en tête avec 33 % des voix, contre 25 % pour M. Bill Clinton et 11 % pour M. Kerry, un « classement » qui risque fort de n'être que provisoire.

WASHINGTON

de notre correspondant

« Jusqu'à présent, j'ai été courtisé et gentil, j'entends rester courtisé, mais je me demande jusqu'à quel point je vais rester gentil. » Ces avertissements lancés par M. George Bush visent le trébuchement du Parti républicain, M. Patrick Buchanan, l'homme qui mène la rébellion contre le président au sein de la droite américaine.

Au dire des professionnels du parti, M. Bush devait récolter au moins 60 % des voix dans cet état pour entamer confortablement sa campagne. Un score au-dessous de cette « ligne rouge » témoigne d'un mouvement de grosse inquiétude. Les mêmes professionnels - champions du sondage, experts à-campagne - saluaient la performance de « Pat » : « La plus belle opération de guérilla depuis le Vietnam », selon l'un d'eux.

M. Charles Black, l'un des animateurs de la campagne Bush-Quayle, expliquait que le président n'en avait pas moins été ulcéré par certaines des méthodes du « guérillero » de l'extrême droite républicaine. Le président estime que M. Buchanan a dépassé les bornes de ce qui est convenable entre deux concurrents républicains, en le traitant de « menteur » dans ses spots publicitaires, à propos des promesses fiscales de l'administration. L'humour s'aggrave. Et si, jusqu'à présent, M. Bush a évité de nommer et d'attaquer directement son challenger, ses proches pourraient s'en charger, tout en permettant au président de

rester très présidentiel, c'est-à-dire hors de la mêlée.

Les collaborateurs du président sont en train de passer au crible les éditoriaux écrits ces dernières années par M. Buchanan - un journaliste - pour y trouver matière à contre-attaque. Ils étaient déjà, en se frottant les mains, quelques « perles » qui pourraient nourrir d'assez piquantes campagnes publicitaires. M. Buchanan, qui se présente comme le porte-parole des « petits », a, par exemple, suggéré un jour de « privatiser » complètement la sécurité sociale. Le même « Pat » qui accuse le président d'être un « mou » a été un des plus farouches opposants à l'opération « Tempête du désert ». Ce protectionniste de combat, qui entend batailler dur pour la défense de l'industrie automobile américaine, roule en grosse cylindrée allemande.

La ligne de tir des partisans de M. Bush n'est pas si facile à trouver : il leur faut affaiblir M. Buchanan sans s'aliéner l'aile la plus conservatrice de la famille républicaine, dont ils auront besoin lors de la convention du parti, en août à Houston. D'ici là, les responsables de la campagne Bush-Quayle se disent certains que le président - « qui a quand même gagné au New-Hampshire » - aura remporté certaines des autres primaires (la dernière étant celle de Californie, en juin) et renverra bien vite M. Buchanan à sa machine à écrire - dans moins d'un mois selon M. Black.

Dans les semaines à venir, la campagne des primaires se déplacera

vers le Sud, un terrain a priori moins favorable à M. Buchanan

parce que la récession s'y fait moins durement sentir que dans le New-Hampshire. M. Buchanan saura vite si le coup de colère des électeurs républicains du New-Hampshire s'avère contagieux, bref si sa candidature est « exportable » en zone moins sinistrée, comme dit la presse.

Les mêmes questions se posent à M. Paul Tsongas, vainqueur démocrate des primaires du New-Hampshire. M. Tsongas était là en voisin, presque en « enfant du pays ». Avec un discours pro-business, tout de rigueur budgétaire, il a recueilli les suffrages d'une bonne partie des indépendants, « déçus du bushisme », habituellement plutôt républicains, et des professionnels à gros salaires (les yuppies) de la génération du baby-boom de l'après-guerre. C'est une clientèle chic, très Nouvelle-An-

gleterre ou côte Est, qu'il ne retrouvera pas forcément ailleurs.

Là encore, le vrai test, celui qui déterminera si la candidature de M. Tsongas est « nationale » et non pas seulement régionale, sera le Sud. L'austère M. Tsongas y affrontera le bouillant Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas, sudiste, qui entend bien « faire la différence » lors de la bataille de Géorgie, le 3 mars, puis de celle du « super-mardi », le 10, où

des primaires auront lieu dans onze États, dont quelques grands comme la Floride et le Texas. A la mi-mars, on devrait savoir qui a pris la tête dans le camp démocrate, et si M. Buchanan est redevenu journaliste...

ALAIN FRACHON
Lire également page 17
l'article de SERGE MARTI.

SALVADOR : la mort du fondateur du Parti conservateur

Robert d'Aubuisson, un croisé de l'anticommunisme

Dirigeant présumé des escadrons de la mort, le commandant Robert d'Aubuisson, fondateur du Parti conservateur au pouvoir au Salvador, est décédé, jeudi 20 février, à l'âge de quarante-huit ans, dans un hôpital de la capitale, des suites d'un cancer de la gorge.

Redouté par la gauche, Roberto d'Aubuisson aura finalement emporté dans sa tombe les secrets sur les horreurs insupportables et les multiples assassinats commis durant douze années d'une guerre civile qui a pris fin avec la signature des accords de paix du 16 janvier dernier. Ancien commandant des services de renseignement passé à la politique à la suite du putsch d'octobre 1979, ce provocateur ne prenait un malin plaisir à interpellier ses adversaires dans les termes les plus crus et à les mettre au défi de prouver les accusations lancées contre lui.

Était-il vraiment ce « tueur pathologique » évoqué par l'ancien ambassadeur de Washington à San-Salvador, frustré de ne pas avoir réussi à mettre au pas une droite nationaliste prête à tous les crimes pour conserver des privilèges exorbitants ? M. White n'a jamais pu apporter de preuves irréfutables, en dépit de tous les soupçons, de la participation de l'ex-militaire à l'organisation de l'assassinat en pleine messe, en 1980, de l'archevêque de San-Salvador, Mgr Oscar Romero, le défenseur des pauvres, la « voix des sans-voies ».

Les États-Unis firent payer cher les « excès » de cet allié encombrant, qui avait finalement pu se faire temporairement soigner dans un hôpital de Houston, après avoir été longtemps interdit de séjour sur le territoire américain. Il se bornait à faire remarquer que les dirigeants de la guérilla communiste avaient plus facilement accès à Washington que lui, le croisé de l'anticommunisme qui s'était donné pour mission de « faire du Salvador la tombe des rouges ». Lors de l'élection présidentielle de 1984, Washington appuya la candidature du démocrate-chrétien

Duarte pour barrer la route à d'Aubuisson, qui avait fondé dès 1981 l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA). Le candidat de l'ARENA perdit de peu et accusa les services secrets américains d'avoir financé la campagne de son adversaire.

Le prototype du dirigeant populaire

D'Aubuisson allait prendre sa revanche l'année suivante, lors de législatives et de municipales largement remportées par sa formation. A l'approche de la présidentielle de 1989, les démocrates-chrétiens relancèrent le thème des escadrons de la mort, dans l'espoir de le conduire devant les tribunaux. Ils eurent leur campagne sur le fait qu'il serait le « pouvoir derrière le trône » en cas de victoire du candidat de la droite Alfredo Cristiani. Les électeurs accordèrent néanmoins une importante victoire à l'ARENA, en grande partie grâce à la campagne menée personnellement par l'ancien militaire qui, une fois de plus, dénonça l'intervention de Washington dans les affaires de son pays.

Contrairement à une idée largement répandue à l'étranger, le meyer (commandant), né le 23 août 1943, était très populaire au Salvador. Beaucoup voyaient dans cet homme simple et direct, à la voix rauque, le prototype du dirigeant populaire dans un pays épuisé par la guerre et les massacres.

Se disant partisan de la signature des accords de paix entre le gouvernement et la guérilla du FMLN, la réussite du processus de « réconciliation nationale » dépend en partie de la neutralisation des secteurs militaires les plus violents, qui ont fait les frais de l'accord. Compte tenu des liens qu'il entretenait avec ces officiers, d'Aubuisson - qui avait abandonné l'idée d'un « fin militairement avec la guérilla » et s'était prononcé pour une solution négociée - était le mieux placé pour désamorcer leurs réactions irrationnelles. Quelle revanche posthume pour lui, si la gauche et ses adversaires les plus irréductibles en venaient à regretter sa disparition ?

BERTRAND DE LA GRANGE

Jodhpur

La mode de l'authenticité.

EN VENTE EXCLUSIVEMENT AUX GALERIES Lafayette



POLITIQUE

La direction du PCF cherche à susciter un vote «utilitaire»

En se fondant sur des sondages régionaux plutôt encourageants, l'état-major de la place du Colonel-Fabien veut convaincre les mécontents que le vote communiste peut être un «outil» pour lancer un avertissement au pouvoir socialiste.

Le Parti communiste français peut-il renaitre de ses cendres dans les urnes régionales? M. Georges Marchais et ses compagnons de route veulent naturellement le croire et, après tout, la politique n'étant pas une science exacte et la France n'étant pas la Russie, une telle perspective n'est pas forcément impossible dans un paysage politique balayé par les incertitudes.

L'état-major du PCF a immédiatement fait ses choux gras, en tout cas, des sondages sur les intentions de vote aux élections régionales. Ces enquêtes créditent le vote communiste d'un net regain d'audience dans presque toutes les régions: Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Basse-Normandie, Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Pays-de-la-Loire, Picardie...

Les tenants de la ligne orthodoxe, majoritaires au sein de la direction du parti, se sont aussitôt départis de la modération qu'ils observaient jusque-là dans leurs analyses les plus optimistes. M. Pierre Zarka, membre du secrétariat, récemment promu directeur adjoint de l'Humanité, affirmait ainsi, mercredi 19 février, au cours d'une conférence de presse, qu'il y avait là «un frémissement annonçant une remontée».

La tendance exprimée par ces enquêtes d'opinion contraste beaucoup, en vérité, avec les indications fournies par les élections partielles des six derniers mois. Leur bilan fait apparaître un équilibre presque parfait entre les gains du PCF et ses pertes. Sur un total de vingt-deux scrutins cantonaux, par exemple, le PCF a progressé

autant qu'il a reculé (onze gains, onze pertes). Mais il n'en faut pas davantage pour que la direction du parti tire de ces données la conclusion qu'elle est dans la bonne voie puisque son objectif principal, aux élections régionales, est d'essayer de prouver, justement, qu'une remontée électorale des communistes fait partie des choses concevables, ainsi que l'affirmait M. Robert Hue dans son rapport au comité central, le 3 décembre 1991.

La grille de lecture adoptée place du Colonel-Fabien est donc la suivante: si le parti se redresse, cela signifie qu'il réussit à convaincre les Français qu'il a effectivement changé, à la fois dans son fonctionnement interne et dans ses rapports avec les autres; cela indique que l'effondrement de l'empire soviétique ne ruine pas sa propre existence et que ses explications sur ses relations historiques avec Moscou ne sont pas rejetées; cela confirme qu'il n'a pas tort de critiquer le gouvernement socialiste sans aller jusqu'à le censurer; cela prouve qu'il existe, à gauche, un nouveau créneau d'expression.

«Un contrat moral»

Cela tendrait aussi à montrer, si cette interprétation des choses était correcte, que la direction du PCF, paradoxalement, aurait tiré un profit politique de la modération qu'elle affiche vis-à-vis des initiatives frondeuses multipliées tantôt par M. Charles Fiterman et les «réformateurs», tantôt par M. Philippe Herzog et les autres animateurs de la section économique, qui s'emploient à démontrer, au contraire, que M. Marchais et ses fidèles conduisent le parti dans une voie sans issue. Si les résultats des élections devaient conforter cette thèse, MM. Fiterman, Herzog et l'ensemble du courant contestataire n'en auraient ensuite que plus de mal à faire prévaloir la nécessité de profondes réformes internes.

Dans l'immédiat, toutefois, l'état-major du PCF cherche sur-

tout à susciter, à court terme, un regain d'intérêt pour le vote communiste. M. Zarka s'est efforcé, mercredi, d'énumérer toutes les raisons qui devraient conduire tous les Français mécontents du gouvernement mais opposés au Front national autant qu'au Parti socialiste à voter, selon lui, pour les candidats du PCF.

«Nous ne prétendons ni être parvenus à représenter à nous seuls toute la gauche, ni à le faire, nous ne demandons pas un ralliement. Nous voulons faire prendre corps à un nouveau rassemblement à gauche. Nous disons que le vote communiste est le seul qui puisse empêcher la fausse alternative où l'on cherche à enfermer les Français quand on leur demande, en agitant le Front national, soit de s'aligner derrière la droite, soit de s'aligner derrière le vote communiste est un outil pour lancer un avertissement aux dirigeants du pays et pour encourager les luttes sociales. Nous voulons passer un contrat moral avec les électeurs: nous leur disons que nous ne leur demandons pas d'adhérer à nos convictions mais de profiter du vote communiste pour exprimer leur colère et nous soulignons que les gens peuvent vérifier qu'on vivait mieux à l'époque où le Parti communiste faisait vingt pour cent des voix...»

Bien qu'elle se défende de chercher simplement à récupérer à son avantage exclusif les votes protestataires qui furent longtemps, dans le passé, son espace, la direction du PCF va ainsi marteler, en s'adressant surtout aux abstentionnistes et aux électeurs tentés par le vote écologiste, le vote blanc ou toute autre forme d'anti vote, un message essentiellement «utilitaire». Par les temps qui courent et qui se caractérisent par l'absence de points d'ancrage idéologiques, un tel choix tactique est certainement très réducteur, mais il n'est pas forcément improductif.

ALAIN ROLLAT

Tous les courants du PS sont représentés derrière M. Joxe dans la capitale

La liste de la majorité présidentielle pour les élections régionales à Paris, conduite par M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a été rendue publique jeudi 20 février. Elle comprend deux membres du gouvernement, deux députés et neuf conseillers de Paris, dont huit sont placés parmi les dix premiers de la liste. Intitulée «Paris pour tous dans une Ile-de-France solidaire», présentée par le PS et le Mouvement des radicaux de gauche, cette liste assure la représentation des différentes sensibilités du PS aux premières places: après M. Joxe, fabiusien, viennent, dans l'ordre, M. Georges Sarre, qui appartient à la majorité de Socialisme et République; M. Jean-Marie Le Guen, jospiniste, premier secrétaire fédéral; M. Tony Dreyfus, rocardien; M. Roger Madec, membre d'Espace socialiste, la minorité de Socialisme et République. Deux conseillers régionaux sortants seulement (MM. Madec et Bertrand Brui) figurent dans les dix premiers de la liste, qui compte douze femmes et trente hommes, la première candidate, M^{me} George Pau-Langevin, étant placée en sixième position.

La liste est ainsi composée: (1) M. Pierre Joxe, ministre de la

défense, cons. de Paris; (2) M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, cons. de Paris; (3) M. Jean-Marie Le Guen, député, cons. de Paris; (4) M. Tony Dreyfus, ancien secr. d'Etat, cons. de Paris; (5) M. Roger Madec, cons. de Paris, cons. rég.; (6) M^{me} George Pau-Langevin, directrice générale adjointe de l'ANIP-TOM; (7) M. Christophe Caresche, cadre administratif; (8) M. Claude Fleutiaux, directeur d'hôpital, cons. de Paris; (9) M. Bertrand Brui, cons. de Paris, cons. rég.; (10) M^{me} Joseph-Marie Quilès, sans profession; (11) M. Alain Hubert, cons. de Paris, cons. rég.; (12) M. Roger Fichtenberg (MRG), cons. rég.; (13) M. Eric Ferrand, cadre administratif; (14) M. Maurice Benassayag, délégué interministériel à l'économie sociale; (15) M. Jacques Bravo, directeur d'administration centrale; (16) M. Jean-Christophe Cambadélis, député; (17) M. François Dagnaud, chargé de mission; (18) M^{me} Françoise Durand, enseignante; (19) M^{me} Danièle Hoffman, comptable; (20) M^{me} Eliane Sannier, attachée d'administration scolaire et universitaire; (21) M. Serge Blisko, médecin, cons. rég.;

(22) M. Vincent Assante, employé; (23) M. Patrick Bloche, attaché parlementaire; (24) M. Pierre Alleaume, fonctionnaire parlementaire au Sénat; (25) M. Jean-Luc Gonneau, consultant d'entreprise, cons. de Paris; (26) M. Pierre Schapira, chirurgien-dentiste; (27) M. Serge Drocheiner, responsable de la communication; (28) M. Claude Pigement, médecin; (29) M^{me} Florence Macle, institutrice; (30) M^{me} Claudine Bouyges, assistante parlementaire; (31) M. Luc Vilan, architecte; (32) M^{me} Céline Marcotte, gestionnaire de contrats d'assurance; (33) M^{me} Françoise Filio, cadre administratif sécurité sociale; (34) M. Philippe Carion, chargé de mission; (35) M. Vincent Hussenot, architecte urbaniste; (36) M^{me} Josette Tuffery, inspecteur des FTT; (37) M^{me} Liliane Capelle, secrétaire administrative; (38) M^{me} Michelle Ologoudou, surveillante générale des hôpitaux; (39) M. Gilles Casanova, journaliste; (40) M^{me} Claude Philippe, fonctionnaire d'administration centrale; (41) M. Karim Zin El Abidine, étudiant; (42) M. Eric Dumas, étudiant.

La commission des sondages met en évidence la marge d'erreur des enquêtes préélectorales

La Commission des sondages a publié, mercredi 19 février, un communiqué rappelant «la règle fondamentale» de l'interprétation des sondages qui consiste à tenir compte «de la marge d'erreur aléatoire dont ils sont affectés». Cette mise au point survient alors que BVA continue la publication d'une série d'enquêtes sur les intentions de vote dans les régions, enquêtes dont les conditions de réalisation et surtout l'interprétation soulèvent de nombreuses interrogations.

De l'intention à la réalisation il y a souvent une différence importante. Or ce ne sont que des «intentions de vote» que mesurent les sondages. Certes les diverses sociétés françaises spécialisées dans les enquêtes d'opinion ont acquis, l'expérience aidant, un savoir-faire qui leur permet de réduire au plus faible écart possible cette différence. Mais les particularités des élections régionales rendent ardue l'analyse des résultats bruts des enquêtes. Malgré cela, l'annonce de la campagne électorale permet que le débat politique de ces derniers jours tourne presque exclusivement autour de l'opération «régionales 92» réalisée par BVA pour Antenne 2, FR 3, France Inter, France Info, et Paris-Match.

Le niveau des abstentions sera,

□ Sondages: les listes RPR-UDF arrivent largement en tête des intentions de vote en Midi-Pyrénées et en Poitou-Charentes. Les dernières enquêtes BVA réalisées pour Antenne 2-FR 3, France-Inter, France Info, Paris-Match sur les élections régionales de mars, présentent les résultats suivants:

En Aquitaine, les listes RPR-UDF recueillent 32 % des intentions de vote, contre 19 % au PS et 10,5 % au PC. Génération Ecologie de plus de 35 % à 45 % des sondés qui ont indiqué leur intention de vote ont aussi reconnu que ce choix pouvait encore changer d'ici au jour du scrutin. Voilà qui confirme une réalité trop souvent oubliée: un sondage n'est qu'une photo à un instant donné, et non une prévision. De surcroît, la taille de l'échantillon induit mathématiquement une marge d'erreur de

nul ne peut en douter, un des éléments essentiels du scrutin du 22 mars. Or les sondages sont tous d'accord sur la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, de la prévoir sérieusement, les personnes interrogées hésitant à avouer leur intention de ne pas se rendre aux urnes. La période des écologistes est aussi assez difficile à mesurer, car il s'agit d'un vote dont on se vante plus facilement qu'on ne l'effectue réellement. De plus, comme il s'agit d'une nouveauté, les sondages ne disposent que de peu d'éléments de référence leur permettant de contrôler la fiabilité des résultats bruts de leurs enquêtes. Il en va de même pour l'analyse des intentions de vote en faveur du Front national. Enfin, le jour des régionales, les électeurs, en fait, devront voter pour une liste départementale. C'est dire que, pour bien faire, il faudrait réaliser une enquête par département; le coût d'une telle opération la rend très rare.

BVA n'a travaillé dans le cadre strictement départemental que pour la Haute-Garonne, le Nord, le Pas-de-Calais, les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes et l'Aisne. Ailleurs cet institut a interrogé un peu plus de 800 personnes par région, les sondés étant répartis dans chaque département en fonction de la population de ceux-ci. Cette méthode ne peut que biaiser les résultats, les situations pouvant être fort différentes d'un département à l'autre. De plus BVA a procédé par téléphone. Or les autres instituts ne sont pas tous d'accord sur le procédé. La SOFRES estimant qu'il manque de fiabilité lors qu'il s'agit de connaître les intentions de vote.

Les résultats de cette série d'enquêtes doivent donc être maniés avec précaution. Ainsi il en ressort que de 12 à 21 % des personnes interrogées, qui se disent pourtant certaines d'aller voter, ont refusé de dire comment elles avaient l'intention de voter. De plus de 35 % à 45 % des sondés qui ont indiqué leur intention de vote ont aussi reconnu que ce choix pouvait encore changer d'ici au jour du scrutin. Voilà qui confirme une réalité trop souvent oubliée: un sondage n'est qu'une photo à un instant donné, et non une prévision. De surcroît, la taille de l'échantillon induit mathématiquement une marge d'erreur de

plus ou moins 2 à 3 points. Dans les documents diffusés, BVA prend de nombreuses précautions. Il indique la marge d'erreurs; il précise que les comparaisons avec d'autres sondages sont «délicates», que l'enquête a été faite avant que les listes des candidats ne soient définitives, bref que «cette enquête présente une vision globale au niveau régional», et qu'en aucun cas «on ne peut en tirer des conséquences précises sur la configuration en sièges de la prochaine assemblée».

Comme une compétition sportive

Les utilisateurs de cette série de sondages paraissent, malheureusement, oublier ces mises en garde. Certes Paris-Match a publié intégralement l'avertissement de BVA, mais la presse audiovisuelle n'a pas trouvé le temps de le présenter à ses auditeurs. De plus, les uns et les autres ont comparé des «intentions» recueillies cinq à six semaines avant le jour du scrutin aux votes effectifs du 16 mars 1986. D'où la mise au point de la Commission des sondages. Cet organisme, composé de membres du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes, a été créé par une loi du 19 juillet 1977 pour veiller au respect de la déontologie par les instituts de sondage. Dans son communiqué publié mercredi 19 février, elle dénonce «une certaine tendance des commentateurs, aussi bien dans la presse écrite que dans les émissions radiotélévisées, à présenter les pourcentages d'intention de vote comme on le ferait des résultats d'une compétition sportive».

Actuellement la loi oblige les journaux publiant des résultats de sondage à indiquer le nom de l'institut ayant effectué, la date de l'enquête, le nombre de personnes interrogées, la méthode retenue, et le mécanisme qui a permis de sélectionner. Ne serait-il pas possible d'ajouter à cette liste un élément indispensable à la bonne analyse du résultat: la marge d'erreur?

THIERRY BRÉNIER

EN BREF

□ GIRONDE: M. Anziani conduira la liste du PS. — M. Alain Anziani vient d'être désigné pour conduire la liste du PS en Gironde aux élections régionales. M. Anziani, un avocat bordelais sans mandat électif, mais membre du secrétariat fédéral du PS, est pratiquement inconnu du public. Il avait en fait été choisi dès le mois de juin 1991 par le courant fabiusien, majoritaire au sein du PS girondin. Son statut est cependant resté précaire tant que les différents courants socialistes n'ont pas réussi à s'entendre sur la compo-

sition de la liste et la répartition des dix premières places. Cet accord n'est intervenu que le 18 février, après un ultime vote du bureau exécutif fédéral.

□ Violents incidents à Bayonne. — Une manifestation organisée mercredi soir 19 février à Bayonne à l'appel d'organisations nationalistes basques qui protestaient contre la tenue d'un meeting par M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, a provoqué de violents incidents. Deux manifestantes et quatre membres des forces de l'ordre ont été légèrement blessés.

Dans le Pas-de-Calais

Le «baume au cœur» de Harnes

HARNES (Pas-de-Calais)

de notre envoyé spécial

Épinglés aux murs, des calendriers de la CGT exaltent le geste héroïque du mineur de fond. Tout ici, au bistrot de la place de l'hôtel-de-ville, fleurit bon la mythologie des houillères du Nord, jusqu'au portrait du père André Bigotte, l'ancien maire communiste, happé par la silicose en 1991. Au comptoir, on ne se souvient plus très bien du nombre des «camarades» qui l'avaient précédé, tant les élus communistes furent nombreux depuis 1929, cette fameuse année où Harnes tomba aux mains des «rouges».

Désir Dumont fouille dans sa mémoire d'ancien combattant et ne trouve guère qu'une courte parenthèse socialiste, totalement inexplicable, une anomalie. «C'était un docteur, soupire-t-il, mais les gens ont vite compris car, vous savez, les socialistes ne sont pas partageurs.»

Autre scène, un peu plus loin, dans un lotissement de veuves de mineurs: M. Yvan Druon, le nouveau maire communiste, vient s'enquérir de l'état de ces deux pièces précieuses aux cloisons en contreplaqué. Des glissements de terrain ont fendillé les murs et désaxé les fenêtres, d'où ce froid mordant qui s'infilte jusqu'au cœur du foyer. Le maire prend bonne note.

Il interviendra en haut lieu. Là encore, la vie, les photos, les lambaux de mémoire, perpétuent cette lancinante tradition du charbon. M^{me} Malard le dit avec ses mots: «Nous, on pense ouvrier.»

Un communisme ouvert

Fallait-il donc vraiment s'étonner lorsque en avril 1991, le canton de Harnes surprit son monde en envoyant au conseil général M. Druon, avec un score légèrement supérieur (3 % en voix) à celui enregistré en 1988 par le défunt André Bigotte? Vote sentimental, bien sûr, que ce plébiscite. Chapeau bas de toute une

population pour un populaire fils du «terroir». Mais, tout de même, ce fut une divine surprise pour M. Druon, un instituteur de quarante-six ans qui a pris sa carte au PCF en 1977: «Depuis que je suis militant, je n'ai connu que des situations de recul, dit-il. Alors, tout ça me ramène au baume au cœur.» Pourquoi bouder son plaisir? Même la campagne d'adhésions — trente nouvelles cartes revendiquées — a de quoi «redonner confiance».

Micro climat? M. Druon ne cherche guère à se lancer dans de grandes analyses savantes. Il sait seulement que la «présence sur le terrain» finit par payer. Il s'est battu comme un beau diable, avec son conseil municipal, contre un projet du ministère de l'Intérieur visant à supprimer la commissariat de police. La population, inquiète de la montée de l'insécurité, n'y a pas été insensible. La «présence», ce fut aussi cette fameuse bataille électorale d'avril 1991 menée «scientifiquement», selon le mot du maire, avec un contingent de quatre cents militants expédiés sur le front du porte-à-porte.

Le «modèle» de Harnes sera, toutefois, difficilement transposable. Car le communisme se conjugue, ici, avec un patriotisme municipal farouche, ombrageux. Si les élus de l'Union ouvrière, paysanne et commerçante font cause commune avec le PC au conseil municipal, ce n'est pas seulement parce qu'ils se proclament «chrétiens progressistes»; c'est aussi parce que les maires communistes leur sont toujours apparus comme des militants de la «cause harnésienne». Agnoulteur, M. Pierre Jacquard, porteur de cette Union, draine avec lui des «compagnons de route» qui sont tout sauf communistes. Mais puisqu'il s'agit de défendre les intérêts de Harnes...

C'est qu'on a toujours pratiqué, ici, un communisme ouvert, fort éloigné des ostracismes d'appareil. Si M. Druon se range plutôt sous l'étiquette d'«orthodoxe» parce qu'il «ne comprend pas ce que disent les contestataires», il

s'agit bien entendu d'une orthodoxie à la mode harnésienne. Les vingt-sept entreprises qui ont décidé de s'installer dans la zone industrielle de la commune ne se sont visiblement pas heurtées à des fondamentalistes croisant le fer avec le capital. Et lorsqu'on interroge le maire sur l'effondrement du bloc de l'Est, il n'a guère de larmes à verser: «A la limite ça m'arrange, parce qu'on pourra enfin ne plus en parler.»

«Ah bon! tu votes Le Pen?»

Retour au bistrot de la place de l'hôtel de ville. Deux amis sifflent une bière. La conversation glisse sur le Front national. L'un des deux, tourneur au chômage, marmonne qu'il y a trop d'immigrés et qu'il faut que chacun reste chez soi parce qu'il n'y a pas assez de travail en France. Il avait voté Mitterrand en 1988, mais maintenant, c'est décidé, il a rejoint le Front national. Stupéfaction de son copain: «Ah bon! tu votes Le Pen, toi?» Lui vote PC. Il s'enhardit un peu contre les «fascistes et les cranes rasés». Mais cela reste très aimable. On passe à autre chose.

On est si peu sectaire, à Harnes, que personne n'aurait idée de diaboliser les 17 % d'électeurs qui votèrent Le Pen aux européennes de 1989. Car on sait très bien, ici, que cet électeur se concentre dans les quartiers populaires victimes du chômage, notamment le quartier du «21», là où était implanté un puits de charbon. «Si l'on rejette les idées véhiculées par Le Pen, on n'a pas à rejeter ses électeurs, ils lui racontent tous la même histoire, le mercredi après-midi, à sa permanence: le chômage, la Mobylette volée ou la fenêtre brisée. Et combien de fois n'a-t-il pas entendu la même interrogation anodine: «Et maintenant, pour qui on va voter?»

FRÉDÉRIC BOBIN

POLITIQUE

des élections régionales

M. Bernard Tapie propose au PS une liste conduite par M. Daniel Hechter dans le Var

A trois jours de la clôture du dépôt des candidatures aux élections régionales, les socialistes tentent de réduire les derniers conflits internes à certaines de leurs fédérations, ou opposent celles-ci à leurs alliés. Dans le Var, alors que l'on semblait aller vers des listes concurrentes du PS et de M. Bernard Tapie, un accord s'est dessiné, jeudi 20 février, entre la fédération socialiste et le député des Bouches-du-Rhône, qui a proposé une liste conduite par le couturier Daniel Hechter.

M. Bernard Tapie a confirmé, jeudi 20 février, en marge d'un meeting organisé à Saint-Raphaël, l'information divulguée par la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, selon laquelle le couturier Daniel Hechter conduira la liste Energie Sud dans le Var, avec, en deuxième position, M. Marc Eloff; en cinquième, l'actrice Mylène Demongeot; à la dixième place, non « éligeable », le chanteur Enrico Macias.

Député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône, M. Tapie a évoqué, au cours du meeting, la situation de Marseille, en affirmant: « Depuis cinq ans, un des rares vrais moments de satisfaction pour les Marseillais, c'est lorsque l'on voit au stade voir l'équipe que j'y ai faite. » M. Tapie a déclaré au sujet du maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, que son « pouvoir est limité, car il a beaucoup de travail à faire compte tenu de l'état dans lequel se trouve sa ville, en fait. » « Sans l'aide du conseil régional du conseil général et, éventuellement, de l'Etat, il ne sait pas comment il bouclerait le budget », a ajouté le député.

Vendredi matin, sur Europe 1, M. Vigouroux a indiqué qu'il voterait pour la liste de M. Tapie aux élections régionales de mars prochain. La veille, à Marseille, il avait exprimé son « inquiétude devant l'aspect que prend cette campagne électo-

rale », rapporte notre correspondant régional, Guy Porte. « Je me sens très mal à l'aise dans ce concours d'injures et d'insultes, dans cet affrontement par justice interposée », avait ajouté le maire de Marseille, avant de dénoncer « ceux qui prennent notre région, non pour un champ clos, avec un combat à la loyale, (...) mais pour un terrain vague, où tous les coups bas sont permis par des gens qui ne sont pas de chez nous et qui se croient chez eux ».

La composition des listes placées sous le patronage de M. Tapie dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var avait donné lieu à discussion, mercredi 19 février, lors de la réunion hebdomadaire du bureau exécutif du PS. Le fait que l'ordre de présenta-

tion des candidats socialistes ait été modifié dans les Bouches-du-Rhône était susceptible d'entraîner des sanctions contre la fédération dirigée par M. François Bernardini, fabiusien. D'autres fédérations sont menacées de mesures semblables pour non-respect des décisions des instances nationales: celles des Côtes-d'Armor, de l'Hérault, du Vaucluse et du Val-de-Marne. Des « dissidences » devraient être sanctionnées dans l'Aude, le Gard, la Loire, l'Isère, la Gironde, la Seine-et-Marne, le Lot-et-Garonne, le Rhône, la Drôme, la Savoie, les Alpes-Maritimes, départements où des socialistes sont candidats sur d'autres listes. Enfin, dans les Hautes-Alpes, la Charente, la Côte-d'Or, le Jura, la Haute-Loire, en Guadeloupe et dans

la région Corse, la dualité de listes se réclamant du PS devrait entraîner l'exclusion de ceux qui ne respectent pas la discipline interne.

En Côte-d'Or, où l'on assiste à un rapprochement entre Socialisme et République (le courant de M. Jean-Pierre Chevènement), les jospinistes et les poperistes, face aux fabusiens, aux rocardiens et aux maurroyistes, M. Roland Carraz, député, maire de Chenôve, sanctionné pour ses positions lors de la guerre du Golfe, a menacé de prendre la tête de la liste « fédérale », opposée à la liste « nationale » établie par le bureau exécutif. Une ultime tentative de conciliation devrait être menée avant le 24 février, dernier jour pour le dépôt des listes en préfecture.

Le cas de la Haute-Loire, où la fédération soutient une liste refusée par M. Michel Charasse, chef de file de la campagne socialiste en Auvergne, a provoqué un échange d'agres entre M. Laurent Fabius et Jean Poperen. Le ministre des relations avec le Parlement ayant critiqué « le fait du prince » et demandé si le PS était devenu « le dernier réduit du centralisme bureaucratique », le premier secrétaire a répondu qu'il n'avait pas, lui, « d'expérience personnelle » de ce type de fonctionnement. M. Fabius faisait ainsi allusion à l'appartenance de M. Poperen au Parti communiste dans les années 40 et 50. M. Henri Emmanuelli, jospiniste, président de l'Assemblée nationale, s'est enquis, pour sa part, de l'existence de « deux catégories de militants », ceux qui doivent appliquer purement et simplement les décisions nationales et ceux qui — comme M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, dans le Vaucluse; M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, dans le Loiret; M. Chérif, M. Charasse, ministre délégué au budget, en Auvergne — peuvent modifier à leur guise la composition des listes, poser des conditions, laisser planer l'incertitude sur leur propre candidature.

P. J.

Racket fiscal et financement du PR marseillais

La cour d'appel d'Aix-en-Provence ordonne la mise en liberté de M. Bertrand

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Dans un arrêt rendu jeudi 20 février, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a ordonné la mise en liberté de M. Claude Bertrand, ancien directeur du cabinet de M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, inculpé de complicité de trafic d'influence dans le cadre de l'affaire de racket fiscal instruite à Grasse par le juge Jean-Pierre Murciano. M. Bertrand avait été écroué, mercredi 12 février, à la maison d'arrêt de Nice, contre l'avis du parquet, après avoir démissionné, la veille, de ses fonctions. La cour d'appel statuait sur une requête déposée par les avocats de M. Bertrand, M. Jean-Marc Varaut (Paris) et Gaetan Di-Marino (Aix-en-Provence). Elle a pris sa décision sans

attendre la confrontation qui devait avoir lieu, vendredi 21 février, à Grasse, entre M. Bertrand et ses accusateurs, M. Fernand Saincenc, ancien vacataire au conseil régional, et un garagiste marseillais, M. Albert Bensussan.

Après s'être soustrait à la justice pendant quatre mois, ce dernier s'était présenté volontairement aux gendarmes d'Aix-en-Provence, jeudi 6 février. Il avait été présenté, le lendemain, devant le juge Murciano, qui l'avait inculpé de complicité de trafic d'influence mais laissé en liberté. Selon ses déclarations, confirmant celles faites précédemment par M. Saincenc, il aurait remis à M. Bertrand une somme de 200 000 F, provenant d'un racket fiscal, pour alimenter les caisses de la fédération du PR des Bouches-du-Rhône. M. Bertrand s'est vivement défendu de ces accusations.

GUY PORTE

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 19 février au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue des travaux un communiqué a été publié dont voici les principaux extraits :

Société par actions simplifiée
Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi instituant la société par actions simplifiée. Pour protéger les actionnaires, la loi détermine avec précision les règles d'organisation et de fonctionnement des sociétés anonymes. Cette limitation de la liberté contractuelle ne se justifie pas lorsqu'une société a pour seul objet d'être un instrument de coopération et de rapprochement entre des entreprises. Les entreprises françaises sont d'ailleurs fréquemment conduites à créer de telles sociétés dans les Etats étrangers qui n'imposent pas de pareilles contraintes juridiques dans un tel cas.

Pour corriger cette situation, un nouveau type de société commerciale est créé : la société par actions simplifiée. Celle-ci pourra être constituée par deux ou plusieurs personnes dont le capital est au moins égal à 1,5 million de francs. La détermination des règles d'organisation et de fonctionnement de la société relèvera de la liberté contractuelle et pourra donc être adaptée à chaque situation particulière.

Il sera notamment possible de prévoir dans les statuts une clause d'inaliénabilité des actions de la société et une clause soumettant la cession d'actions à l'agrément des autres actionnaires. Ces dispositions autorisent ainsi les pactes d'actionnaires. Il sera simplement exigé que les décisions relatives à l'augmentation ou à la réduction du capital, à la fusion, à la scission, à la dissolution de la société, à la nomination des commissions aux comptes et aux comptes et bénéfices soient prises à la majorité des voix exprimées.

La fiducie
Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté un projet de loi sur la fiducie.
(Le Monde du 19 février.)

Statuts des enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur public agricole

Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche a présenté trois décrets relatifs aux statuts des enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur public agricole. Les enseignants des vingt-cinq établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'Agriculture sont aujourd'hui dispersés entre trente et cinquante catégories d'agents contractuels. Ces enseignants se répartissent désormais entre deux corps, celui des professeurs et celui des maîtres de conférences.

Les statuts de ces deux corps seront très proches de ceux des enseignants-chercheurs de l'université. Une commission nationale remplira, pour les enseignants-chercheurs relevant du ministre chargé de l'Agriculture, le rôle du conseil national des universités. Cette réforme est une étape importante de la modernisation de l'enseignement supérieur agricole.

L'apprentissage des langues vivantes dans l'enseignement du premier et second degrés

Le ministre d'Etat, ministre de l'Éducation nationale, a présenté une communication sur l'apprentissage des langues vivantes dans l'enseignement du premier et second degrés.
(Le Monde du 13 février.)

La charte des services publics

Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, a informé le conseil des ministres de l'ouverture d'une négociation avec les organisations syndicales de fonctionnaires sur l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail dans la fonction publique.
(Le Monde du 20 février.)

En outre, le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, a informé le conseil des ministres de l'ouverture d'une négociation avec les organisations syndicales de fonctionnaires sur l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail dans la fonction publique.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a décidé, mercredi 19 février, sur proposition de M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, le mouvement préfectoral suivant :

ARIÈGE :

M. Bernard Puydupin
M. Bernard Puydupin, secrétaire général de la préfecture de la Gironde, est nommé préfet de l'Ariège, en remplacement de M. Christian Fremont, nommé préfet hors cadre.

[Né le 1^{er} mars 1934 à Atzé (Indre), licencié en droit, diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Puydupin a été détaché en 1964 à l'administration centrale du ministère chargé de la coopération puis nommé, la même année, conseiller à la Mission d'aide et de coopération de Libreville, avant d'occuper en 1966 la même fonction à Ouagadougou. Nommé sous-préfet de Langres en 1974, il est intégré dans le corps des administrateurs civils en 1975, avant d'être nommé sous-préfet de Guingamp en 1978.]

En raison de ses propos sur Israël

Le bureau exécutif du PS demande l'exclusion de M. Gabory

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 19 février, a décidé de différer devant la commission nationale des conflits, « aux fins d'exclusion », M. Roland Gabory, conseiller général du Gers, qui avait rendu public un texte — reproduit notamment par *Vendredi*, hebdomadaire du PS — qualifiant Israël d'« Etat parasite, intégriste, raciste et expansionniste » (le Monde des 18, 19 et 20 février). Soulignant « l'extrême gravité des faits », le bureau exécutif a exprimé le souhait que la commission, présidée par M. François Borella, se prononce « de toute urgence ». A. Auch, M. Gabory, apprenant la décision du bureau exécutif, a déclaré qu'il allait « bientôt se sentir délié du devoir de réserve » qu'il s'était imposé à l'égard de son parti et qu'il a « la conscience très tranquille ». Il a réservé, a-t-il dit, de poursuivre en justice « les responsables socialistes qui [l']ont traité d'antisémite ».

— M. Henri Hughes, préfet du Var, est nommé directeur général des collectivités locales en remplacement de M. Pierre-René Lemas, nommé le 3 janvier préfet de l'Aisne.

[Né le 5 octobre 1935 à Romans-sur-Isère (Drôme), M. Henri Hughes est licencié en droit, diplômé du centre des hautes études administratives et financières de Montpellier, ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris. Entré dans l'administration préfectorale en 1958, il est directeur du cabinet du préfet du Gard (1968-1969), puis du préfet de l'Hérault, en janvier 1971. Il est sous-préfet de Saint-Amant-Montbrun (Cher) jusqu'en octobre 1974. Il devient alors secrétaire général des Côtes-du-Nord, du juillet 1977 à novembre 1979, il est chargé des fonctions de secrétaire général d'Indre-et-Loire, avant d'être nommé sous-préfet de Dieppe, puis de devenir, en février 1982, secrétaire général de l'Hérault. Commissaire de la République de la Haute-Corse en mars 1983, puis préfet de la Charente en janvier 1987, il était préfet du Var depuis le mois d'août 1988.]

— M. Philippe Martin est nommé préfet, chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement.

[Né le 22 novembre 1953 à La Flèche-de-Breux (Haute-Saône), M. Philippe Martin est titulaire d'une maîtrise de sciences juridiques. Il était adjoint au secrétaire général de la mairie de Bures-sur-Yonne depuis 1978 quand il est devenu conseiller parlementaire du groupe socialiste à l'Assemblée nationale en 1979, puis chef de cabinet de M. Roger Quilliot, ministre de l'Urbanisme et du logement de mai 1981 à octobre 1983. Il est le chef de cabinet de M. Michel Charasse, ministre délégué au budget.]

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

La grande ambition de Jean-Louis Bianco

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration passe dans les Alpes-de-Haute-Provence son baptême du feu électoral. Son objectif : la présidence du conseil général

FORCALQUIER

de notre envoyée spéciale

On l'appelle Jean-Louis, ou Monsieur le ministre. Le chef de file de la majorité présidentielle pour les régionales dans les Alpes-de-Haute-Provence, et candidat dans le canton de Forcalquier, n'est ni tout à fait enfant du pays, ni tout à fait parachuté, ni tout à fait notable, ni tout à fait inconnu. Autant dire que Jean-Louis Bianco peut se permettre de mener une campagne électorale à son goût.

Quand, en mai dernier, il entre dans le gouvernement de M. Edith Cresson, quittant ainsi le secrétariat général de la présidence de la République qu'il occupait depuis 1982, M. Bianco franchit le pas de la politique publique, celle qui, inévitablement ou presque, oblige au baptême du feu électoral. Ses collaborateurs le savent mais ils s'interrogent sur la destination. Les plus imaginatifs parient sur la Franche-Comté où son épouse, Martine, a des attaches. D'autres rêvent de Nice. La décision est rendue publique le 7 août : ce sera Forcalquier pour les cantonales et les Alpes-de-Haute-Provence pour les régionales. Restait à convaincre les socialistes et à faire taire quelques grincements de dents... mais on ne résiste pas longtemps à un ministre.

On ne résiste pas non plus très longtemps à Jean-Louis, au Jean-Louis connu quand il s'occupait du syndicat intercommunal de Duranc-Bisone. De ce séjour de deux ans interrompu par Jacques Attali qui le pressait de venir rejoindre, dès 1981, l'équipe de François Mitterrand, le candidat d'aujourd'hui a gardé des amis qu'il n'a jamais perdus de vue, des relations, la connaissance des lieux, des gens et des problèmes. Les piliers de l'équipe de campagne se retrouvent toutes les semaines autour de Jean-Louis au premier étage d'une minuscule permanence, au pied des remparts des Cordeliers. Première bonne nouvelle pour cette poignée de fidèles qui jonglent avec l'emploi du temps : « À partir du 9 mars, ce sera du plein-temps sauf pour les obligations parisiennes comme le conseil des



ministres du mercredi », assure Jean-Louis qui ajoute : « Martine sera là pendant les vacances avec les enfants; il faut qu'on me voie vivre ici. » Tout neophyte sait bien que ses adversaires auront tout fait de matraquer sur le thème : « Une fois élu, vous ne le verrez plus. Il sera à Paris. » Et ceux-là même de rappeler au bon souvenir des électeurs que le maire socialiste du chef-lieu, élu en 1989, M. Raymond Franjou, n'a pas encore renoncé à ses impératifs professionnels parisiens!

Question calendrier, un de ses lieutenants prévient : « Tu vas avoir du mal à tout faire parce que les aloués se profilent! ». « J'ai, assure l'intéressé, d'abord, j'aime bien les aloués et j'ai déjà raté les lotos. » Pas de chance pour le Mardi gras, rien de prévu, « décidément, il manque des jours fériés en France », plaisante Jean-Louis pour qui toute occasion est bonne de rencontrer des électeurs. Christophe signale qu'au « goûter des anciens au foyer », Delmar était présent et sera à l'atoll de Villeneuve. Aux cantonales, Pierre Delmar

(RPR), tenant du titre après avoir perdu ceux de maire, il y a trois hivers, et de député en juin 1988, réélu en 1985 avec 52,73 % des voix au premier tour, ne sera pas un adversaire facile pour son challenger. Raison supplémentaire pour accueillir avec le sourire la confiance de Jacqueline : « Les anti-Delmar du centre ville voudraient renverser discrètement Jean-Louis, ils sont prêts à donner des noms pour son comité de soutien, même s'ils ne veulent pas apparaître. »

Le ministre n'a pas oublié les méthodes qui prévalaient dans les GAM (groupes d'action municipale) d'Hubert Dubedout et de Robert de Caumont : le militantisme en équipe, le travail sur dossier, la constitution de réseaux. Chaque commune a donc un responsable, peu importe l'étiquette politique, chaque secteur son animateur. Côté agricole, c'est Yvon Raspail, responsable de coopératives, fin connaisseur du terrain. C'est lui qui organise l'après-midi, devant le silo de Forcalquier, une rencontre — début — avec des agriculteurs du

canton. Plus d'une heure, sous le soleil d'hiver, le ministre écoute, laisse poser les attaques « c'est pas fonctionnaires, ces technocrates qui oublient qu'ils sont à notre service », « contre ces intermédiaires », responsables des prix prohibitifs à la consommation. Le candidat est là « pour parler des problèmes de ses intermédiaires ». Et des problèmes, il y en a. La pelle et pelle-mêle : la lavande et le lavandin, la sauge dont l'essence rapportée de moins en moins, le melon qui ne se porte pas mieux, l'agneau qu'il faudrait labelliser, tout comme le Bannon (fromage de chèvre), l'abattoir que Jean-Louis Bianco voudrait sauver au nom du maintien des activités en zone rurale.

« Des difficultés, il y en a, mais il y a des possibilités », explique « Monsieur le ministre » qui énumère les aides européennes, celles de la région et celles du département. Il n'y met qu'une condition : « s'organiser et prévoir du développement ». Il se veut encourageant avec les agriculteurs comme avec le président de l'Office du tourisme, avec Julien Masse et sa famille qui pressent l'olive à froid. Leur moulin à huile pourrait bien donner une nouvelle célébrité à Lure au nom encore indissociable de l'affaire Dominici!

Jean-Louis Bianco a décidé de consacrer plus de la moitié de son temps de campagne au pays de Forcalquier, à son canton. Il va faire venir Véronique Colvée à un tournoi de football au profit des « Resous du cœur »; Bernard Kouchner l'accompagnera sur le marché, un jour prochain; Pierre Magnan, auteur de romans policiers, a donné son accord pour le soutenir. Même si « le vent n'est pas porteur », et la cote socialiste « plutôt basse », même s'il ne vient pas à bout cette fois de ses huit adversaires annoncés, qu'importe, il a décidé d'investir pour au moins dix ans le territoire. L'objectif est bel et bien la présidence du conseil général, déteinte aujourd'hui par la droite comme elle l'était auparavant par la gauche au seul bénéfice de l'âge. Quand on a quarante-neuf ans, pas trop de cheveux blancs, le pari sur l'avenir est tentant.

ANNE CHAUSSEBOURG

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

Philo de base

Le monde grec
Les dieux, mythes
Revue et Révolution
Le 20^{ème} siècle

36F

JUSTICE

L'inculpation pour « corruption » de M. Jean-Michel Boucheron

L'ancien maire d'Angoulême a été longuement entendu par le président Guy Joly

M. Jean-Michel Boucheron, député non inscrit (ex-PS) de la Charente, a été interrogé, jeudi 20 février durant quatre heures et demie au palais de justice de Paris par M. Guy Joly, président de la troisième section de la chambre d'accusation de la cour d'appel, chargé de l'instruction du dossier dans lequel l'ancien maire d'Angoulême est inculpé, depuis le 22 février 1991, de « corruption, complicité de faux en écritures de commerce et usage, recel d'abus de biens sociaux et ingérence ». Faisant

allusion aux récentes rumeurs selon lesquelles il aurait été en fuite ou à l'étranger, M. Boucheron, accompagné de son avocat, M. Pierre Jacquet, a déclaré à la presse : « Vous voyez, je suis là, mais mes déclarations, je les ferai au président Joly. »

M. Boucheron est soupçonné d'avoir reçu, entre 1985 et 1987, 667 000 francs de bureaux d'études qui servaient d'intermédiaires entre des entrepreneurs de travaux publics recherchant des marchés publics et la ville ou

le Syndicat intercommunal du Grand Angoulême. La justice lui reproche aussi d'avoir été un salarié fictif de la Société d'études de pilotage et de construction (SPEC), ainsi que de la Société de coordination de commerce et d'assistance (SCCA), deux sociétés étroitement liées à M. Michel Gabaude.

Egalement inculpé, cet homme d'affaires bordelais semble un personnage-clé de cette affaire.

Les « oreilles » de M. Michel Gabaude

BORDEAUX

de notre correspondant

« Quand on voyait le président de la République prendre Jean-Michel Boucheron par le cou, on se rendait compte à quel point il avait le vent en poupe. Il a eu la chance que la famille du président habite à Jarnac. Nous nous sommes tous fait anesthésier... Il est certain que, grâce à nous, le parti socialiste en Charente n'a jamais manqué d'argent pour payer ses affiches. C'était Boucheron le patron et nous ne savions pas qu'il utilisait son argent à autre chose. »

Tactique de défense ou naïveté ? A première vue, l'homme n'a pas l'air d'un ingénieur. M. Michel Gabaude est inculpé de complicité d'ingérence dans l'affaire Boucheron et sera entendu mercredi 26 février chez le juge Joly.

Le cheveu blanc et court, l'accent faubourien, cinquante-neuf ans, M. Gabaude fait profession officielle d'ingénieur-conseil commercial. En clair, il joue le rôle d'intermédiaire chargé de prospecter les marchés et de rabattre des

affaires en direction des bureaux d'études du « groupe non consolidé » dirigé par un ingénieur de travaux publics, M. Pierre Dumons. « En France », dit M. Gabaude, on sait bien que si les entreprises veulent travailler, il faut qu'elles aient des oreilles. »

Dans le foin des sociétés de ce groupe informel, émergent, à Mérignac, en Gironde, le bureau d'études Duchassaing, devenu depuis peu Ingenecc ; à Paris, une « cellule centrale », DSA ; et enfin trois autres sociétés basées à Mérignac ou à Angoulême : SEPC, SCCA, et Connecting consultants. La dernière société, de création très récente, salariée actuellement M. Gabaude pour des activités de « relations commerciales » destinées à procurer des études à Ingenecc.

Factures majorées et commissions

SEPC, dans laquelle M. Gabaude détenait 25 %, et SCCA sont intervenues directement sur la ville d'Angoulême. Que SEPC ait fait

« des factures majorées pour financer le PS angoumois », M. Gabaude en convient sans difficultés SEPC a également employé Jean-Michel Boucheron entre juillet 1985 et mars 1987 au tarif de 35 000 francs par mois.

M. Gabaude affirme qu'il ne s'agit pas d'un cadeau ni d'une sinécure : « Jean-Michel Boucheron présidait des missions parlementaires en Afrique. Il promettait de nous ramener des affaires. Le député et maire d'Angoulême n'ayant pas rempli son contrat, il aurait été proprement remercié. SCCA, créée à l'instigation de Jean-Michel Boucheron, était, selon M. Gabaude, orientée à 85 % vers le financement d'activités politiques. Ainsi, les commissions versées par Renault-Véhicules industriels pour l'achat des bus de la ville d'Angoulême auraient transité par cette société aux bons soins de M. Gabaude lui-même. »

En Gironde, depuis qu'a éclaté l'affaire Boucheron, la rumeur va bon train. On prête évidemment beaucoup d'activités à l'ingénieur-

conseil. On souligne volontiers son amitié avec le député et maire socialiste de Mérignac, M. Michel Sainte-Marie. On rappelle aussi que le premier secrétaire de la fédération du PS girondin, M. Serge Lamasson, a bénéficié de largesses de la SCCA pour quelques dizaines de milliers de francs et notamment d'un voyage aux Etats-Unis offert dans le cadre de l'association pour la promotion du câble que présidait Jean-Michel Boucheron.

M. Gabaude dément toutes ces rumeurs : « C'est vrai, je suis ami avec Michel Sainte-Marie, ce n'est un secret pour personne. Nous sommes socialistes tous les deux. Pour ma part, je le suis depuis l'âge de vingt ans. Mais depuis le 10 mai 1989, il n'y a plus jamais eu de financement politique réalisé par moi ou à mon instigation et, en tout état de cause, ces financements n'ont jamais concerné que la ville d'Angoulême. »

GINETTE DE MATHA

L'instruction du juge Van Ruymbeke

Les élus socialistes de la Sarthe affirment qu'« aucun enrichissement personnel n'est en cause »

Plusieurs élus socialistes de la Sarthe, mis en cause dans des affaires relatives au financement de leur parti, sont passés à la contre-attaque, jeudi 20 février, lors d'une conférence de presse tenue au Mans deux jours après la divulgation des noms de onze élus « susceptibles d'être inculpés » dans ce dossier instruit à Rennes par le conseiller Renaud Van Ruymbeke (le Monde du 19 février). Après avoir démenti tout recours par des élus socialistes

de la Sarthe à la pratique des fausses factures, puis affirmé qu'« aucun enrichissement personnel n'est en cause », plusieurs intervenants s'en sont vivement pris au juge Thierry Jean-Pierre, initiateur, l'an dernier, de la procédure judiciaire dans cette affaire.

M. Jean-Claude Boulard, député socialiste, a souhaité que la justice examine les « irrégularités de procédure » commises, selon lui, par le juge, une requête déjà formulée par

M. Francis Spinzer, avocat de M. Jacques Jusforgues, un des élus mancois inculpé. Un autre intervenant a affirmé que le Forum pour la justice, dont le juge Jean-Pierre est l'un des fondateurs, est « une association dominée par la droite ». Pour sa part, le député Raymond Douyère, s'est étonné de voir apparaître dans la presse des noms d'élus auxquels aucun chef d'accusation n'a été encore notifié.

Confirmation du naufrage accidentel du chalutier

« La Jonque » a livré son mystère

Dans leur rapport remis jeudi 20 février, les experts commis par le parquet de Quimper ont exclu toute cause extérieure dans le naufrage de la Jonque, ce chalutier de Concarneau qui avait sombré au large de l'île d'Ouessant en 1987 avec cinq personnes à bord. Le bateau a chaviré alors qu'il se trouvait en pêche, ce qui écarte les hypothèses de l'abordage par un sous-marin ou de l'onde de choc d'un tir de missile, avancées par les familles des disparus.

BREST

de notre correspondant

Sous un hangar du port de commerce de Brest, La Jonque a été examinée sous toutes les coutures. Un événement sans précédent : la justice avait obtenu que l'épave soit renflouée pour faire la lumière sur les circonstances du naufrage. On avait fait remonter à la surface un chalutier gisant par plus de 100 m de fond depuis le 14 mai 1987, opération délicate qui s'était achevée le 24 août dernier.

Le bateau avait coulé sans que l'équipage laisse de message de détresse. Les parents des disparus n'ont jamais admis la thèse d'un accident souvent fatal aux pêcheurs au chalut : le filet qui s'accroche subitement sur un obstacle au fond de la mer et fait plonger le bateau. Les opérations de recherche menées par la Marine nationale, le 17 mai 1987, sont à l'origine des doutes exprimés par les proches des cinq hommes du bord, notamment M. Laurent Querrou, 23 ans, et Robert, son père, 49 ans, les patrons du bateau. La découverte d'un canot avec deux hommes à bord par un avion Nord 262 avait été contredite par l'équipage d'un Bréguet-Atlantic tenu à l'écart de la zone, mais dans l'intervalle, on avait suscité des faux espoirs chez les parents. Il y avait eu méprise, selon la Marine, entre un dinghy et une combinaison de survie vide.

Selon la famille Querrou, qui

s'est portée partie civile et a déposé une plainte pour homicide involontaire, La Jonque aurait été coulée par un sous-marin militaire et on aurait fait disparaître les survivants pour éviter qu'ils témoignent d'une bavure. Jeudi 20 février, elle a d'ailleurs refusé les conclusions des experts. De son côté, la Marine n'a cessé de démentir ce scénario.

La Marine disculpée

L'enquête sur La Jonque avait été relancée en 1988 par le juge Bertrand Lemerier. Dans une ordonnance prononcée en juillet 1989, le magistrat excluait, après des opérations de simulation en mer, que des informations erronées aient pu être transmises par les aviateurs. En 1990, le parquet de Quimper ordonnait alors le renflouement du chalutier. Les experts se sont employés pendant de longs mois à faire parler la coque. Leurs conclusions, rendues publiques jeudi 20 février, sont sans ambiguïté : « Ont été exclues les causes suivantes : impact d'un missile incontrôlé, explosion sous-marine, explosion aérienne ou de surface, abordage par un navire de surface, abordage par un sous-marin, heurt avec un corps immergé, accrochage du train de pêche par un sous-marin ou par un navire de surface. »

Le chalutier a, d'après ces résultats, chaviré sous l'effet d'une traction du chalut. A ce moment-là, l'entrepont était resté ouvert et cela a accentué le déséquilibre du bateau. Trois autres éléments apparaissent dans le rapport des experts : l'étude de la peinture de la coque et du train de pêche exclut l'hypothèse d'un abordage. Il n'y avait pas deux canots de survie à bord, comme l'affirmait la partie civile, mais un seul, un Bombard, retrouvé à côté de l'épave, l'autre redouté n'ayant jamais été embarqué. Enfin, une analyse des photos prises par les avions de recherche a permis d'établir que le dinghy aperçu par les observateurs était bien, en réalité, une combinaison de survie.

GABRIEL SIMON

FAITS DIVERS

Au centre départemental de l'enfance de Seine-Maritime

Les collègues de l'enseignant tué par un élève exigent la transparence de l'enquête

ROUEN

de notre correspondant

Après l'agression mortelle d'un des enseignants du centre départemental de l'enfance (CDE) de Seine-Maritime, implanté à Canteleu, dans la banlieue de Rouen, par un élève de quinze ans (nos dernières éditions du 20 février), une partie des instituteurs a tenu à rappeler, jeudi 20 février, par un mouvement de grève, qu'ils exigent la transparence totale de l'enquête en cours pour déterminer les responsabilités exactes.

L'auteur du coup mortel, originaire de Seine-Saint-Denis, avait été placé en internat à Canteleu par une décision de justice en raison de carences familiales. Dans ces conditions, « les problèmes de comportement du jeune garçon n'avaient rien d'exceptionnel », explique la direction. Aujourd'hui écroué, sous l'inculpation de meurtre, l'adolescent a agressé Pierre Pauwels, parce qu'il avait ressenti comme une injustice une réprimande et une gifle infligée par l'enseignant pour mettre un terme à un chahut dans la cour de récréation. Pierre Pauwels, cinquante-trois ans, faisait partie du centre départemental depuis 1971. Ancien menuisier devenu enseignant en centre scolaire et professionnel du CDE, il était très engagé dans la vie quotidienne de l'établissement auprès d'élèves particulièrement exigeants et d'une grande sensibilité.

M. Marc Andrieu, directeur de ce CDE qui accueille un millier de jeunes chaque année et prévoit

d'assurer 300 000 journées-enfants en 1992, a précisé que le climat n'est pas plus « dur » que dans la moyenne des institutions de ce genre. En lisière de la forêt domaniale de Roumare, le CDE s'étend dans un parc où sont disséminés différents services.

Certains enfants internes sont scolarisés « en ville », d'autres bénéficient de structures décentralisées, comme les deux futures unités « activités en mer » et « ferme-écolité » destinées à des groupes d'adolescents et jeunes majeurs en très grande difficulté. Une institution que le drame ne saurait remettre en cause, a indiqué le président du conseil d'administration, M. André Martin, vice-président du conseil général de Seine-Maritime.

ETIENNE BANZET

« Un détenu en cavale a été tué par la police à Mulhouse. — En fuite depuis le mois d'août, un détenu du centre de détention d'Obernai (Bas-Rhin), a été tué par la police, jeudi soir 20 février dans le centre de Mulhouse (Haut-Rhin), après avoir blessé deux policiers de plusieurs coups de cutter et fait feu avec un pistolet à grenailles. Yahia Bourouma, vingt-huit ans, était activement recherché depuis le week-end dernier : dans la même nuit, il avait successivement agressé et blessé à leur domicile deux femmes âgées de quatre-vingt-dix et soixante-quatorze ans, avant de violer une jeune femme chez elle. (Corresp.)

Le procès des fausses factures de la région parisienne

Plaidoyer pour un « prince du bâtiment »

Les audiences des 18 et 19 février à la 31^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris ont été marquées par les plaidoiries de M. Jean-Denis Bredin et Roger Doumith, avocats de M. Michel Mauer, qui ont demandé la relaxe du PDG de la Cogedim. M. Bredin a notamment évoqué le règne de l'argent et les dangers d'une justice qui se voudrait plus « purificatrice et exemplaire » que juste.

A l'heure du « Tous pourris », des certitudes biaisées et incantatoires qui font du secteur de la promotion immobilière et du bâtiment le champ privilégié de la corruption, sans doute fallait-il le naturel et le crédit de M. Jean-Denis Bredin pour remettre, sinon les choses à leur place, du moins quelque perspective dans ce maelström naufragé. L'Argent, grand et vaste sujet... M. Bredin s'est fait un devoir de rappeler que notre société en fut toujours malade au cours des siècles et que la dictature bourgeoise en fit son maître, quitte à vivre cette dépendance comme « un vice un peu honteux », et le marxisme un ennemi, pour mieux « empêcher de régner allègrement ».

Mais quelle époque ne s'est pas brûlée à ce sortilège-là ? Quel siècle n'a pas engendré ses légions d'harpons, enfermant leur or « dans l'attente du jugement dernier ou dans l'attente du grand soir » ? Attirance éternelle et arme redoutable...

Car M. Bredin n'omit pas d'expliquer que cet argent-là, de toute évidence, corrompt aussi doucement, gentiment, insidieusement ceux qui en sont moins pourvus, sous couleur de leur dispenser menus plaisirs et satisfactions.

A ce moment, tout l'art de M. Bredin consista à faire oublier sa robe d'avocat. Le tribunal n'avait plus devant lui qu'un historien doublé d'un sociologue : « Les élites sont toutes plus ou moins atteintes de cette maladie diffuse dont on ne meurt pas », observa-t-il, approuvant sur ce point le réquisitoire de M. Alain Blanchot. Mais c'était pour mieux prendre ses distances dans l'instant, esquisser les dangers qui menacent les sociétés en proie au vertige de la dénonciation, rappeler aux oubliés que la mise au pilori des corrupteurs conduit parfois à la Terreur et que le « discours tenu de Boulanger à Pétain » conduit facilement vers les ravages de l'autocratie. Bref, il s'agissait d'inviter les juges à ne pas s'aventurer dans une démarche purificatrice et éventuellement excessive : « Votre mission est d'être juste et non exemplaire », soutint l'avocat.

« Les malheurs de la Cogedim »

A ce titre, M. Bredin fut bien plus le défenseur de M. Michel Mauer que celui de la Cogedim. Il s'employa avec bonheur, sinon avec succès, à pulvériser la version de M. Carino Cesco, principal accusateur de son client, qui affirme avoir lui-même apporté plusieurs millions de francs au PDG de la Cogedim.

« Nous rentrions dans son bureau... ensemble nous comptions les liasses », avait précisé M. Cesco au juge d'instruction.

Mais alors, s'est étonné M. Bredin, pourquoi tant d'erreurs et de lacunes dans la description des lieux ? Comment expliquer qu'après de nombreuses visites, de longues stations où les billets de banque étaient dûment comptabilisés, M. Cesco en soit venu à confondre le 5^e étage avec le 4^e, le vaste hall sur lequel donne le bureau du PDG avec un « petit couloir » ? Comment admettre surtout que l'accusateur, grand chasseur, ne se soit pas souvenu des trophées accrochés avec fierté aux cimaises par M. Mauer ?

Et en se moquant des annuaires partiels de M. Cesco, l'avocat-accusateur distribuait largement aux juges quelques preuves photographiques à l'appui de son propos, s'interrogeant à la cantonade sur les effets de notre système inquisitorial qui veut que la justice ne résiste jamais, ou si rarement, à la dénonciation, allant jusqu'à « excuser ses bévues et ses mensonges ».

Inquiétude partagée par ses confrères, M. Roger Doumith, la veille, s'était ému de ce que le PDG de la Cogedim soit devenu la « victime d'une logique accusatoire ». Ainsi a-t-il plaidé que « les malheurs de la Cogedim proviennent des déclarations de Cesco et d'un préjugé de culpabilité à l'encontre de M. Mauer ». Ainsi a-t-il demandé aux juges d'oublier « ce fatidique parapluie qu'on appelle l'intime conviction » pour s'interroger sur l'intérêt que M. Cesco a pu avoir à « plaider au juge » en dénonçant le

PDG de la Cogedim après un séjour de deux mois en prison, sur le fait qu'il « connaît tous les « facturiers » de la place de Paris » et sur le peu de curiosité manifestée par les enquêteurs à propos d'un éventuel enrichissement de cet accusateur.

Ce faisant, M. Doumith reprenait le procès d'une instruction qu'il a jugée hâtive et fautive. On ne peut d'un côté admettre que la SNCF ou la SAOI ne se soient pas rendus compte que M. Cesco se livrait à l'occasion à un trafic de fausses factures sur leurs chantiers — ce que M. Cesco a reconnu — et déclarer le fait impossible lorsqu'il s'agit des chantiers de la Cogedim, a plaidé l'avocat.

Mais les juges peuvent-ils être réellement sensibles aux arguments développés par la défense ? s'est inquiété en conclusion M. Bredin. Comme pour piquer, il constata que la quantité de dossiers entassés à côté du tribunal, que « tant de notes, de rapports d'enquête, de peine » avaient peu de chance de déboucher sur une relaxe. Avec un pessimisme grand teint, il cita Kafka selon qui la condamnation vient petit à petit. « Elle justifiera cet énorme travail », assura M. Bredin, ne pouvant apparemment croire que son client, « prince du bâtiment », échappe tout à fait aux foudres de la loi en première instance.

Suite du procès mercredi 26 février.

LAURENT GRELSAMER

DIMANCHE 23 FÉVRIER

« Le ... d'Ennary », 15 heures, 59, avenue Foch (Paris) (son histoire).

15 heures, 2, rue du Mont-Cenis (Paris) (son histoire).

« L'Opéra Garnier », 14 h. 30, « Paris des marches (Connaissance) (haut des marches) ».

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h. 30, « Europe (Europ Explor) ».

« L'Opéra Garnier », 15 heures, dans « hall (Aux Arts, et Caetera) ».

« L'Ancienne Cour », « miracles », « Montorgueil », 15 heures, « Sentier (Résurrection) (passé) ».

« L'Hôtel Bourbon-Condé », 15 heures, 12, rue Monsieur I. Haule...

« Sept... plus vieilles... Paris », 10 h. 30, 2, rue Archives

conférences), 15 heures : « La ve des étoiles ».

Sarbanne (amphi Bacheldard), 15 heures : « Découvrir et accepter les sciences entre les hommes », par Marie-Magdeleine Davy.

DIMANCHE 23 FÉVRIER

1. rue « Prouvaires, 15 heures : « Présence de l'astrologie dans les rituels maçonniques », Jacques Gorgues, « La symbolisme des arbres », Natya (Conférences Natya).

des sciences et de l'industrie (salle Jean-Bertrin), 15 heures : « Conférences Courteau, de la 10e à la 11e, et à 11 heures (Jean-Paulin) », « Cycle nouvelles technologiques de la communication », 36, Poussin, 14 h. 15, « L'apologisme », Scythes, 3, K. Vanderpauw, et à 16 h 30, « Mésopotamie ».

Le malaise de l'OPA

DOMINIQUE GALLOIS

Après son revers électoral dans le New-Hampshire

Bataille franco-allemande dans l'assurance

Le ~~AVANTAGE d'ÊTRE~~
d'EPIC

Pour le **bancaire**, en revanche, les **négociations** ont échoué, aussi bien **HBV** qu'au **DAG**, autre syndicat des employés de banque. Les demandes de revalorisation salariale portent officiellement sur **0,5 %** en **1992**, mais une hausse de **6,5 %** pourrait être considérée comme un ordre de grandeur sur lequel on peut discuter, a déclaré le directeur **Georg Strittner**, négociateur de **HBV**. Le patronat propose toutefois et semble décidé à ne pas faire de concessions. Environ **1 000** personnes sont concernées dans la partie du pays et **25 000** dans la partie ouest.

Les boursiers new-yorkais réagissent aussi favorablement à l'annonce surprise d'une augmentation de 5,5 % en janvier des constructions de maisons ■■ d'apparte-
ments ■■. D'autre part, le département de l'emploi avait annoncé ■■ hausse de 0,1 % de l'indice des prix de ■■ durant la même période, soit la plus petite variation de l'inflation depuis six mois. ■■ la facture de 42 % de l'important gonflement (déficit) constaté ■■ décembre dernier, ■■ fait que le déficit commercial américain ait été limité à 66,2 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année dernière, ■■ meilleure performance depuis 1983, ■■ année, constituée un élément encourageant pour les milieux d'affaires. Surtout, c'est sur les

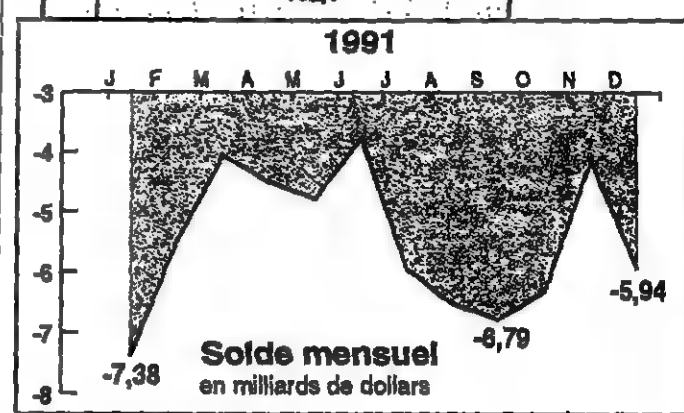
pare ce déficit ■ chiffres ■ l'année
précédente (101,72 milliards et
■ record de 1987 (152 mil-
liards). Sans doute bien informé
M. Alan Greenspan, qui témoignait
la veille devant la sous-commission
bancaire ■ Chambre ■ représen-
tants, avait alors estimé qu'il « com-
mençait » voir les premières indica-
tions d'une reprise », ajoutant qu'il
était « quelque peu plus optimiste »
■ un passé récent. Au risque
de désarçonner ■ qui avaient cru
interpréter ■ précédents propos
■ le signal d'une nouvelle
baisse ■ taux d'intérêt, le président
de la Réserve fédérale a indiqué qu'il

ne voyait pas ■ raison particulière
de peser à nouveau sur ■ ■ ■
directeurs. Une façon d'appuyer le
■ ■ ■ du rapport semi-annuel
remis ■ même ■ ■ ■ au Congrès
■ ■ ■ dans lequel ■ banque centrale
note avec satisfaction ■ réductions
■ ■ ■ d'intérêt en série auxquelles
■ ■ ■ procéda au ■ ■ ■ dix-huit
derniers mois. Une politique qui,
selon elle, tient lieu de « soutien effi-
cace » (et suffisant ?) ■ ■ reprise éco-
nomique qui devrait ■ matérialiser
■ ■ ■ année.

SERGE MARTI

Moyenne annuelle

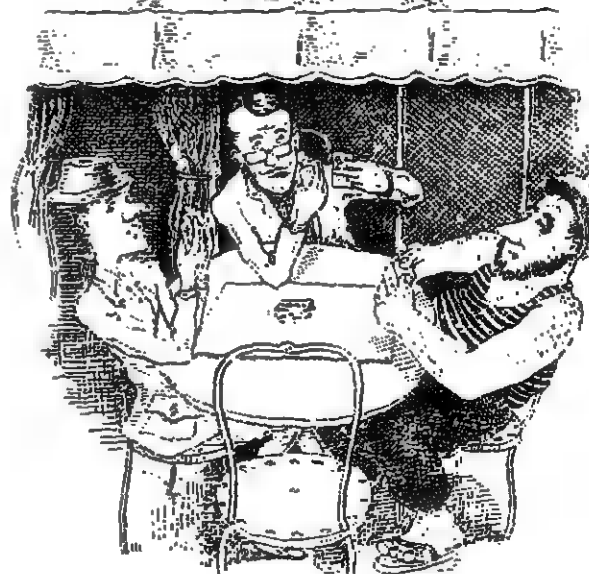
Année	Precipitation (mm)
83	-52.4
84	-100
85	-125
86	-140
87	-162.1
88	-120
89	-110
90	-100
91	-66.2



Avec un solde négatif de 66,2 milliards de dollars (365 milliards de francs), contre 101,7 milliards en 1990, le balance commerciale américaine a enregistré sa meilleure performance depuis 1983 (année de sortie de récession). La baisse de la demande intérieure a entraîné une diminution nette de 1,5 % des importations (488 milliards, contre 501 milliards en 1990). Les exportations ont atteint le montant record de 422 milliards (contre 393 milliards) soit une hausse de 7,5 %.

Grâce à la faiblesse du dollar, les États-Unis ont enregistré un excédent commercial avec la zone européenne de 16,1 milliards, contre 11 milliards en 1990, pour leur déficit bilatéral avec le Japon a très légèrement augmenté, à 43,4 milliards. Ces tendances du premier 1991 ne se reflètent pas dans le résultat du décembre. Le déficit commercial annuel a atteint 5,9 milliards, contre 4,3 milliards en novembre, malgré l'effet d'une diminution des exportations et d'une croissance des importations.

* Depuis 12 septembre 1990.



- Et si Dédé il était pas monté à la capitale, ça aurait fait 36.

LOTTO

100% des gagnants ont tenté leur chance.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMMOBILIÈRE HOTELIÈRE

Un partenariat **CRÉDIT LYONNAIS** IMMO-
BILIÈRE **OTELIÈRE S.A.** le domaine de l'hôtellerie **grand luxe**,
avec **immobiliers** **propriétés** l'étude tant **qu'à l'étranger**.

Ce partenariat a traduit, le premier du premier semestre, une initiative du groupe du CRÉDIT LYONNAIS au capital du groupe IMMOBILIÈRE HOTELIÈRE, changement de contrôle, dans le cadre d'augmentations de capital réservées reflétant les valeurs d'actif réévalué concernées.

Une **évaluation** complémentaire **des** modalités **de** **la** **co-**
opération sera **effectuée** **les** prochaines **semaines**

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Avec des institutionnels belges

Air France devrait contrôler 37,5 % du capital de la compagnie nationale Sabena

Le gouvernement belge pourrait autoriser, vendredi 21 février, le contrôle par Air France, une société de droit belge dans laquelle la compagnie française détient la majorité, de 37,5 % du capital de la compagnie nationale belge Sabena.

En mai 1991, les pouvoirs publics belges avaient mis comme condition le versement d'une aide de 9 milliards de francs belges (1,5 milliard de francs français) l'entrée dans le capital de Sabena d'un transporteur aérien étranger capable d'apporter de l'argent frais. Nommé à la tête de la compagnie belge en novembre 1990, M. Pierre Godfroid s'y était employé et avait mis en concurrence Air France et British Airways.

C'est finalement le projet d'Air France qui l'emportera si le gouvernement belge donne l'eu-

vent. Il prévoit une recapitalisation de Sabena à hauteur de 15 milliards de francs belges : 9 milliards de francs belges seront donc apportés par le gouvernement belge et 6 milliards par une société de droit belge au sein de laquelle Air France sera majoritaire.

La participation de la compagnie aérienne française sera de 4 milliards de francs belges, sous forme de versement annuel d'un milliard sur les 4,5 milliards de francs belges qui composeront le capital de la société. Air France disposera d'une minorité de blocage de 37,5 % dans Sabena, via cette société. Des institutionnels belges, regroupés par le groupe Bruxelles-Lambert (GBL), apporteront pour leur part 11 milliards de francs belges restants. À ce capital s'ajoute l'émission d'un emprunt obligataire par les institutionnels de 1,5 milliard de francs belges, d'une durée de six ans.

Cet accord suppose aussi la révision du statut de Sabena, qui sera

aligné sur le statut de droit commun des sociétés belges. Actuellement, Sabena est régie par une loi du 26 avril 1923 à laquelle s'ajoutent certaines dispositions particulières prévoyant qu'elle ne peut, sans arrêté royal, participer à la constitution, au capital et à la gestion d'autres entreprises, associations ou sociétés. Ses administrateurs sont nommés sur proposition des ministres : le président et le vice-président, par le roi.

À l'issue de cet accord, Sabena devrait quitter le système de réservation électronique Galileo (fondé par British Airways, Swissair, Alitalia) pour le groupe Amadeus d'Air France, de Lufthansa et d'Iberia. Déficitaire en 1990, Sabena affiche un résultat net bénéficiaire de 11 millions de francs français pour la période d'avril à décembre 1991.

MARTINE LARONCHE

Pour financer les transports en commun

Des élus demandent une taxe additionnelle sur les produits pétroliers

De plus en plus d'élus réclament une politique ambitieuse pour le développement des transports en commun. Ils veulent faire de ce thème « une priorité nationale » dotée par l'État d'un financement conséquent. Mercredi 19 février, l'Association des maires des grandes villes de France, le Groupement des autorités responsables de transports (GART) et l'Association des présidents des conseils urbains ont proposé une mise en place d'un fonds spécial d'investissement pour les transports collec-

tifs urbains. Ce fonds serait principalement alimenté par une taxe additionnelle sur les produits pétroliers au taux de 10 centimes par litre, qui permettrait de collecter 4 à 5 milliards de francs par an. À besoin exceptionnel, financement exceptionnel : « Il faut que la voiture individuelle paie le développement des transports en commun », a déclaré M. Michel Noir, maire de Lyon, qui avait déjà mis en novembre dernier sa proposition au président de la République.

Une délégation de sept élus bords ira défendre cette idée auprès des autorités nationales. Elle se compose de Dominique Baudis, député UDC et maire de Toulouse, Pierre Mauroy, député PS à Lille, Michel Noir, député non inscrit à Lille, Roger Quilliot, sénateur à Lyon, Roger Clemont-Ferrand, Jacques Auxiette, maire de la Roche-sur-Yon, Jacques Chaban-Delmas, député RPR et maire de Bordeaux, et Jean Auroux, député PS et maire de Roanne.

M. Bérégovoy a déclaré, d'un point presse, le 20 février, qu'il était décidé « à ne pas faire d'impôt nouveau ». À ce propos, le ministre de l'Environnement, M. Brice Lalonde, a apporté son soutien à cette initiative et réserve d'un plan volontariste de limitation des véhicules particuliers en centre-ville et d'une réduction de projets d'infrastructures autoroutières « zone péri-urbaine ».

Les besoins d'investissement des infrastructures de transports collectifs urbains, hors Ile-de-France, sont estimés à 11 milliards de francs d'ici douze à quinze ans et nécessaires aux bus à 23 milliards de francs, a précisé M. Noir.

M. La.

AFFAIRES

A la cour d'appel de Paris

Le parquet rejette la requête des actionnaires minoritaires du Printemps contre Pinault

« Il ne peut être reproché à l'acheteur en tant que tel, d'avoir fait partie du mouvement de la réglementation. Il convient donc de rejeter la demande des actionnaires minoritaires », par deux courtes phrases sèches, au terme d'un réquisitoire non moins bref, M. Christine Thin a mis un terme, mercredi 19 février, à une longue journée de plaidoiries devant la cour d'appel de Paris, où se déroulait l'audience consacrée à l'OPA (offre publique d'achat) partielle lancée par Pinault sur le groupe Printemps, une opération contestée par les actionnaires minoritaires. Ces derniers critiquent le montage qui a permis au groupe Pinault d'acquiescer le contrôle du Printemps sans franchir la barre des 30 %. Il a pu ainsi lancer son OPA sur les deux tiers seulement du capital et non procéder à un maintien de cours sur l'intégralité des actions.

Alors que la veille à Nîmes, dans une autre affaire boursière sur un autre thème - celui de l'actionnariat de Perrier - le ministère public avait soutenu les conclusions de la Commission des opérations de Bourse (COB), la représentante des pouvoirs publics a adopté la démarche inverse pour le Printemps. Pour M. Christine Thin, le groupe Pinault a acquis 40,4 % du capital du Printemps et 37,2 % des droits de vote. « Ces opérations de cession n'ont été entachées d'aucune irrégularité », la cour d'appel, que préside M. Myriam Erratty, rendra

Après négociations autour du renflouement de SGS-Thomson

La recapitalisation de SGS-Thomson, le fabricant de composants électroniques contrôlé par l'IRI (le holding de l'État italien) et Thomson-CSF, fait toujours l'objet d'après négociations entre Paris et Rome. Le groupe de travail bilatéral dont M. Edith Cresson avait annoncé la création le 20 janvier n'a toujours trouvé de solution.

Le président du holding d'Etat italien, M. Franco Nobili, a estimé, jeudi 20 février, que « l'Italie ne devait pas manquer l'occasion d'être présente dans le secteur onduleur mais important ». Europe d'entreprises électroniques. M. Nobili a précisé que l'IRI n'avait pas l'argent nécessaire à la recapitalisation immédiate de SGS-Thomson.

EN BREF

Le PS s'oppose à l'accord CNAM-CSMF. - Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 19 février, estime que le relevé de conclusions signé entre la Caisse nationale d'assurance-maladie et la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) « ne peut, du point de vue des intérêts sociaux, être approuvé en l'état des lieux qu'il prévoit la couverture du secteur 2 à honoraires libres ».

Alors que M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, devra se prononcer sur ce texte, le PS estime que ce document risque de conduire à « une régression » en « accentuant l'inégalité d'accès ».

Des responsables du G7 réclament une réévaluation du yen. - Au

SOCIAL

Souhaitant réaliser des gains de productivité

L'Assistance publique va moderniser ses instruments de gestion

Premier groupe hospitalier européen (33 établissements, 23 milliards de francs de budget), l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) a décidé de moderniser ses instruments de gestion. Les difficultés de l'assurance-maladie, mais aussi la concurrence des cliniques privées, qui vont progressivement introduire une tarification forfaitaire par pathologie, incitent le secteur public à relever ses exigences de la rationalité économique pour réaliser des gains de productivité.

La progression modérée des dépenses de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (la hausse de 2,8 % hors inflation en 1991 après 3,3 % en 1990) constitue une performance nécessaire mais qui s'avère loin d'être suffisante. « Nous devons enfin disposer des moyens qui permettent de savoir ce que coûte exactement tel tel traitement dans un service. Encore faut-il, au préalable, mener à bien un gros travail conceptuel », souligne, jeudi 20 février lors d'une conférence de presse, M. François Stasse, directeur-général de l'AP-HP. Pour l'hôpital qui, dans l'ensemble du système de santé français, découvre la comptabilité analytique, il s'agit bien

d'une véritable révolution. Cette démarche passe par la mise au point de « groupes de pathologies » répertoriés en un petit nombre de catégories homogènes afin de rendre possible des comparaisons épidémiologiques et économiques.

La difficulté de cette approche, qui devrait durer deux ans, réside dans les instruments opérationnels, tient au fait qu'il faut « surmonter l'infinie variété et la complexité des pathologies existantes ». De même, la généralisation des « résumés standardisés de sortie » (fiche médicale indiquant la manière normative de les pathologies du malade et la thérapeutique utilisée) sera effective en 1993. Aussi, son « plan stratégique » 1990-1995, l'Assistance publique a investi massivement dans l'informatique (240 millions de francs cette année) et engagé le câblage de ses établissements afin de permettre l'information à circuler horizontalement et verticalement.

Des faiblesses persistent

La modernisation de l'AP-HP (84 000 salariés) implique aussi l'amélioration des rapports sociaux dont la qualité, reconnaît M. Stasse, « est encore insuffisante ». Les mouvements de protestation des personnels, comme les récentes grèves de plusieurs autres catégories

personnel de santé témoignent d'une « crise très profonde des relations de solidarité », déclare le directeur général, tout en rappelant que, depuis fin 1988, la rémunération d'une infirmière diplômée a progressé de 28 %. Toutefois, si la proportion des emplois budgétaires est au plus juste et que la réduction du travail de nuit se accroît (les besoins), les écoles d'infirmières de l'AP-HP ont, pour la première fois depuis 1987, pratiquement atteint le plein l'an passé.

Enfin, l'Assistance publique s'efforce d'améliorer son fonctionnement et son image de marque en apportant un soin particulier à la vie quotidienne des hôpitaux : modernisation des locaux, multiplication des hôtes d'accueil, équipement téléphonique des chambres, identification par badge des différents personnels, développement des « conciliateurs médicaux », paiement par « forfait » bancaire, introduction d'une nouvelle signalétique. En dépit de ces efforts, a aussi concédé M. Stasse, certaines faiblesses demeurent à persister.

JEAN-MICHEL NORMAND

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Jacques Schor

A la suite de la parution d'un dossier sur le Groupe CIC, dans le numéro 6 décembre 1991, nous avons reçu de M. Jacques Schor, ancien président de la Société nationale Varin-Bernier (SNVB), la lettre suivante faisant référence à un article intitulé « Une nationalisation ratée » :

M. Renard qualifie la gestion à la tête de la SNVB de « folie à deux » par trop folklorique et propre à effrayer le bourgeois. La simple lecture des rapports 1982, 1983, 1984 de la banque permet de constater que les dirigeants fantasistes pour un pas dire « folkloriques ». La progression des fonds communs de placement n'est à mon initiative « témoignent amplement ».

Quant à mon départ, que j'ai souhaité, il résulte d'un désaccord de fond entre le CIC d'alors et moi-même. Ce désaccord portait sur le réseau parisien de la SNVB. J'observais que le gouvernement n'a d'ailleurs donné raison sur ce point. Le démantèlement du réseau de la direction du CIC n'est intervenu.

Tandis que le patronat dénonce les accords nationaux

Le syndicat CGT des dockers décide un arrêt de travail de trois jours

Le mouvement de plus en plus tendu dans le conflit qui oppose d'une part les dockers, de l'autre le gouvernement et le patronat. La Fédération CGT des ports et docks, qui a refusé d'ouvrir des négociations port par port, a annoncé, jeudi 20 février, que la prochaine grève (la dix-huitième depuis octobre) se déroulerait sur 72 heures et non 48 comme jusqu'à maintenant, du mardi 22 au lundi 24 février inclus. Le syndicat réunira le 23 février ses représentants locaux et nationaux.

De son côté, l'Union nationale des industries de la manutention (UNIM), l'organisation patronale, a annoncé le 20 février qu'elle dénonçait unilatéralement les accords nationaux « vigueur ». « Ces dénonciations n'ont pas pour but de rayer les acquis sociaux », a déclaré le secrétaire général de l'UNIM, M. Jean-Yves Le Drian. « L'exemple de Dunkerque montre qu'une proposition patronale de bonne qualité peut recevoir un accueil favorable d'une majorité de dockers et que le refus de négocier des représentants syndicaux ne reflète pas le souhait des travailleurs à la base », a déclaré le secrétaire d'Etat. Hormis à Dunkerque et Saint-Nazaire, les dispositions du plan « 1990 » proposé par le gouvernement ont été accordées qu'à un tiers des entreprises. La bonne volonté à négocier qu'afficheront les partenaires sociaux.

La grève nationale de l'ANPE a été peu suivie

Décidée la semaine dernière par la CFDT, la CGT, FO et la CFE-CGC, la grève nationale des personnels de l'ANPE, jeudi 20 février, aurait été suivie à 27,6 %, selon les syndicats. En fin de matinée, à Paris, une manifestation rassemblait plusieurs centaines de personnes « terminées » par le ministère du travail. Les pancartes proclamaient : « Nous voulons pas être des flics du chômage ».

Deux motifs ont été avancés pour ce mouvement : la reprise, dans un décret, de différentes circulaires internes à l'ANPE, qui pourraient entraîner une plus grande sévérité

l'égard des chômeurs ; le plan interne de développement, issu du contrat de progrès triennal, qui se traduit par une réorganisation des services et, donc, par un changement des classifications.

Est notamment en cause la procédure de « service immédiat » rendu au chômeur par un seul interlocuteur, capable de traiter tous les dossiers. M. Jean-François Colin, directeur général de l'ANPE, qui défend le « service immédiat », souligne que, actuellement, « la moitié des chômeurs ne bénéficie plus des vices de l'agence », mais leur inscription enregistrée.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14
25, rue Frédéric-Sauton F. dim. Park.

PAVILLON MONTSOURIS 45-88-38-52
20, rue Gazan, 14^e T.L.J. Parking

PAVILLON EUROPÉEN 66-11-17-17 Park.
3, r. Cal-de-Gaulle, Metz (91) F. sam. midi, dim.

12 h-30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés l'année.

Sous verrière 1900, en bordure du parc Reverdi, goûtez les joies d'une cuisine raffinée. Carte, menu à 255 F. Salon particulier de 12 à 40 personnes.

Sous verrière moderne, en bordure du plan d'eau, goûtez la cuisine classique imaginative au déj., dîner. Carte, menu à 230 F. Salons de 10 à 100 pers. Climat.

ALLEMAGNE

Prix : + 4 % en un an. - Les prix de détail en Allemagne (partie ouest) ont augmenté 0,4 % en janvier par rapport à décembre. Sur (janvier 1992 par rapport à janvier 1991), l'indice est de 4 %.

GRANDE-BRETAGNE

Produit intérieur brut : -2,5 % - Le PIB britannique (produit intérieur brut) a baissé de 0,3 % au quatrième trimestre 1991 par rapport au troisième trimestre, s'inscrivant à 113,1 contre 113,5 à base 100 en 1985. En glissement annuel (quatrième trimestre 1991 comparé au quatrième trimestre 1990), le recul est de 1,7 % l'an excepté le troisième trimestre 1991 (+0,2 %), la production nationale n'a pas reculé en Grande-Bretagne depuis le troisième trimestre 1990, l'année de la récession. L'une des plus longues périodes de croissance depuis longtemps. En moyenne annuelle, le PIB britannique a baissé de 2,5 % en 1991 après avoir augmenté 0,8 % en 1990. En 1991 et 1990, la croissance avait été de 4,3 % et 2,3 %.

1^{er} SALON DES ANTIQUAIRES

NEUILLY SUR SEINE

THÉÂTRE D'EAU



14 - 24 FÉVRIER

BOURSE DU 21 FÉVRIER

Cours relevés à 10 h 12

Competition		VALEURS					Competition					VALEURS					Competition					VALEURS				
		Cours	Premier	Deuxième	%	Competition		Cours	Premier	Deuxième	%	Competition		Cours	Premier	Deuxième	%	Competition		Cours	Premier	Deuxième	%			
4280	C.M.E. 3%	4300	4300	4300		4280	C.M.E. 3%	4300	4300	4300		4280	C.M.E. 3%	4300	4300	4300		4280	C.M.E. 3%	4300	4300	4300				
876	D.L.N.P. T.P.	880	880	880	+ 2.39	876	D.L.N.P. T.P.	880	880	880		876	D.L.N.P. T.P.	880	880	880		876	D.L.N.P. T.P.	880	880	880				
1230	Alcan-Aluminium	1240	1240	1240	+ 0.24	1230	Alcan-Aluminium	1240	1240	1240		1230	Alcan-Aluminium	1240	1240	1240		1230	Alcan-Aluminium	1240	1240	1240				
1470	Rhone-Poulenc T.P.	1500	1500	1500		1470	Rhone-Poulenc T.P.	1500	1500	1500		1470	Rhone-Poulenc T.P.	1500	1500	1500		1470	Rhone-Poulenc T.P.	1500	1500	1500				
1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072	+ 0.75	1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072		1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072		1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072				
856	Thomson T.P.	858	858	858		856	Thomson T.P.	858	858	858		856	Thomson T.P.	858	858	858		856	Thomson T.P.	858	858	858				
774	Alcan-Aluminium	774	774	774	+ 0.78	774	Alcan-Aluminium	774	774	774		774	Alcan-Aluminium	774	774	774		774	Alcan-Aluminium	774	774	774				
686	Alcan-Aluminium	686	686	686	+ 0.78	686	Alcan-Aluminium	686	686	686		686	Alcan-Aluminium	686	686	686		686	Alcan-Aluminium	686	686	686				
1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640	+ 0.78	1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640		1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640		1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640				
325	A.I.S.P.	325	325	325	+ 0.78	325	A.I.S.P.	325	325	325		325	A.I.S.P.	325	325	325		325	A.I.S.P.	325	325	325				
1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850	+ 0.78	1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850		1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850		1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850				
490	Alcan-Aluminium	490	490	490	+ 0.78	490	Alcan-Aluminium	490	490	490		490	Alcan-Aluminium	490	490	490		490	Alcan-Aluminium	490	490	490				
910	Alcan-Aluminium	910	910	910	+ 0.78	910	Alcan-Aluminium	910	910	910		910	Alcan-Aluminium	910	910	910		910	Alcan-Aluminium	910	910	910				
114	Alcan-Aluminium	114	114	114	+ 0.78	114	Alcan-Aluminium	114	114	114		114	Alcan-Aluminium	114	114	114		114	Alcan-Aluminium	114	114	114				
87	Alcan-Aluminium	87	87	87	+ 0.78	87	Alcan-Aluminium	87	87	87		87	Alcan-Aluminium	87	87	87		87	Alcan-Aluminium	87	87	87				
705	Alcan-Aluminium	705	705	705	+ 0.78	705	Alcan-Aluminium	705	705	705		705	Alcan-Aluminium	705	705	705		705	Alcan-Aluminium	705	705	705				
616	Alcan-Aluminium	616	616	616	+ 0.78	616	Alcan-Aluminium	616	616	616		616	Alcan-Aluminium	616	616	616		616	Alcan-Aluminium	616	616	616				
830	Alcan-Aluminium	830	830	830	+ 0.78	830	Alcan-Aluminium	830	830	830		830	Alcan-Aluminium	830	830	830		830	Alcan-Aluminium	830	830	830				
330	Alcan-Aluminium	330	330	330	+ 0.78	330	Alcan-Aluminium	330	330	330		330	Alcan-Aluminium	330	330	330		330	Alcan-Aluminium	330	330	330				
788	Alcan-Aluminium	788	788	788	+ 0.78	788	Alcan-Aluminium	788	788	788		788	Alcan-Aluminium	788	788	788		788	Alcan-Aluminium	788	788	788				
1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072	+ 0.75	1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072		1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072		1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072				
856	Thomson T.P.	858	858	858		856	Thomson T.P.	858	858	858		856	Thomson T.P.	858	858	858		856	Thomson T.P.	858	858	858				
774	Alcan-Aluminium	774	774	774	+ 0.78	774	Alcan-Aluminium	774	774	774		774	Alcan-Aluminium	774	774	774		774	Alcan-Aluminium	774	774	774				
686	Alcan-Aluminium	686	686	686	+ 0.78	686	Alcan-Aluminium	686	686	686		686	Alcan-Aluminium	686	686	686		686	Alcan-Aluminium	686	686	686				
1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640	+ 0.78	1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640		1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640		1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640				
325	A.I.S.P.	325	325	325	+ 0.78	325	A.I.S.P.	325	325	325		325	A.I.S.P.	325	325	325		325	A.I.S.P.	325	325	325				
1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850	+ 0.78	1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850		1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850		1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850				
490	Alcan-Aluminium	490	490	490	+ 0.78	490	Alcan-Aluminium	490	490	490		490	Alcan-Aluminium	490	490	490		490	Alcan-Aluminium	490	490	490				
910	Alcan-Aluminium	910	910	910	+ 0.78	910	Alcan-Aluminium	910	910	910		910	Alcan-Aluminium	910	910	910		910	Alcan-Aluminium	910	910	910				
114	Alcan-Aluminium	114	114	114	+ 0.78	114	Alcan-Aluminium	114	114	114		114	Alcan-Aluminium	114	114	114		114	Alcan-Aluminium	114	114	114				
87	Alcan-Aluminium	87	87	87	+ 0.78	87	Alcan-Aluminium	87	87	87		87	Alcan-Aluminium	87	87	87		87	Alcan-Aluminium	87	87	87				
705	Alcan-Aluminium	705	705	705	+ 0.78	705	Alcan-Aluminium	705	705	705		705	Alcan-Aluminium	705	705	705		705	Alcan-Aluminium	705	705	705				
616	Alcan-Aluminium	616	616	616	+ 0.78	616	Alcan-Aluminium	616	616	616		616	Alcan-Aluminium	616	616	616		616	Alcan-Aluminium	616	616	616				
830	Alcan-Aluminium	830	830	830	+ 0.78	830	Alcan-Aluminium	830	830	830		830	Alcan-Aluminium	830	830	830		830	Alcan-Aluminium	830	830	830				
330	Alcan-Aluminium	330	330	330	+ 0.78	330	Alcan-Aluminium	330	330	330		330	Alcan-Aluminium	330	330	330		330	Alcan-Aluminium	330	330	330				
788	Alcan-Aluminium	788	788	788	+ 0.78	788	Alcan-Aluminium	788	788	788		788	Alcan-Aluminium	788	788	788		788	Alcan-Aluminium	788	788	788				
1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072	+ 0.75	1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072		1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072		1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072				
856	Thomson T.P.	858	858	858		856	Thomson T.P.	858	858	858		856	Thomson T.P.	858	858	858		856	Thomson T.P.	858	858	858				
774	Alcan-Aluminium	774	774	774	+ 0.78	774	Alcan-Aluminium	774	774	774		774	Alcan-Aluminium	774	774	774		774	Alcan-Aluminium	774	774	774				
686	Alcan-Aluminium	686	686	686	+ 0.78	686	Alcan-Aluminium	686	686	686		686	Alcan-Aluminium	686	686	686		686	Alcan-Aluminium	686	686	686				
1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640	+ 0.78	1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640		1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640		1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640				
325	A.I.S.P.	325	325	325	+ 0.78	325	A.I.S.P.	325	325	325		325	A.I.S.P.	325	325	325		325	A.I.S.P.	325	325	325				
1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850	+ 0.78	1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850		1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850		1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850				
490	Alcan-Aluminium	490	490	490	+ 0.78	490	Alcan-Aluminium	490	490	490		490	Alcan-Aluminium	490	490	490		490	Alcan-Aluminium	490	490	490				
910	Alcan-Aluminium	910	910	910	+ 0.78	910	Alcan-Aluminium	910	910	910		910	Alcan-Aluminium	910	910	910		910	Alcan-Aluminium	910	910	910				
114	Alcan-Aluminium	114	114	114	+ 0.78	114	Alcan-Aluminium	114	114	114		114	Alcan-Aluminium	114	114	114		114	Alcan-Aluminium	114	114	114				
87	Alcan-Aluminium	87	87	87	+ 0.78	87	Alcan-Aluminium	87	87	87		87	Alcan-Aluminium	87	87	87		87	Alcan-Aluminium	87	87	87				
705	Alcan-Aluminium	705	705	705	+ 0.78	705	Alcan-Aluminium	705	705	705		705	Alcan-Aluminium	705	705	705		705	Alcan-Aluminium	705	705	705				
616	Alcan-Aluminium	616	616	616	+ 0.78	616	Alcan-Aluminium	616	616	616		616	Alcan-Aluminium	616	616	616		616	Alcan-Aluminium	616	616	616				
830	Alcan-Aluminium	830	830	830	+ 0.78	830	Alcan-Aluminium	830	830	830		830	Alcan-Aluminium	830	830	830		830	Alcan-Aluminium	830	830	830				
330	Alcan-Aluminium	330	330	330	+ 0.78	330	Alcan-Aluminium	330	330	330		330	Alcan-Aluminium	330	330	330		330	Alcan-Aluminium	330	330	330				
788	Alcan-Aluminium	788	788	788	+ 0.78	788	Alcan-Aluminium	788	788	788		788	Alcan-Aluminium	788	788	788		788	Alcan-Aluminium	788	788	788				
1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072	+ 0.75	1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072		1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072		1075	Solite Galsab T.P.	1085	1073	1072				
856	Thomson T.P.	858	858	858		856	Thomson T.P.	858	858	858		856	Thomson T.P.	858	858	858		856	Thomson T.P.	858	858	858				
774	Alcan-Aluminium	774	774	774	+ 0.78	774	Alcan-Aluminium	774	774	774		774	Alcan-Aluminium	774	774	774		774	Alcan-Aluminium	774	774	774				
686	Alcan-Aluminium	686	686	686	+ 0.78	686	Alcan-Aluminium	686	686	686		686	Alcan-Aluminium	686	686	686		686	Alcan-Aluminium	686	686	686				
1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640	+ 0.78	1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640		1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640		1630	Alcan-Aluminium	1640	1640	1640				
325	A.I.S.P.	325	325	325	+ 0.78	325	A.I.S.P.	325	325	325		325	A.I.S.P.	325	325	325		325	A.I.S.P.	325	325	325				
1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850	+ 0.78	1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850		1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850		1850	Alcan-Aluminium	1850	1850	1850				
490	Alcan-Aluminium	490	490	490	+ 0.78	490	Alcan-Aluminium	490	490	490		490	Alcan-Aluminium	490	490	490		490	Alcan-Aluminium	490	490	490				
910	Alcan-Aluminium	910	910	910	+ 0.78	910	Alcan-Aluminium	910	910	910		910	Alcan-Aluminium	910	910	910		910	Alcan-Aluminium	910	910	910				
114	Alcan-Aluminium	114	114	114	+ 0.78	114	Alcan-Aluminium	114	114	114		114	Alcan-Aluminium	114	114	114		114	Alcan-Aluminium	114	114	114				
87	Alcan-Aluminium	87	87	87	+ 0.78	87	Alcan-Aluminium	87	87	87		87	Alcan-Aluminium	87	87	87		87	Alcan-Aluminium	87	87					

COMPTANT (sélection)**SICAV**

20/2

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechart net	VALEURS	Emission	Rechart net	VALEURS	Emission	Rechart net
Obligations			C.I.M.	1220	1200	Palm Horeman	1157	....	Etrangères			Action	217 58	211 76	France Perm.	108 17	103 08	Précis	883 96	888 71
Emp. Ind. 6 1/2 %	104 30	6 88	C.I.T.R.A.M. (B)	1350	....	Palm Horeman	660	....	Agropar	807 06	772 33	Agropar	807 06	772 33	France Régions	1230 67	1194 83	Quint.	138 48	132 18
10.80% 75/84	101 85	6 01	Cogit	354	354	Parifon	155	....	And-gem	812 35	781 42	And-gem	812 35	781 42	Fruct-Associats.	41 42	34 42	Rechart	836 07	818 08
Emp. Ind. 14 1/4 %	101 85	6 01	Comptex	840	....	Parifon	270	....	Ampla	25620 55	25620 40	Ampla	25620 55	25620 40	Fruct-Asso.	34 03	40 42	Rechart	180 31	167 84
Emp. Ind. 12 1/4 %	101 30	4 53	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Amplid	861 06	812 35	Amplid	861 06	812 35	Fruct-Asso.	238 38	232 90	Rechart	549 51	535 91
10.20% max 88	98 90	10 84	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Arbitrage Court T.	7016 08	7019 08	Arbitrage Court T.	7016 08	7019 08	Fruct-Asso.	807 80	885 66	Rechart	1102 39	1123 48
OAT 10% 6/2000	9 87	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc.	1089 59	1089 59	Assoc.	1089 59	1089 59	Fruct-Asso.	1487 84	1488 71	Rechart	858 75	854 42
OAT 9 1/2 % 12/1997	7 87	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Fair	404 61	384 74	Assoc. Fair	404 61	384 74	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
OAT 6 1/2 % 5/98	1 42	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	1281 34	1281 40	Assoc. Int.	1281 34	1281 40	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
PTT 11 1/2 % 98	0 81	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CFP 10 1/2 % nov 90	0 81	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 1979	0 04	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA 5000F	1 28	Cy Lyon Alim.	650	....	Parifon	220	....	Assoc. Int.	177 62	160 59	Assoc. Int.	177 62	160 59	Fruct-Asso.	173 48	173 48	Rechart	1088 21	1088 21
CNA																				

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
46-62-72-67

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21/2
Extrait-Unis (1 sac)	5 625	.....
Ecu	8 959	.....
Alternance (100 dm)	389 880	.....
Belgique (100 F)	16 525	.....
Brésil (100 \$)	302 120	.....
Italie (1000 lire)	4 533	.....
Danemark (100 lire)	87 750	.....
Gde. Strangers (1 L)	808	.....
Grande-Bretagne (100 schellings)	360	.....
Suisse (100 fcs)	371 650	.....
Suède (100 krs)	33 760	.....
Norvège (100 kr)	88 810	.....
Autriche (100 sch)	48 301	.....
Espagne (100 pesetas)	5 431	.....
Portugal (100 esc)	3 987	.....
Canada (1 \$ can)	4 745	.....

Marché libre de l'or

COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	100 F.
achat	vente			
		Or fin (lulo en barre).....	64000	.....
		Or fin (en lingots).....	64100	.....
		Napoleon (200).....	360	.....
		Pièces Fr (10 f.).....	450	.....
		Pièces Suisse (20 f.).....	367	.....
		Pièces Latine (20 f.).....	367	.....
		Souverain.....	465	.....
		Pièces 20 dollars.....	2065	.....
		Pièces 10 dollars.....	1 032,50	.....
		Pièces 5 dollars.....	657,50	.....
		Pièces 50 pesos.....	2360	.....
		Pièces 10 florins.....	377	.....

Hors-cot

Bayo Hydro Energy	315
Calpine	300
CCH Cogener	10
Copcon	700
Dresser Accumulat	325
Ensp. Azum	79
Ensp Studies Int.	70
Gachet S.A.	47
Gry Degener	862
Lectures de Monde	150
Nicolas	1260
Papercity NV	1410
Parsons, Perm	350
Quadrat	20
Reverso NV	217
St-Gobain-Emballage	2150
SEPR	741
SEPR act. R.	279
Winn-Dixie	878

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demande - e : prix précédent - m : marché continu

— — — — —

ue autrement

DANIEL SCHNEIDERMAN

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine avec un supplément de cinéma.

Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ film peut voir ; ● Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre classique.

<p>TF 1</p> <p>20.45 Sport : J.O. Magazine : SI on se disait tout.</p> <p>0.05 Magazine : Club J.O.</p> <p>1.10 Journal, Météo et Traffic Infos.</p> <p>A 2</p>	<p>Film Les Femmes d'Alger Sebaste (1990).</p> <p>LA 5</p> <p>20.50 Téléfilm : Double enquête à Barbès. De Philippe Tribiot.</p> <p>22.30 Téléfilm : Hold-up en jupons. 0.10 Journal de la nuit.</p>
<p>CANAL JIMMY</p> <p>THE YOUNG RIDERS</p> <p>DEPUIS "AU NOM DE LA LOI" LA SÉRIE WESTERN DE SUD 20 H 30</p>	<p>M 6</p> <p>20.30 Capital. Série : Mission impossible, vingt ans après. Le Facki du monde d'or. Don Chaffey.</p> <p>22.20 Série : Equalizer. Magazine : Emotions, Sports et Érotisme.</p> <p>23.50 Capital. 0.10 Six minutes d'informations. 2.00 Rediffusions.</p>
<p>20.50 Jeu : La Piste à Xapetan.</p> <p>22.10 Téléfilm : L'Argent. 1. 2. 3. Théâtre.</p> <p>23.45 ► Cinéma : Au feu les pompiers ! Film rebrousse de Milos Forman (1987) (v.o.).</p> <p>1.00 Journal et Météo.</p> <p>FR 3</p>	<p>LA SEPT</p> <p>18.30 Théâtre : Crime et châtiment. Pièce d'Andréj Waïda.</p> <p>18.30 Danse : Cocktail. Chorégraphie de Philippe Decouflé.</p> <p>19.00 Documentaire : Paul-Ernest Victor un révélateur du XX^e siècle.</p> <p>20.00 Documentaire : Lignes au vie.</p> <p>21.00 Téléfilm : Sturzfug.</p> <p>22.00 Téléfilm : The Steamie.</p>
<p>20.00 Un livre, un jour. Classe complètes d'Arthur Rim-</p> <p>20.10 Documentaire : Le Canal.</p> <p>20.45 Magazine : Télématin. Les Crabes aux pinces d'or.</p> <p>21.40 Magazine : Caractères. Coups de mémoire.</p> <p>23.05 Sport : J.O.</p> <p>1.05 Musical : Mélanie.</p> <p>CANAL PLUS</p>	<p>FRANCE-CULTURE</p> <p>20.30 Radio-écriture. Black and Blue.</p> <p>22.40 Les Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain.</p> <p>FRANCE-MUSIQUE</p>
<p>20.30 Téléfilm : La Guerre de Saint-Moritz.</p> <p>22.10 Documentaire : Hymnes à la mer.</p> <p>22.55 Film d'animation : Le Journal du cinéma.</p> <p>23.01 Documentaire : Abyss.</p> <p>23.05 Film américain Carnegie (1989).</p> <p>1.20 Cinéma : Le Comte de Montecristo.</p>	<p>20.00 Concert (donné le 8 février au grand auditorium de Radio France) : Petite suite pour cordes ; Concerto pour piano et orchestre du maître op. 18 ; Symphonie n° 4 du maître op. 63.</p> <p>23.10 Jazz club. 1.00 Les Vins de la nuit.</p>

19.25 Série : **Sylvie et compagnie.**
19.50 Trois minutes pour faire lire. *Nouvelles de La zone* inédite de Daniel Zimmermann
19.59 Journal, Journal du **17-17**
17-17 Soirée spéciale : **La 17- Nuit**
17-17 1992.
23.30 1. 2. 3. Théâtre.
23.31 Série : **Les Brigades du Tigre.**
0.35 Journal et Météo.
FR 3
14.00 **17-17** : Eurotop.
14.30 Magazine : **17-17** Sono. Spécial Mexique
— De 15.00 à 17.30 **La Sept** —
15.00 Magazine : **Sait-on jamais.**
15.05 Danse : **Waterproof.**
15.30 **Journal de l'heure** : **Jours et nuits du théâtre.**
— La Lumière à l'affiche.
16.35 Documentaire : **Tours à monde**
tours à ciel.
17.30 Magazine : **L'Heure du golf.**
18.00 **17-17** : Montagne. **17-17** de Léo.
18.30 Jeu : **Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20** : **L'Information.**
De 19.12 à 19.35, le journal à la région.
— De 20.20 à 2.05 **La Sept** —
20.00 Chronique : **Le Dessous des cartes.**
17-17 Documentaire : **17-17** parallèle (v.o.).
21.00 **Documentaire** : **Alaska, le syndrome Exxon-Valdez.**
D'Axel Engstfeld.
22.40 **Le Courrier** : téléspéctateurs.
22.45 Journal et Météo.
23.00 Journal **J.O.**
23.15 **Journal** : Sturzflug.
1.05 Magazine : **Mégamix.**
CANAL PLUS
13.30 Magazine : **L'œil du cyclone.**
Bombay clips.
14.00 **17-17** : **Le monde des ténébres.**
— Stuart Gordon.
15.30 Sport : **Handball.**
Championnat de France : O. M. Vitrolles-Vitrolles.
17.05 **Les Superstars du catch.**
— En clair jusqu'à **17-17**
18.00 Décode **Bunny.**
19.05 Dessin animé : **Le Simpson.**
19.30 Flash d'informations.
19.35 **Le Top.**
20.00 Sport : **Athlétisme.**
Le match des Six Nations.
17-17 Flash d'informations.
23.07 **Le Journal du cinéma.**
23.05 Cinéma : **Le Feu** l'au-délà.
— Film américain de Toba Hoover (1990).
0.40 Cinéma : **La Brasier.**
— Film français d'Eric (1980).
LA 5
13.20 **17-17** : **17-17.**
14.15 **17-17** : **L'homme qui** **17-17** **trois milliards.**
15.05 **17-17** : **La loi qui** **17-17** **loi.**
16.40 **17-17** : **Loi Grant.**
17.30 Série : **TV 101.**
18.20 Divertissement : **C'est pour rire.**
18.30 Magazine : **Intégral.**
19.05 **17-17** : **L'Enfer du devoir.**
17-17 **Journal** et **17-17.**
20.45 **17-17** : **Kojak.**
Attila Kojak-Nelson, Joseph Sargent.
Deux jeunes femmes ont **17-17** assassinées. Aucun indice.
23.10 Série : **Deux à Miami.**
0.00 **17-17** : **Le nuit.**
0.11 **17-17** : **Intégral (redif)**
0.50 Série : **Les Trouble-fête.**
1.01 **17-17** : **Voisin, voisine.**
M 6
13.55 **17-17** : **Supercopier.**
14.45 **17-17** : **Larado.**
15.40 **17-17** : **Feuilleton.**
Deux ans à **17-17.**
16.35 Série : **Les Espions.**
17.45 **17-17** : **Le Saint.**
18.25 **17-17** : **Les Têtes brûlées.**
19.20 Magazine : **Turbo.**
Spécial Mexique. **Les photos automobiles** mexicaines : **Le Panaramécan.** Un designer au Mexique : **Un des musées automobiles du Mexique.**
19.54 **17-17** : **Six minutes d'informations.**

Vols : Coupe l'Amencent : Les résultats de la semaine.

19.30 Série : Maguy.
Journal, Journal du midi et Midi.

21.45 Série : Cinq Minutes. Le Rapide mai feu.

22.20 Magazine : Bouillon culture.

CANAL JIMMY

TOUTE A BIG BOY NOW (vo)

UN FILM DE FRANCES FORD COPPOLA
DIMANCHE 22 H 15

23.40 Soirée spéciale : Chefs-d'œuvre en péril.

0.40 Journal et Météo.

2.05 Magazine : Sport passion (recl.).

FR 3

13.45 Sport : J.O.
Hockey sur glace : rétrospectif des matches, finale, à Montréal. À 15.40, Tiro, en direct de Vincennes (Prix de Paris).

17.15 C'est Lulo !
18.15 Magazine : Les amours.

19.00 19-20 de l'information.
19.12 - 19.36, le journal à la région.

20.05 Film animé : De nouveaux héros pour les jeunes filles.
Série : Benny Hill.
Spectacles : Le Cirque de Hongrie. Le 15 Festival mondial cirque de demain.

20.45 Magazine : Le Divan. D'Herry Chapier.
Invité : Jean Carmet (1^e partie).

22.30 Journal et Météo.

23.05 Journal des J.O.

23.05 Film : La Dame de pique. ■■ Film français de Fedor Ozep (1937).

Musique : Mélomanuit.

CANAL PLUS

13.30 Magazine : Rapido.

14.00 Téléfilm : L'assassin au rue.
De Susan Rohrer.

15.25 Documentaire : Les Anges de l'hiver. Dr. Joel Bennett.

Dessin animé : Simson.

17.10 Programme : Plus Grandes Cascades du monde. Cascadeurs et risque-tout.

17.56 Le Journal du cinéma.

18.00 Cinéma : Bribsy et le secret ■■■ NIMH. ■■ Film d'animation américain Don Bluth (1982).

En clair jusqu'à 20.30

19.15 Flash d'informations.

19.25 Ce ... ?

20.20 Ici Jérôme... ?

20.25 Magazine : L'Équipe du dimanche. Présentation du sommaire.

20.30 Cinéma : Réves. ■■■■ Film japonais d'Akira Kurosawa (1989).

22.25 Flash d'informations.

22.30 L'Équipe du dimanche.

0.30 Cinéma : Gun Men. ■■ Film chinois (Hongkong) Kirk Wong (1988).

LA 5

13.20 Série : Tant qu'il y aura bêtes.

14.15 C'est pour rire.

14.25 Série : L'Homme et l'Atlantide.

15.15 Série : Commissaire Schmilanski.

18.30 Soko. brigade des stupés.

17.25 Série : Lou Grant.

18.15 Série : La loi est la loi.

19.05 Série : L'Enfer du devoir.

20.00 Journal.

20.10 Cinéma : Les Ponts - Tokto-Ri. ■■ Film américain de Marshall Robson (1954).

22.45 Magazine : Reporters.

Magazine : Top chrono.

0.30 Journal de la nuit.

M 6

13.50 Film : L'Incrovable Hulk.

14.45 Variétés : Multitop.

16.15 Jeu : Hit hit hit !

16.20 Film : Clair ■■ tune.

17.15 Film : La Saint.

18.00 Tonnerre mécanique.

19.00 Film : Les Indes du paradis.

19.54 Six minutes d'informations. Météo. Spécial J.O. ■■■■ Finances.

20.00 Série : ■■■■ servie.

20.10 Magazine : Sport O.

20.40 Cinéma : Biggles. ■■ Film britannique de John Hough (1986).

22.15 Magazine : Culture pub.

22.45 Cinéma : Le Journal ■■ Cythia. Film français, classé X de Louis Bouchard (1983).

LA SEPT

10.00 Cours d'anglais (et à 12.00).

10.30 Documentaire :
Il y a une **LA**
colonies.
La colonisation maritime : la
Chine.

14.10 Documentaire :
Cent ans **LA** (3). De
15.00 à 17.30 Sait-on
jamais.

18.00 Avis **LA** tempête.

19.10 Documentaire :
Occidentales (4).

19.15 Histoire parallèle (v.o.).

21.00 Documentaire :
Alaska, **LA** syndrome
« Exxon-Valdez ».

22.40 **LA** Cœur des téléspec-
tateurs 3.

22.45 **LA** : Sturzflug.

23.15 Magazine : Mégamix.

1.05 Magazine : Mégamix.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait.
Antoine Sinco, architecte.

21.10 Dramatique, Le Voyage **LA**
de Pierrelle.

22.35 Musique : Opus.
Jacques Higelin.

0.05 Rencontre
clair **LA** la nuit.
Laurent Parrier (Odd Size).

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Opéra (en direct) **LA** Grand
Théâtre (Genève) : Benve-
nuto Cellini, opéra en trois
actes de Berlioz, par Le
Chœur **LA** Grand Théâtre de
Genève et l'Orchestre de
Suisse romande, dir. John

0.00 Les **LA** du siècle.

L'heure de vérité

23 Février

GUY HERMIER

Le point de vue **des** communistes

Rediffusion à 1 heure du matin

REFERENCES

ALAIN LOMPECH

LIVRES • IDÉES

L'ami de Kafka

La littérature, pour Ernst Weiss, n'est rien d'autre que la mise en scène d'un procès

L'ARISTOCRATE

d'Ernst Weiss
Traduit de l'allemand
par Dominique Tassel.
Fayard, 207 p., 110 F.

CORTÈGE DE DÉMONS

d'Ernst Weiss.
Traduit de l'allemand
par M. Vergne-Cain et G. Bachelard.
Ed. Amiot-Lengronne,
120 p., 120 F.

La photo prise en juillet 1914, sur une plage de Danemark. Deux hommes, un maillot de bain, sont assis côte à côte, dans le sable. Le premier, un corps maigre, des oreilles décollées, un sourire timide. Le second, un visage radieux, un sourire dédoublé. Il tient droit, il fixe l'objectif d'un air fier. Les deux hommes se sont rencontrés à Prague, un an avant. Le premier, Kafka, travaille dans une banque d'assurance à Prague. Le second, Ernst Weiss, a quitté son pays pour faire des études de médecine à Vienne, puis à Berlin. Il est médecin.

Avant de rejoindre l'école, ils ont fait une halte au grand hôtel Astoria Hof de Berlin. Ils s'y sont rendus à la demande de Felix Bauer, la fiancée de Weiss. Le soir, Ernst Weiss devait jouer l'avocat de la défense auprès de son ami mais il ne l'a pas fait. C'est la rupture des fiançailles.

En cette année 1914, Ernst Weiss n'a publié qu'un seul roman, *Le Galère*, l'histoire d'un médecin meurtrier. Il a écrit quelques nouvelles, il va s'engager pour quatre ans comme médecin militaire sur le front de l'Est. Il ne sait pas qu'au



« Beaucoup de bons moments avec le Dr Weiss » (Journal, Kafka, 2 janvier 1914).

lendemain de cette « grande guerre » il publiera une dizaine de livres avant que la peste brune ne le contraigne à l'exil en 1938. Il ne le conduira, le 14 juin 1940, le jour où l'armée allemande fait son entrée dans Paris, au suicide.

Cet été-là, le soleil danois, Ernst Weiss, l'affût d'un signe qui achèvera le convaincre d'abandonner la médecine pour la littérature. Ce signe lui apparaîtra qu'après la guerre.

1920, il ôte sa blouse, jette son scalpel. Jusqu'à la fin de sa vie, il se sent hanté par la figure du médecin, non pas l'homme de science au noble savoir, mais le médecin aux pulsions criminelles, l'homme par qui le scandale et le malheur arrivent. Il témoigne le dernier manuscrit achevé, son suicide et publié seulement en 1963, *Le Témoin oculaire* (1), où un médecin, malgré le pressentiment

des fléaux à venir, veut rendre la vue au caporal Adolf Hitler.

En 1914, Ernst Weiss a trouvé un admirateur, la personne du garçon maigre. Kafka est fasciné par l'étrange monsieur Weiss, qui analyse les passions humaines, un laborantin fait des prélèvements sur des tissus malades et qui décrit la marche du monde avec le génie d'un visionnaire, l'implacable précision d'un juge. Car la littérature pour Ernst Weiss n'est rien d'autre qu'une mise en procès, que la mise en scène d'un procès. La vie lui apparaît comme un crime resté impuni, le monde un tribunal dont les portes ne se ferment jamais, les hommes y jouant tantôt le rôle d'accusé, tantôt celui de témoin.

D'un livre à l'autre, les mêmes personnages succèdent à la barre : un père trop admiré qui exerce une influence tour à tour maléfique et heureuse, une mère convoitée et repoussée, un ami d'étude ou un compagnon de galère auxquels le héros est lié par des sentiments ambigus, une épouse qui suscite des envies de meurtre, parce que la sexualité

est vécue comme la première de toutes les tragédies. Les deux ouvrages, qui viennent d'être traduits, apportent quelques pièces inédites au procès. *L'Aristocrate* est un roman d'apprentissage ; le titre *Cortège de démons* rassemble des nouvelles de tons très différents, écrites à diverses périodes de la vie d'Ernst Weiss. Le procès est le même : il pousse sa racine dans le familial.

A travers la famille, la loi du père, Ernst Weiss dénonce la force de destruction qui régit le monde. Dans *L'Aristocrate*, le jeune Boëtius von Orlamünden doit subir une série d'épreuves et apprendre à vaincre la force de destruction que sa superstition interdit d'appeler autrement que par la lettre T (*Tod*, mort). Ailleurs, la force de destruction prend le visage de la guerre, comme dans la nouvelle qui ouvre *Cortège de démons* (*Franta Zlin*), où l'on voit un homme dont le corps a été déshabillé par un détonateur de schrapnel se transformer en meurtrier avant de laisser assassiner son tour.

Moins puissants que *Le Témoin oculaire* de Georg Letham, médecin et meurtrier (2), le roman *L'Aristocrate*, comme le recueil de nouvelles, offre un aperçu du style de l'étrange, du surnaturel, du prophétique, donnant au fait divers des allures de récit d'apocalypse. Ernst Weiss compare à un malade atteint de malaria, qui oscille toujours entre l'hypothermie et l'hyperthermie. On ne saurait mieux définir l'univers d'Ernst Weiss. C'est un cauchemar où il fait un temps tour à tour caniculaire et glacial, où règne l'impuissance, où l'amour s'autodétruit et où la vie n'est elle-même.

Pour se faire une idée de l'incomparable noirceur d'Ernst Weiss, il suffit de lire la nouvelle intitulée *Les Fruits secs*, l'histoire simple d'un couple où chacun craint de l'autre tout en ayant horreur de la solitude. L'histoire d'un couple qui vit cachant l'un à l'autre, en se fuyant toujours, sans se quitter jamais. Du sentiment qui unit Edgar et Esther, Ernst Weiss écrit ceci, qui est la définition des plus pertinentes de l'amour conjugal : « Il désespérait d'elle, de la vie ».

Roland Jaccard

(1) Albin, 1980, voir « Le Monde » du 9 septembre 1980.
(2) Fayard 1980.

Nabokov au travail

Deux exils, trois langues, quatre pays. Écrivain romancier américain, entomologiste chercheur à Harvard, professeur de littératures anglaise et russe, auteur d'obscure et libidineux succès et scandale... Nabokov a vécu des existences multiples. Quatre ouvrages récents permettent de mieux connaître ses vraies vies. Vladimir Nabokov. Dans un feuilleton, Michel Braudeau comment ce grand professeur de lecture ses propres livres, en étudiant la traduction anglaise de deux romans : *Chambre obscure*, qui deviendra *Invitation à un voyage*, et *Méprise*. A la nuit, *Lettres choisies*, Hector Bianciotti s'attache à ce qu'il appelle « la métamorphose », l'abandon de la langue pour l'anglais, qu'il parlait, le français, depuis l'enfance. Dans le premier volume de sa biographie monumentale, Brian Boyd revient sur les années du père, *Lofka*. Considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de Nabokov, il s'est livré à une véritable d'entomologiste pour rendre la vie de ce Russe vraiment blanc.

Le feuilleton de Michel Braudeau

« D'autres mondes » par Nicole Zand

« La métamorphose des métamorphoses » par Hector Bianciotti

HISTOIRES

LITTÉRAIRES

par François Bott

Un homme très agité

Jean-François-Paul Gondl, alias le « Retz », avait une réputation d'agitateur. Il aimait les conspirations et l'ambition, sur les manœuvres politiques, sur l'exercice du pouvoir et sur l'état de disgrâce. *Mémoires pour comprendre les causes de son règne*. Page 22

La machine à rêve du professeur Jouvett

LE SOMMEIL ET LE RÊVE

de Michel Jouvett.
Ed. J. Jacob, 222 p., 140 F.

LE CHATEAU DES SONGES

de Michel Jouvett.
Ed. J. Jacob, 111 p., 120 F.

Les Anciens disaient dans le sommeil par deux portes au choix : vers l'au-delà ou d'ivoire. La première entraînait le dormeur dans le règne de l'illusion. La seconde était le tour, le message de l'avenir ou l'interprète d'un langage toujours étrange. D'Artémide d'Éphèse à Freud en passant par Harvey de Saint-Denis, poètes, philosophes, psychologues ont frappé en vain à ces deux portes. Qui pouvait prévoir la création d'un laboratoire d'onirologie moléculaire ?

Certes, la science ne cessait de faire valoir son pouvoir. L'onirocritique, l'oniroscopie lui suffisaient plus. Il manquait à ce concept malade une fondation rationnelle. La psychanalyse n'a pu ni le poète ni le biologiste. La psychologie jungienne, par le génie de Bachelard, a ouvert des esprits littéraires par ses tentatives rapprochant la psychanalyse esquissée par Ludwig Binswanger, le terrain onirique

demeurait trop vierge pour les scientifiques.

Le rêve avait donc besoin d'un Janus bifrons, d'un esprit original pour posséder la vérité de la vérité, l'illusion, dans l'Antiquité, la Renaissance, la fantaisie romanesque. Avec le professeur Michel Jouvett, qui depuis plusieurs décennies dans son laboratoire ses expériences sur le rêve, le pour et d'Afrique au Japon, le Japon à l'Amérique, la nuit a trouvé son porte-parole, son « penseur songes », avec qu'il faut passion, la singularité, le génie et l'imagination.

Pour procéder au bilan, il a choisi deux moyens, réputés antagonistes, l'essai et le « Nous avons » dix-huitième siècle : l'opinion, inattendue de la part d'un chercheur qui, pour ses travaux, doit s'appuyer à l'information aux résultats plus riches de la génétique, il la met directement en application dans un roman, remarquablement documenté et empreint d'une légèreté qui n'a rien de l'enfer, de Walpole. C'est une légèreté trompeuse. Car qui conçoit lui, en premier lieu, l'essai, reconnaît une après l'autre, à l'état embryonnaire et dans le langage des Lumières, les étapes du chercheur du

vingtième siècle sur les causes, la fonction et le fin du rêve. Tantôt sous forme de prémonitions, tantôt sous forme de questions.

Certaines notions méritent d'être d'emblée éclaircies pour comprendre les recherches sur le rêve et le sommeil. D'abord celle du « sommeil paradoxal ». Outre la veille et le sommeil, il existe donc un troisième état ainsi désigné car, quoique profond, il correspond aux visions du rêve. Profond, parce que le rêveur est entièrement coupé des stimulations du monde extérieur. Paradoxal, parce que le cerveau est le théâtre d'une activité exceptionnelle, comme témoignent les électro-encéphalogrammes.

Au cours des années 50, de nombreux chercheurs (1) voient leurs résultats converger : les réactions oculaires rapides que l'on observe sous les paupières des rêveurs représentent l'unique activité musculaire, cependant que le reste du corps est abandonné à une atonie totale.

Lire le suite page 30

(1) En particulier Nathaniel Kleiman, Eugene Aserinsky, William Dement à Chicago. Lire le sujet *Dormir*, voir William Dement, Seuil, 1981.

GILLES CARPENTIER



GILLES CARPENTIER
Hausmann m'empêche de dormir

Les Parisiens apprécieront, les autres auront quelques révélations. Une histoire jalonnée de néologismes joyeux et élogiques, de sarcasmes justement dosés qui font de la déambulation une tâche permanente. Pierre-Robert Leclercq Le Monde

Editions du Seuil

RIRE ■ LA NUIT

(Chambre obscure) de Vladimir Nabokov.
Traduit de l'anglais par Christine Bouvart. Grasset, 250 p., 100 F.

LA MÉPRISE

de Vladimir Nabokov. Traduit de l'anglais par Marcel Stora.
Édition révisée et augmentée par Gilles Barbedette.
Gallimard, « Folio » n° 2295, 252 p., 28,50 F.

ENTRE deux exils, trois langues et quatre pays, Nabokov a été un excellent lecteur et relecteur, le plus souvent très exigeant sur soi-même, impitoyable sur les autres, jamais dédaigné, en même temps qu'il devenait d'un livre à l'autre un des plus grands auteurs de son temps. C'est ainsi qu'après avoir fui la Russie de sa jeunesse, être passé par l'Angleterre, avoir séjourné en 1922 à 1937 à Berlin, il profita des trois années de son séjour à Paris, avant le départ pour l'Amérique en 1940, pour reprendre deux de ses romans de la période berlinoise, écrits en russe, *Kamera Obskura* et *La Méprise*, les remanier tout en les traduisant en anglais, préparant ainsi un grand roman linguistique et transatlantique qui allait bouleverser sa vie.

On s'en doute, un retravail de Nabokov est précieux à observer. Même si ce grand homme n'est pas à l'abri de distractions ou de légères bourdes qui provoquent d'ordinaire les plus virulents commentaires, d'avance nous sommes par vocation, pourrions-nous dire, ne l'ont jamais volé. Bourdes dont nous parlerons pas ici, parce qu'elles sont toutes si que le plus intéressant ailleurs, dans le travail d'adaptation et d'unification de son royaume imaginaire, symbolique et littéraire.

Ainsi *Kamera Obskura*, publié en 1922 à Paris et à Berlin en 1932 et 1933 et traduit en français chez Grasset, en 1934, sous le titre *Chambre obscure*, par Doussia Ergaz, l'agent de Nabokov — traduction inégale que l'on peut se procurer dans la collection des Cahiers rouges — fut traduit deux ans plus tard à Londres, en anglais. Nabokov fut pas enchanté de cette version anglaise quand il apprit, en septembre 1937, qu'un éditeur américain lui proposait six cents dollars — ô bonace financière en ces années de déchéance — pour les droits de *Chambre obscure*, il entreprit de retravailler lui-même l'ouvrage. Il changea les titres propres, leur donna une simplicité plus « internationale » (Kretchmar devint Albinus, Megda devint Margot, Horn devint Alex Rex etc.). Il donna plus de souplesse à l'ensemble. Il hésita sur le titre. *Kamera Obskura* ne se traduit pas normalement par chambre obscure mais par chambre noire, celle de la photographie et du cinéma. Il retint finalement *La Méprise*, car il n'en peut considérer comme un titre parfait.

Brian Boyd, le biographe de Nabokov, dont paraît aujourd'hui la première partie du grand œuvre, raconte comment, entre deux chapitres du *Don*, Nabokov, alors à Cannes avec sa femme Vera et le petit Dmitri, lança dans la réécriture de *Chambre obscure* avec certainement la perspective d'une adaptation cinématographique en tête, une arrière-pensée que devait attiser l'impérieux besoin de faire bouillir la marmite familiale. Les rapports de Nabokov avec le cinéma ne sont pas simples. D'après le même Brian Boyd, il semble que Nabokov allait au cinéma deux fois par mois, chérissait Buster

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Nabokov au travail

Keaton, les Marx Brothers et René Clair, mais n'aimait rien tant que les films américains bien bêtes, dont les poncifs le faisaient rire énormément. L'adaptation — avec sa collaboration — de *Lolita* en 1962 par Stanley Kubrick, avec une Sue Lyon beaucoup trop âgée, fut très décevante. Il n'en fut pas moins vrai que peu de romans sont aussi bien découverts pour le cinéma que *Fire dans la nuit* et il est probable qu'il n'échappera pas longtemps aux griffes des producteurs, bien qu'il soit de trop bonne qualité pour soutenir un film qui lui vaille.

Le roman commence par un résumé que Boyd juge destiné à Hollywood, précisément, et qui nous paraît plutôt dans la tradition classique du bref exposé des événements qui vont suivre : « Il était une fois à Berlin, en Allemagne, un homme qui s'appelait Albinus. Il était riche, respectable et heureux ;

un jour il abandonna sa femme pour une jeune maîtresse ; il aimait, n'était pas aimé et sa vie s'acheva en catastrophe ». Albinus est un critique d'art estimé qui s'occupe doucement auprès de sa femme, Elizabeth et de sa petite fille, Irma. Il a l'idée d'une adaptation des œuvres d'art classiques au cinéma par le biais du dessin animé et crée un caricaturiste en vogue du nom d'Alex Rex, qui ne donne pas suite.

Un jour, ayant une heure à perdre, Albinus rentre dans son appartement du cinéma Argus, comme le dieu aux cent yeux, et remarque la petite Margot. Il y revient plusieurs fois, suit l'ouvrière dans la rue, l'aborde. Elle a vingt ans, s'appelle Margot, est à la fois innocente et c'est une gâche. Il se tombe amoureux fou, la séduit, son ménage se délite. Quelques coups de fil et l'installe dans son appartement déserté par sa femme. « Le cauchemar s'était transformé en un agréable et profonde sensation de liberté absolue propre aux rêves coupables ».

Il se souvient que le premier amour de Margot, le seul homme qu'elle a vraiment aimé, n'est autre qu'Alex Rex, qui, refaisant surface dans la vie d'Albinus, met la situation en cocasse, décide de garder le secret, de reprendre Margot sous sa coupe et de plumer le bon Albinus jusqu'au dernier mark. C'est une histoire d'adultère et de pur mépris dans la tradition de l'Ange bleu. L'homme mûr que la beauté d'une femme jeune détruit inexorablement. En un point, ce sera aussi le thème de *Lolita* et celle-ci aura plus d'un trait perfide de Margot pour torturer son vieux jaloux. Il y a au moins deux autres romans de Nabokov où le roman est traité avec une certaine cruauté et une pure terreur psychologique : lorsqu'Albinus croit que Margot est partie dans son appartement pendant qu'il y dîne avec sa femme et son beau-frère ; et lorsque devenu aveugle à la suite d'un accident de voiture il ne se doute pas que sur la terrasse du chalet où il repose, l'herbe se tient nu devant lui et l'agace d'un brin d'herbe qu'il prend pour une mouche. Mais la beauté de cette seconde version tient aussi aux dizaines de détails supplémentaires, impressions lumineuses, retouches de couleurs, échos sonores dont Nabokov a enrichi son texte, lui donnant une force et une richesse d'évocation dont il ne se départirait plus ensuite.

On ne compte pas moins de changements dans *La Méprise*, publié en russe en 1936 et traduit par Nabokov lui-même l'année suivante en anglais sous le titre *Despair*. L'histoire de ce Hermann qui rencontre un jour son sosie en la personne d'un clochard, l'habille de ses propres vêtements pour le tuer et toucher l'assurance-vie, avant de s'apercevoir que personne d'autre que lui n'a vu la ressemblance de physionomie entre lui et ce clochard, et qu'il va être arrêté inégalement, juste quand il aura fini de rédiger le récit que nous lisons, n'est pas le même roman allégre, brillant et sans trop de détails que Nabokov nous propose dans *La Méprise* (ajoutant même que Nabokov avait trop lu et que c'était un enfant de vieux... pauvre Sartre, il semble qu'il se soit trompé à propos du côté d'où viendrait le coup de vent).

En 1965, Nabokov révisait le texte de *La Méprise*, le préface, développe quelques considérations sur son goût pour les femmes potelées, son impression de dissociation au moment de l'amour, et replante son jardin, remplaçant les « ivresses » de 1936 par des « tulipes philiques ». Finalement, mais signe du passage du *Lolita*.

LIVRES ■ ET RÉFLEXIONS

du cardinal de Retz.
Textes choisis et présentés
par Simone Bertière.
Ed. de Fallois, 134 p., 30 F.

QU'EST-CE qu'un agitateur ? Selon le Big Bob (le Grand Robert), c'est une « personne qui crée ou entretient l'agitation politique ou sociale ». Jean-François-Paul de Gondy, le cardinal de Retz, avait acquis une réputation. Ses lointaines origines florentines expliquent peut-être sa passion de conspirer, son goût de l'intrigue, sa manie du complot. Mais quelles que soient les raisons qui le firent agir, ou plutôt s'affairer, son étrange carrière a fasciné tout le monde. Dans le *Grand d'Espagne*, Roger Nimier le présentait pour modèle de littérature politique. André Suarès le rangeait parmi les « trois plus grands styles de la France », Roger Vailland affirmait que « Retz pouvait être français », Laclos et Stendhal. Et Paul Morand attribuait à ses « désastres politiques » le mérite de sa réussite littéraire. Une illustration du célèbre « qui perd gagne », cela, sans doute, n'aurait pas suffi à Retz.

Il est né en septembre 1613, même mois et même année que La Rochefoucauld. Belle génération. La Fontaine, Molière, Pascal et la future Mme de Sévigné arrivèrent au monde de la décennie suivante, et le siècle devint qu'il aurait de l'allure. Le jeune Gondy débuta comme abbé. Ce « petit homme noir » n'était pas très beau. Cela ne l'empêchait pas de plaire aux dames. Il partageait son temps entre la galanterie, les duels et les études de théologie, pour montrer qu'il ne désintéressait pas des affaires divines, malgré toutes choses qui sollicitaient sa jeunesse. Il fit un voyage en Italie, avec Tallernant

Un homme

des Réaux. Puis il commença de conspirer. Cela devint sa seconde nature. Sa façon de respirer. En 1643, l'autorité royale le nomma quand même coadjuteur de son oncle, l'archevêque de Paris. Et le cou de jupons le paya le luxe de faire des sermons à Notre-Dame. Mais ce nouvel emploi ne modéra pas les turbulences de Gondy. Il y a des gens qui ne peuvent être tranquilles. L'existence ennuyait sans quoi, ils la jugeraient insipide. Ils ne conseilleraient à personne d'y venir d'y aller.

Et puis Gondy doutait que Mazarin décevrait toujours les espérances qu'il pourrait avoir. En 1648, il se mit naturellement du côté de la Fronde parlementaire. Il affectionnait les époques troubles et les « émotions populaires ». Il soutenait les « émeutes », parce que c'était une façon de beaucoup « s'émouvoir ». Il se trouvait la vie belle que le monde était séduisant. Et il avait l'obsession de chasser Mazarin. Le plaisir de menacer les gouvernements dépassait, pour lui, tous les autres bonheurs. Mais on a le sentiment qu'il s'embrouilla lui-même dans ses intrigues.

Lorsqu'on veut être discret, on appelle les trahisons des « renversements d'alliances ». Gondy approuvait sans doute ce genre d'euphémisme. Il n'eut pas le temps de nourrir des soupçons ni de consulter les états d'âme quand il se retrouva contre la Fronde des princes, rejoignant le camp de l'ennemi, le parti de Mazarin, dans le dessein

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott



très agité

cardinal (1). *Simone Bertière* a extrait de son *Mémoires* diverses réflexions et maximes. Cela pourrait devenir un jeu de société. Bernard de Fallois avait accompli le même travail avec Proust (2). Et l'on pourrait y faire autant avec Balzac. Sans doute les écrivains français sont-ils presque tous des moralistes qui se préoccupent ou s'ignorent. Les maximes sont une de nos spécialités nationales, avec les fromages, les vins et le burlesque. L'art de considérer les choses comme des victoires. C'est, parfois, un art ou une technique, dans lesquels Retz n'est pas de se complaire à son œuvre. Car il écrit *Mémoires* pour comprendre les causes de ses revers, l'enchaînement de ses déconvenues. A la lumière de son expérience malheureuse, il s'est efforcé de mieux discerner comment il convenait d'agiter les peuples, de diriger les hommes et de mener qu'on appelle l'opinion.

Curieusement, le Petit Larousse mentionne un certain François de La Rochefoucauld comme le qualificatif de « philanthrope français ». Cet aristocrate, qui vécut de 1747 à 1827, prit la défense des enfants, des esclaves et des vieillards. Evidemment, ce n'est pas le vrai. Le moraliste, c'est l'autre. Et les moralistes, presque toujours le contraire, je veux dire les misanthropes. Ils ne déignent leur société, ils incriminent l'espèce humaine tout son entier. Retz est l'exception à la règle. Ce n'est pas qu'il méconnaisse la

corruption de la nature, mais les vices et les vertus ne le préoccupent que rapportés à la ou à la circonstance. « Ainsi les vices d'un archevêque peuvent devenir vertus s'il est un chef de parti », comme le note Simone Bertière. Si Retz étudie le comportement des gens, c'est pour savoir mieux s'en servir. Il délaisse la pensée purement spéculative pour une théorie de l'action. Ses maximes composent un manuel à l'usage des hommes du pouvoir.

Comme le Prince de Machiavel, l'Homme au cour de Gracian, l'Homme au cœur de Retz, c'est qu'il traite de la subversion autant que du gouvernement. Il semble même préférer le désordre à la conquête, et le tumulte à l'ordre. Par exemple, ce cardinal si moderne écrit que « l'on doit compter les peuples pour beaucoup, mais les hommes qu'il faut compter eux-mêmes pour peu ». Cependant, il ajoutait qu'à Paris, dans les émotions populaires, les plus dévoués ne sont pas ceux qu'ils appellent « déshonneur ». C'est-à-dire changer trop vite leurs habitudes. Selon Retz, les Français arrêtent de faire la révolution à l'heure des repas.

La postérité l'a souvent traité de cynisme. C'était réduire le personnage, car il était très obséquieux, très parcimonieux, très médiocre. Il reprochait même à La Rochefoucauld de ne pas montrer « assez de foi en la vertu ». Les deux hommes étaient brouillés. Cela ne l'empêchait pas d'être parfois très proches. « L'on est plus souvent dupe par la défiance que par la confiance », écrit Retz. Et La Rochefoucauld écrivait que « l'on se défie de la tromperie d'autrui ». Il arrive que des ennemis se retrouvent à leur insu, mais ils font en sorte de ne pas le remarquer.

(1) *Vie du cardinal de Retz*, Ed. de Fallois, 1990.
(2) *Maximes et pensées* de Marcel Proust, Édition du Club France Loisirs, 1989.

Dominique Rolin entre mère et fille

Le tête-à-tête de deux femmes, vu par une romancière qui fuit le lyrisme et propose une fiction sans « indulgence »

DEUX FEMMES UN SOIR
de Dominique Rolin.
Gallimard, 240 p., 85 F.

Une mère et une fille : le couple fatal. Pour ne pas risquer de le reproduire, une femme a toujours la liberté de renoncer à être mère — même si elle est faite pour transformer sa liberté en échec et en faiblesse. Pour une fille, il est déjà trop tard. C'est à ce couple-là, à cet affrontement oblique, oblique, à son face-à-face, à son regard répété, différé, invalidé, impossible au fond, que s'est attachée Dominique Rolin dans son dernier roman, *Deux femmes un soir*. Plus aboutis, plus rigoureux, son économie, son refus de l'inutile, son lyrisme et métaphorique, sa netteté, sa lucidité nourrie de la certitude que « la fiction doit refuser les compromis de l'indulgence, la mollesse des sentiments si nécessaires pour le grand roman ».

Mères, faites attention : « Ici les règlements de comptes affolés, revanchards, voire pleurichards que lisez depuis des années les plus âgées, les plus âgées, mon amour, ma mère mon ennemie », « ma mère qui n'a pas compris à temps », « ma mère jalouse », l'éternel appel au brouillage des pistes, la fuite en avant. Ici, on observe, on sait, on dit tout, on sait que « les décrets de la génétique ne nous laissent pas le choix de nos fréquentations ».

Filles, prenez garde : ici la mère prend la parole elle-même, pour elle-même. Elle est aussi, des comptes à régler. Elle tire vite et elle vise juste. Elle aime passionnément la vie. « On ne me proposait de risquer une seconde vie, une troisième vie, j'acceptais avec une reconnaissance enthousiaste ». Elle ne craint pas d'affronter « le ressentiment », qu'elle distingue mal du « sentiment ». Elle dit que les coups mauvais coups et les coups viennent des deux. Qu'il est aussi violent d'avoir à entendre sa fille qu'à écouter sa mère. Que, même si on joue, on ne rejoue encore. Que, lorsqu'on se retrouve



On ne me proposait de risquer une seconde vie, une troisième vie, j'acceptais avec une reconnaissance enthousiaste.

ver », c'est un miracle — probablement un leurre. Que mère et fille doivent peut-être s'accepter comme « deux dolmens préhistoriques, chacun dressé aux extrémités opposées d'une grande prairie ».

Deux femmes un soir est une œuvre qui permet à chaque lectrice de trouver son chemin, de retrouver son histoire : ce qu'elle n'a pas vu, ce qu'elle n'a pas dit, ce qu'elle n'a pas dit. Le constat est sans compromis, le récit sans faux-semblant, la narration sèche et précise, comme l'aime Dominique Rolin. Nul besoin de commenter, de démontrer, de s'apaiser, nul besoin de lourds sous-entendus. Montrer suffit. Dominique Rolin a toujours su entendre ce conseil de Proust à Paul Morand : se garder d'utiliser « des images banales », « des images inévitables » (1).

La mère, Constance, et sa fille, « l'ombre », qui ne s'est jamais « résignée à un prénom ridicule »

pour sa mère, qui trouve sa fille si « conventionnelle », si « timide », si peu désireuse d'exister ? Pas sûr, car la fille sait déboucher chez la mère la soumission à la convention — le lifting par lequel « elle est passée de sa jeunesse ancienne et pathétique, molle et fébrile, à une vieillesse prudente et glacée », les lâchetés et les bravades. Bref, rien ne résiste à ce récit vengeur.

S'il met scène, avec minutie, un duel aux innombrables déchirements, aux brusques tendresses, s'il est tranquillement féroce, *Deux femmes un soir* est aussi le roman d'une cruauté joyeuse. Dominique Rolin possède un humour très singulier qui, parfois, joue à se vouloir anodin pour mieux exhiber, contrepoint, noirceur. Ce texte, qui témoigne consciemment d'une allégorie clairvoyante, d'une salubre énergie, d'une fonctionnalité — donc « constance » — est le vingt-neuvième livre d'une jeune femme, pourtant septuagénnaire, persuadée qu'elle doute — à juste titre — que la vie serait inconsistante s'il n'y avait des écrivains pour la dire.

En terminant la lecture de *Deux femmes un soir* sur cette phrase : « Désormais, qu'il s'agisse de l'intention de faire de sa mère », on sait que quelque chose de radical a été écrit à propos d'une mésestimation ancestrale : la relation entre mère et fille. Un malentendu qui autorise, certes, des rencontres éphémères, des vérités à éclipses, des sincérités éphémères, des ententes provisoires, mais qui demeure irrémédiable.

Une question : pourquoi ce livre vient-il si tard dans l'œuvre de Dominique Rolin ? Peut-être parce qu'il lui fallait attendre d'avoir paissé ses désespoirs de fille, ses blessures de mère pour pouvoir tout comprendre et tout envisager, même un bref instant, de retrouvailles heureuses. Et pour l'écrire avec une telle liberté.

Josyane Savigneau

(1) Préface à *Tendres Soirs*, 1921.
(2) Gallimard, 1988.
* Une édition de la FNAC Internationale (71, bd Saint-Germain, Paris-5^e), le 15 février à 18 h. Avec la participation de Jacques-Pierre Lecoq et de Philippe Solers.

La fiction déchirée

Hugo Marsan explore les racines de son désir d'écrire

LE BALCON D'ANGELO
de Hugo Marsan.
Verdier, 119 p., 35 F.

Tout romancier éprouve, un jour, le besoin de se mettre à nu, de s'imposer à lui-même une épreuve de vérité, s'interrogeant sur ce qui, de tout temps, l'a poussé à écrire. Hugo Marsan le fait aujourd'hui. Et magnifiquement. Déchirant la voile de la fiction et franchissant, du même coup, un cap important dans son œuvre, il explore, avec une grande profondeur d'analyse et dans une écriture lumineuse, les racines mêmes de son désir d'écrire. Enfermé depuis plusieurs nuits dans une chambre, où l'écran de l'ordinateur est le seul carré de ciel, le narrateur écrit le dernier chapitre d'un roman.

Mais il a peur de mettre le point final. Peur de voir arriver le moment où il sera rendu à la vie, à son tumulte, où il devra tourner le dos à l'imaginaire — ce seul domaine dont il soit le maître — qui l'exalte à l'épave la fois. Parce qu'il est un train d'écrire le récit d'un vieillard qui s'approche de la fin, il mime, d'une certaine manière, sa propre mort, traversée par une douleur qui « labour les alentours de son cœur », dont il croit qu'il va, d'un instant à l'autre, « se retourner comme un gant ».

Avec une justesse désespérée, Hugo Marsan montre cette imprégnation physique de l'imaginaire chez un romancier, comment son corps est tout entier gagné par ce qu'il est en train d'écrire. Tel un comédien suffoqué par son propre rôle, il ne parvient pas à reprendre son souffle, à retrouver le « vertige déchirant » de la libre respiration de son enfance, allant parfois sur le balcon. Il croit y trouver un espace de délivrance ; il ne sur-

plombe que les fantômes de sa fiction.

Dans ce lent sursis qui dure le temps d'une nuit, il appelle au secours, lance des signaux d'alarme vers les personnes qu'il aime, notamment sa compagne Jane, partie faire un reportage dans un pays en guerre. Mais il se rend compte qu'il a encouragé son départ car « fallait-il pas se séparer des êtres aimés pour finir le roman ? ». Au fond, il a souhaité cette absence, creusant ce manque affectif pour mieux irriguer l'œuvre de ses tristesses. Il sait qu'on ne peut dépendre le bonheur qu'une fois révolu.

Dans cet état de vide, de concentration panique, d'abandon survolé, il laisse venir à lui les visions les plus primitives, les plus violentes, ces images-fétiches qui ont commandé peut-être l'écriture : celle, d'abord, de la guerre d'Algérie, qu'il a faite en tant qu'officier. « Des confusions d'un autre désert et d'une autre mémoire » reviennent le visage perdu de la sentinelle dont il n'a pas su alors apaiser la terreur et qui s'est finalement jetée du haut d'un mirador. Ce remords fondamental, toute la fiction du monde ne saurait l'apaiser.

Mais c'est surtout l'image de la mère qui revient l'obséder. Elle qui, dans la chambre de la maison de repos où elle végète, retient son propre mort, tout en essayant de le tirer vers sa nuit, de l'entraîner vers « des dérivées amnésiques. Non seulement elle lui a enseigné le bonheur, le condamnant à partager son sacrifice, mais elle lui a inoculé, très tôt, la peur de la vie. C'est dans cette peur qu'il puise la jubilation douloureuse des mots. En se confrontant à l'origine du deuil exalté de l'existence qui a fondé son état d'écrivain et en l'exprimant, il a talent aussi net. Hugo Marsan vient d'écrire son plus beau livre.

Jean-Paul Pancrazi

Poésie au féminin ?

PETITS ÉLÉMENTS
DE PHYSIQUE AMOUREUSE
de Jacqueline Risset.
Gallimard, collection « L'Infini »,
138 p., 70 F.

LE LIEN
SINON L'ATTENTE
de Marie-Claire Bancquart.
Obsidiane, 126 p., 80 F.

« FIGURE VOCATIVE »
d'Anne-Marie Albiach.
Fourbis, 60 p., 35 F.

DE PIERRE ET DE SONGE
poèmes
1961-1991
de Jeanine Moulin.
Préface de Guy Goffette.
La Différence, 198 p., 79 F.

Y a-t-il une poésie féminine, typiquement et spécifiquement féminine, distinctement séparée de la poésie qu'écrivent les hommes ? À cette question, Jeanine Moulin, ayant recensé les modes d'écriture par les femmes poètes des huit derniers siècles (1), répond positivement. Mais pour aller plus loin, elle propose une lecture plus prudente et sceptique devant la spécificité incertaine, introuvable. Et puis la poésie n'est-elle pas, comme l'amour, un langage d'échanges et de réciprocité qui plaît à brouiller les frontières de la biologie ?

Le beau livre de Jacqueline Risset, *Petits éléments de physique amoureuse*, se détourne de

question, ou la déplace. L'amour, ici, se cherche pas à définir au féminin. La « physique amoureuse », dont l'auteur décompose les « éléments », n'est pas, d'abord, sexuée : « il — elle — » ; « celui / ou / qui aime... » ; « qui / je ? ». Elle est « physique », la masse et la quantité, encore indistincte, d'énergie et de désir, de langueur et d'attente, elle est le mouvement ou rapide, du mouvement de l'esprit et du corps, la mémoire s'exaltant ou se chagrinant. Jacqueline Risset parle poétiquement de la passion elle-même, de « la capture des sensations par l'objet d'amour ». Elle invente la poésie de la passion et découvre que l'amour est un rapport vital.

Le livre se divise en brèves séquences de poèmes, qui sont des promenades dans « le paysage amoureux », précédées d'un texte en prose, l'*Amour* de la poésie, donnant la clé de la sensibilité et l'entreprise : art poétique et amour. « Un minuscule monument s'est créé, de l'encre mais en l'air, comme un événement qu'il invente. La fois à présent celle-ci : « Je l'invente », Jacqueline Risset regarde l'événement » — dans cette dimension à présent « inventée », qui est celle de la poésie, — se reflète en lui. Entre le froid et le chaud, s'en détache la langue qui s'échauffe à l'évoquer, fait entendre une parole éclat et pose, simplement et sobrement émue.

A l'image mièvre et inconsistante d'une sensibilité poétique

féminine, exquise qu'évoquée, on peut opposer l'extrême tension que manifeste souvent l'œuvre de Marie-Claire Bancquart. Poète des profondeurs, poésie nocturne et clinique, « opéra des limites » — pour reprendre le titre de son précédent recueil *José Corti*, 1988 — elle parvient à une poésie qui cherche à nommer leurs motifs, fasciné par les vies invisibles, gelées, végétales ou minérales.

Tous les éléments retrouvent dans le lyrisme net et coupant, la langue âpre et violente, du dernier recueil de Marie-Claire Bancquart : *Sans lui sinon l'attente*. On découvre la reconnaissance de la grande force des images, l'efficacité sèche des phrases, le refus de l'ornement et la séduction d'une langue agencée pour s'écouler dans des images, la volonté enfin de gagner, par les escarpements les plus rudes, une rareté et une précision : « Dans nos chambres », 1987, « Pour l'instant jusqu'à la parole perdue ».

« Une mémoire du corps »

De la même génération — née dans la guerre — Anne-Marie Albiach et Marie-Claire Bancquart ont, à part, refusé les rondeurs sentimentales. Mais la volonté d'atteindre, par la langue poétique, aux racines de la vie, se double ici d'une réflexion visible, se situe sur la même langue. Langue appelée à montrer, sa syntaxe, son organisation

la page, les torsions d'un corps vivant : « Écrits dans le désordre de l'espace de la chair, une verbalisation vertébrale contient le mouvement de retrait qui s'infiltre », écrit-elle ; et, plus loin : « Une mémoire du corps », l'éveil des gestes dans un travail « partie aveugle ». En 1971, son livre de poèmes, *État (2)*, Anne-Marie Albiach illustre fortement cette conception du « travail » poétique et donne à la modernité un livre marquant. Le poème, qui est un dégageur d'une « figure vocative » — appelle donc le lecteur, s'adressant à lui, physiquement, — cherche son sens dans la matière brute de la langue, dans la voix du corps et la violence de la pensée.

Le lyrisme Jeanine Moulin, poète belge née à Bruxelles en 1912, a vécu, d'une façon beaucoup plus traditionnelle. Les formes poétiques ne sont pas bousculées ou mises en question. Elles servent à exprimer un rapport attentif au monde. L'écriture poétique est limpide ; elle cherche à rendre la transparence que ce rapport appelle. Le regard l'objet ; le poème fait pénétrer doucement l'air... « L'objet pose, mais se défend pas. / A nous, — capter dans l'essence vive, / la structure de l'humilité ».

Patrick Kéchichian

(1) *Huit siècles de poésie féminine. Anthologie*, de Jeanine Moulin, Seghers, 1963.
(2) *Récit*, Mercure de France, 1988.

On est au bord des larmes, entre le bonheur et l'effroi. Oh ! Qu'est-ce qu'on t'aime, votre livre, Viviane !

Jean-François Josselin
Le Nouvel Observateur

Dans ces pages - si émouvantes et souvent drôles - s'élève une rumeur de colère sombre et de chanson.

Hector Bianciotti - Le Monde

Equipée à la fois tragique et dérisoire, souvent burlesque.

Patrick Grainville - Le Figaro

On trouvera dans ce livre cent histoires extraordinaires.

Christian Giudicelli
Le Figaro Magazine

Mémoire brûlante comme ce livre, magnifique.

Françoise Ducout - Elle

Viviane Forrester

Ce soir, après la guerre

119 F

Viviane Forrester

CE SOIR APRÈS LA GUERRE

CHANSON, SOCIABILITÉ
ET MIVONNAGE
AU XIX^e SIÈCLEde Marie-Véronique Gauthier.
Tablet, coll. « Historique »,
311 p., 160 F.LES CAFÉS-CONCERTS
Histoire d'un divertissement
(1849-1914)de Conetta Condemi.
Quai Voltaire, coll. « Histoire »,
205 p., 120 F.LA FILLE DES MŒURS
SOUS LA III^e RÉPUBLIQUEde Jean-Marc Berlière.
Le Seuil, 263 p., 125 F.

Q'EST-ELLE devenue, certaine gaieté de grands-pères « que les événements politiques peuvent rendre à l'état d'été » ? On déplorait déjà, en termes, sous la monarchie de Juillet rassurée, la tristesse des temps modernes. Il n'empêche que s'assembler entre hommes pour faire « du gaulois », tout en buvant et en mangeant solidement, est une activité qui a perdu aujourd'hui toute substance sociale, peu s'en faut. La conjoncture civile de 1992, convenez-en, n'a guère d'effets tangibles chez les chansonniers et les limonadiers. N'aurions-nous plus de cœur au ventre ? Seuls quelques rappeurs chorotiques sauvent l'honneur tant bien que mal, mais s'en tiennent au Coca-Cola. Et nous, dirons-rien, par pitié, de certains banquets du « troisième âge », des pénibles « poules aux chaussons » et autres joyeusetés des derniers lurons de sous-préfecture qui consentent encore à délaissier la télé.

Nos anciens au dix-neuvième siècle, eux, aimaient à rire ensemble et à pousser la chansonnette en toutes occasions. Cette étrangeté lyrique, bacchique et passablement phallique n'avait guère excité la curiosité des historiens. La chanson « style III^e République, avec tourlourous, pierrefuses décollées et ancêtres d'Edith Piaf ou de Maurice Chevalier », certes fait l'objet de collations érudites et de catalogues commentés (1). La veine du couplet social et vengeur a été suivie, notamment, par l'excellent Robert Brécy (2). Mais il aura fallu attendre Conetta Condemi et Marie-Véronique Gauthier pour enfin goûter la chose en prenant son temps

pour passer dans les couloirs, où tout semble moins.

Prendre la vie « par le bon bout », chanter, rimer et deviser entre amis, bien jouer avant d'aller au trou, cultiver l'épicurisme, la chère, du vin et des petites femmes, telle fut alors la courte philosophie de bons garçons de tous âges qui hantaient les sociétés chantantes, ressuscitées sans trémolos par Marie-Véronique Gauthier. Il y eut bien, nous dit-elle, « l'organisation d'un plaisir bavard autour de la chanson ». Mais d'un plaisir nécessairement « médiocre », promis à l'immobilisme béat, radoteur, bousculé après 1850 par la vogue du café-concert, avant de périr, peu s'en faut, avec la guerre de 1914.

Son livre, qui semble avoir été taillé à la hache dans un de ces monstres dactylographiés qu'on trouve dans les thèses de doctorat, est trop prisonnier de ses sources et nous présente très peu la sociologie de ces joyeux vivants. On sait tout juste qu'ils étaient mâles et bourgeois, avocats, négociants ou fonctionnaires, artisans aisés ou gens de lettres, bien démocrates du « populo » des gouguettes, attablés au moins une fois par mois pour taquiner la Muse et se contenter d'un juste prix. Mais ils furent si satisfaits d'eux-mêmes qu'ils ont publié une abondante documentation : leur activisme rieur, qui fait la joie de l'historien. Deux sociétés-pharos dominent le lot : le Caveau, fondé en 1733 et relancé en 1838, puis la Lice chansonniers, un peu plus « peuple », née en 1831.

Fils des petits poètes légers du dix-huitième siècle — ils adoraient Piron et deux Crébillon — armés de leur organe, l'épiqueur français, d'un dictionnaire de rimes et de la Clé du Caveau, compilation de leurs productions anciennes,

faire maintenant désigner par l'expression plus exacte de « troubles de religion ». Des images sont agressées par centaines, par milliers peut-être, détruites, souillées, mutilées. Il faut prendre le terme image au sens large des représentations de Dieu, depuis celles des tympans des cathédrales, jusqu'aux statues de saints des carrefours, en passant par les vitraux des églises.

La trame événementielle de l'iconoclasme huguenot est bien connue. Son interprétation a

d'ailleurs donné lieu à des affrontements : il fait partie de ces sujets qui ont longtemps divisé les historiens, fonction le plus souvent de leurs appartenances confessionnelles. Récemment, Denis Crozet a repris ce dossier dans sa somme puissante sur la violence au temps des troubles de religion (*Les Guerriers de Dieu*, Champ Vallon, 1990). Olivier Christin y a bien documenté un livre alerte et bien documenté qui présente l'originalité d'évoquer également les réponses catholiques, traitées dans une assez longue durée. Même si la seconde partie paraît un peu rapide, elle a le mérite de souligner l'interrelation de la solidarité du « défi » huguenot et de répostes.

L'une des conséquences directes de l'iconoclasme fut, en effet, de provoquer dans l'autre camp une « recharge sacrée » des images : innombrables représentations des saints, de la Vierge, du Christ, présentes dans l'espace public urbain et dont la production, la diffusion, les usages finiront par se trouver multipliés, malgré un encadrement théologique faible et presque contradictoire. Par un inévitable retour des choses, elles serviront à démasquer les hérétiques, en piégeant, parfois en de véritables provocations, ceux qui refuseront en public de leur témoigner le respect attendu. Autour des images, c'est donc de défis réciproques qu'il s'agit.

Olivier Christin insiste à juste titre sur la logique propre du geste iconoclaste qui n'a pas été analysé dans les termes chroniques du culte actuel des images : au nom de l'art. Les déplorations sur la barbarie des destructions n'aident à comprendre historiquement un phénomène qui d'abord religieux. En frappant, en les défigurant, le huguenot prouvait que des figures saintes n'étaient que des

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux

Gaudrioles
à l'ancienne

qui comptera à la fin du siècle près de 2 400 titres-types utiles en toutes circonstances, les voici lançant résolument leurs alexandrins, brillant leur tableautins entre deux vins, respectant un cérémoniel douillet et rigolant à commande.

Ils sont antimodernes, détestent le romantisme, conspuent Zola et le cubisme, refusent la mélancolie du créateur et le mystique. Contre les artistes des cabarets montmartrois, les caviaristes se flattent d'être des girouettes en politique, des conservateurs de l'esprit bien « français », des classiques de la rigolade, de joyeux camarades qui cul bien calé.

Cette parade de jous trahit assurément force fantasmes, que Marie-Véronique Gauthier détaille dans une étude — la première du genre — de la grivoiserie qui obsède les viveurs. C'est raide, si l'on se souvient à la limite du supportable quand ces messieurs, imitant les coquins d'avant 1789, Béranger ou Gustave Naud, liment des ronds de poire ou des ronds de cul, accortent et la chaleur des grisettes, les exploits de la garde et les arts manuels, mais aussi quelques perversités des plus nauséabondes. Leurs rires à Priape sont parfois le signe d'un affreux mépris des hypocrisies du temps.

Ces gais larmes parfois équivoques ne se retiennent pas du succès des cafés-concerts, où les Français des villes, et de moins en moins conditions, prirent après 1850 l'habitude d'aller trainer, solitairement ou en famille, leur envie de s'amuser « après l'urbain ». Conetta Condemi a bien compris que, dans l'éclat blanc du gaz, la violence des rires et du rouge des décors mauresques, amorcée la révolution du répertoire, le plus médiocre du réel, mais qu'Yvette Guilbert, Thérèse, Dranem ou Mayol ont vaillamment honoré. Mais il dit la modernité qui travaille ces lieux légalisés en 1867. Vers 1890, près de mille salles à Paris, l'Alcazar d'été et l'Alcazar d'hiver, en tête, ont déjà des programmes où alternent « spectacles de curiosités », concerts, intermèdes et « clou » : tour de chant des vedettes. La fronde par la chanson s'allanguit, pour faire

place aux formes nouvelles du contrôle social : les chansonniers vont se syndiquer et rêvent de respectabilité, les tenanciers « négriers » d'autan font place à de vrais hommes d'affaires, les airs sont calibrés, le public s'installe pour siroter et siffler à l'aise, trop heureux d'accéder à la consommation passive.

Le « café-conc » avait longtemps fait office aussi de lieu de galanteries, et il proposait même parfois aux habitués des « salons d'accueil ». C'est dire que, si la police des mœurs avait pu, elle n'aurait plus rien à craindre des chansonniers enfarinés dans leur art, car les lieux nouveaux de distractions, où le racolage était toujours possible et où les « indices » tendaient utilement l'oreille, Jean-Marc Berlière ne parle guère de surveillance en musique, car son livre, très solide et de bonne sobriété, expose surtout le scandale juridique et civique que fut l'impunité des « mœurs », les potentiels sans foi ni loi qui « tenaient » militamment les filles soumises en bordel ou en « carte », bar à l'insouciance, expédiaient la licence des rues à la Vierge sanitaire, géraient impunément des concussions et tranchaient de tout, sans appel, dans les tribunaux, au mépris des règles de l'Etat de droit, la préfecture de police.

Quelques affaires voyantes — entre autres, une brave dame raflee à la Saint-Lazare pendant que son époux prenait les billets, ou une autre sérieusement volée par un faux agent — déclenchèrent après 1876 une campagne de presse et de manifestations publiques diligentes par un Breton au grand cœur, Yves Guyot. La Ligue des droits de l'homme maintint l'émotion jusqu'en 1900. En vain. Jusqu'en 1942, nous rappelle opportunément Jean-Marc Berlière, il ne s'agissait pas de folâtrer à l'aise en République, où la surveillance des mœurs n'était du ressort ni du législateur ni de la magistrature. Etrange gaieté du dix-neuvième siècle, qui pouvait ainsi prêter à l'envie et à l'humiliation.

(1) Dernier en date, et bien venu, *La Chanson sous la III^e République, 1870-1940*, par Serge Dillaz, archivée de la ville de Lille (Tallandier, 314 p., 168 F.).
(2) Il vient de publier un remarquable et pratique *Manuel de la Chanson de la III^e République* (Les Éditions ouvrières, 273 p., 350 F.).
(3) C'est un topo des grands pamphlétaires de presse à l'époque. Voir, par exemple, *Pierre de la Roche*, d'Octave Mirbeau, des chroniqueurs de gauche, que Jean-François Nivet et Pierre Michel viennent de rééditer à L'Eschoppe (12, rue de la Gare, 14300 Casse). Le cabaret « virent d'être étonné par Louis Richard : Cabaret virent d'être étonné par Louis Richard (Pion, 364 p., 178 F.).

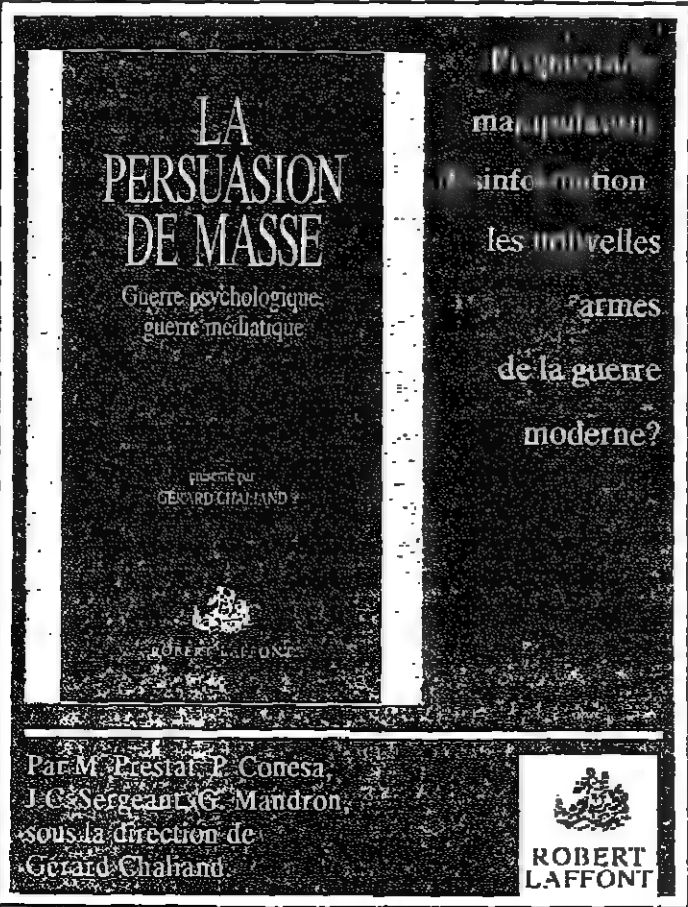
La guerre des images

Au-delà des significations religieuses, l'iconoclasme huguenot du seizième siècle servit à exprimer des tensions sociales latentes

RÉVOLUTION

L'iconoclasme huguenot
et la reconstruction
catholiqued'Olivier Christin.
Editions de Minuit, 351 p., 145 F.

Des années 1520 à la fin des années 1560, une vague iconoclaste vient annoncer, puis aggraver, ce qu'on nommait naguère dans les manuels d'histoire les Guerres de Religion et qu'on pré-

Le dernier chapitre
d'un classiqueLA FIN DES DÉMOCRATIES
POPULAIRESLe chemin du
post-communismede François Fejtő,
collaboration d'Ewa
Kulesza-Nietkowska.
Seuil, 550 p., 155 F.

En 1952, François Fejtő publiait un livre unique en son genre : *Manuel des démocraties populaires*. Un livre qui avait bouleversé le monde. Dix-sept ans plus tard, l'auteur se remet à l'ouvrage et réécrit l'après-Staline jusqu'à la normalisation de Prague. Pour leur malheur, les démocraties populaires ont produit le remplacement.

Le même problème se pose aux responsables des démocraties post-communistes, même à ceux qui, après avoir renoncé à la démocratie, vont le plus vite vers le marché : Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie. Le cas de l'ex-RDA est un peu différent mais pas plus simple. Dans la phase actuelle, les démocraties post-communistes accumulent les erreurs et les vices des régimes communistes capitalistes après avoir renoncé aux quelques avantages que procuraient les premiers et les erreurs des seconds. Autre problème majeur pour les démocraties post-communistes, si le paternalisme communiste a disparu, comme Fejtő, « l'infantilisation » de la société constitue un héritage qui pèse sur le développement post-communiste.

L'infantilisation
de la société

Et puis les apparences monarchiques donnent une fausse impression. Une digue imposante s'élève d'un seul tenant sur le socle de la pierre soigneusement juxtaposée. La construction tient lorsque la pirphérie est touchée. Elle s'effondre si les fissures percent d'un point.

Persone n'imagine qu'en arrivant au pouvoir en 1989 Gorbatchev avait décidé de liquider le pouvoir du protectorat qui avaient donné bien des traces à

le début du régime soviétique 89 personne ne prévoyait qu'avant la saison suivante il ne resterait rien de cette période de l'empire. Tout le monde, il est vrai, par le socialisme général du PC soviétique, avait su que glasnost et perestroïka allaient créer ou renouer les relations explosives.

Les ultra-conservateurs avaient beau jeu d'assurer que la démocratie était au bout de la reconstruction. Le vrai était resté apparemment intact mais Brejnev pour la bonne raison que l'on n'y touchait point. Pourquoi donc ne pas garder les bonnes recettes du « bon vieux » ? En fait le récipiendaire était brisé. Pour leur malheur, les vices de la perestroïka n'ont pas produit le remplacement.

Le même problème se pose aux responsables des démocraties post-communistes, même à ceux qui, après avoir renoncé à la démocratie, vont le plus vite vers le marché : Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie. Le cas de l'ex-RDA est un peu différent mais pas plus simple. Dans la phase actuelle, les démocraties post-communistes accumulent les erreurs et les vices des régimes communistes capitalistes après avoir renoncé aux quelques avantages que procuraient les premiers et les erreurs des seconds. Autre problème majeur pour les démocraties post-communistes, si le paternalisme communiste a disparu, comme Fejtő, « l'infantilisation » de la société constitue un héritage qui pèse sur le développement post-communiste.

A l'Est et à l'Ouest, on a commis l'erreur de croire que ce système que l'on avait cru la remède avant que les extrémistes ne s'engraissent sur cette Europe qui dans la nuit totalitaire vit en liberté.

Bernard Féron

Christian Jouhaud

Le rococo aujourd'hui

Maniérisme italien au seizième siècle, rococo du dix-huitième : deux âges de l'excès et du doute. Comme le nôtre.

MANIÉRISME ET ANTIMANIÉRISME
de Walter Friedlaender.
Traduit par Jeanne Bouniort.
Préface d'Eric Darragon.
Gallimard, 168 p., 53 ill., 180 F.

LES MASQUES FRAGILES
Esthétique et formes
de la littérature rococo
de Jean Weisgerber.
L'Age d'homme, 270 p., 130 F.

« Plus di maniera che di natura », par style plus que selon la nature : Vassari caractérise ainsi, sans mépris, la méthode des sculpteurs de son temps qui décoraient par habitude de chevelures trop régulièrement bouclées les têtes de leurs héros, quels qu'ils soient. De cet emploi et de ce sens de *maniera* provient le moderne « maniérisme », par lequel on désigne depuis des décennies l'art italien du seizième siècle dans la mesure où il préfigure l'effet de style, l'habileté, la déformation, le bizarre, l'outrance plutôt que la « simplicité » supposée « classique ».

Walter Friedlaender avait tenté, l'un des premiers, de le définir de la sorte en 1914 dans une conférence à l'université de Fribourg. En 1957, alors qu'il quittait à quatre-vingts ans New-York University, ses élèves lui offrirent en hommage la réédition de cet essai, accompagné d'un second, à peine moins ancien, qui traite de la réaction antimaniériste de la fin du siècle. Trente-cinq ans plus tard paraît la traduction française, soixante-dix ans après la conférence de Fribourg. Ces dates et calculs pour suggérer quoi ? D'une part que les essais de Friedlaender n'ont pas souffert du temps et de l'autre qu'il est symptomatique que leur traduction soit publiée maintenant.

Des hypothèses de l'historien, de la chronologie qu'il compose, de la hiérarchie qu'il constitue, l'essentiel a été vérifié par les historiens qui se sont fondés sur ses idées. Le rôle de Pontormo, du Rosso et du Parmesan dans l'invention d'une peinture plus soucieuse d'exhiber sa virtuosité que de donner à sentir ou comprendre la place équivoque de Michel-Ange, alternativement classique et anticlassique, la prolifération des petits maîtres du tourbillon et de la guirlande inutile au milieu du siècle, l'indifférence des Vénitiens, Tintoret excepté, autant de données établies.

Goût de la forme

Il en va de même de son analyse des procédés grâce auxquels les Carrache et Caravage ont répliqué à cette inflation de la rhétorique. La comparaison de plusieurs *Conversion de Saint-Paul*, de la grandiloquente toile de Salvator à la composition épurée du Caravage à Santa-Maria-del-Popolo, démontre comment, par suppression des figures, resserrement du champ de vision et abandon des accessoires surnaturels, les antimaniéristes rompent avec l'habitude du mélodrame à grand spectacle. Sans doute tel nom a-t-il gagné un peu de lustre depuis Friedlaender. Sans doute ses sentences ont-elles été parfois trop catégoriques.

Il n'empêche : la thèse qui commande ces essais ne réclame ni révision ni correction d'importance et l'on peut tenir pour certain qu'à l'augmentation de la *maniera* en un art de cour et de chic s'est opposée à partir de 1590 ou 1600 une réaction fondée sur l'observation de la nature et la critique du factice.



Pontormo : la Déposition de croix (Santa-Felicità, Florence).

Dans son essai sur l'esthétique du rococo, Jean Weisgerber use plusieurs fois du mot « maniérisme ». D'un ouvrage à l'autre, de l'ancien au récent, le vocabulaire n'a guère changé et, du seizième siècle italien au dix-huitième européen, des parentés se révèlent. L'un et l'autre goûtent le singulier, le bizarre, les « caprices », les déguisements, allégories truquées, faussemblants et masques en trompe-l'œil. A grand renfort de citations et d'exemples pris dans l'architecture, la peinture et la littérature, l'auteur reconstitue les lois d'une esthétique qui n'a de plus hautes valeurs que la nouveauté et l'extravagance. Elle prise le « galant », le « piquant », le « joli » et l'exotisme venu de Chine et de Perse.

Dans les écrits de Marivaux et de Gresset comme dans les lettres et réflexions qu'imprime le *Mercure de France*, dans les ornements des églises bavaroises comme dans les fresques de Tiepolo et les grotesques des décors mazarins, non sans céder à l'occasion à l'esprit de système et de synthèse forcée, Weisgerber reconnaît les éléments d'un goût autant français qu'italien, allemand qu'anglais, goût de la forme, goût de l'effet séduisant et passager. Il lui arrive de céder à l'esprit de système et d'ennôler de force de grands noms, Watteau, Hogarth et Diderot, dans ses phalanges du baroque. Il manque sans doute à son livre quelques chapitres sur la réaction néoclassique afin de nuancer son tableau du siècle – et afin de reproduire le modèle suggéré par Friedlaender, classique dégénérant en maniérisme, lui-même combattu par les tenants d'un retour au classicisme, c'est-à-dire au naturel.

Rencontre fortuite de deux auteurs ? On pourrait se satisfaire de croire à une coïncidence si Weisgerber n'avait par allusions que le vingtième siècle à son rococo, non moins formaliste et prestidigitateur que le rococo d'autrefois. Comment lui donner tort ? Comment ne pas lire dans tel passage du peu illustre abbé Le Blanc publié en 1751 le portrait des auteurs de notre siècle ? Ecoutez l'abbé : « C'est par une indigence réelle que tant d'auteurs affectent cet Esprit à la mode. On a des recettes sûres pour en faire ; on en a même depuis peu imprimé le Secret. Il ne faut pour cela que réunir des choses éloignées, ou diviser

celles qui paraissent se joindre, ou les opposer l'une à l'autre, et surtout donner beaucoup dans l'Antithèse, c'est de toutes les Figures de Rhétorique celle qui a le plus de brillant et qui coûte le moins à mettre en œuvre ».

Le vingtième siècle rococo et maniériste ? Mais oui. Et autant dans ses arts que dans ses lettres. Voyez les références maniéristes chères aux surréalistes, poètes et peintres réunis, d'Ernst et Dali à Breton et Mandiargues. Voyez les formalismes exacerbés des vingt ou trente dernières années, purs exercices de rhétorique rococo. Voyez encore la mode récente et la passion que mettent les historiens de l'art à ressusciter Pontormo et les siens. La traduction de Friedlaender, si tardive et si opportune cependant, a valeur de preuve. Il est plaisant et réconfortant sans doute de reconnaître le reflet de son temps et de ses faiblesses dans un autre, antérieur et historique. Le passé tient alors lieu d'excuse – de mauvaise excuse.

Philippe Dagen

Itinéraire d'un enfant gâté

Jérôme Clément montre comment une génération est passée si vite du triomphe au désarroi

UN HOMME EN QUÊTE DE VERTU
de Jérôme Clément.
Grasset, 255 p., 105 F.

S'il ne s'agissait, avec Jérôme Clément, que de discourir sur le désarroi des socialistes, il n'y aurait pas matière à s'émouvoir. C'est pourtant l'émotion qui traverse ce livre-confession d'un enfant gâté de la décennie Mitterrand.

« Un ton singulier et touchant, pour ranimer la flamme », prévient l'éditeur. Le parcours de l'auteur n'est assurément pas singulier : fils de gens simples mais aisés, ayant accompli un sans-faute scolaire qui devait fort logiquement le conduire à l'ENA, puis de cette vénérable institution à la politique et au pouvoir, Jérôme Clément pourrait n'être que l'un des représentants de ces « strates supérieures des couches dominantes » qui nous gouvernent, et qui alternent au pouvoir.

Son témoignage sur cet itinéraire qui le conduit de l'école au sommet, en passant par l'engagement militant, a pourtant ceci de singulier qu'il est sincère. Est-ce parce que l'air du temps rarefie la sincérité ? Toujours est-il que lorsqu'on la croise, celle-ci suscite une certaine qualité d'émotion, touchante en effet. Quasi à « ranimer la flamme », les seuls efforts de Jérôme Clément n'y suffiront sans doute pas ; mais il est réconfortant de constater que, dans les consciences de ceux que le pouvoir a gâté, vit toujours une exigence, une quête de vertu civique sans laquelle il serait vain de vouloir,

passée la défaite, refonder quoi que ce soit.

Faiblesse militante, recul électoral, hésitation quant à sa propre vocation à exercer le pouvoir : la situation des socialistes rappelle celle des crises précédentes, avec en prime l'impossibilité de s'ar-bouter sur une doctrine – la rupture avec le capitalisme – désormais caduque. L'itinéraire personnel de Jérôme Clément permet d'abord au lecteur de vivre de l'intérieur cette difficulté-là, de mieux comprendre comment une génération est passée, si vite, du triomphe au désarroi : « Le succès, l'échec, il suffit de peu, d'un souffle d'air pour que l'on passe de l'un à l'autre », écrit-il.

« Continuer »

Chemin faisant, c'est à un véritable voyage à l'intérieur du pouvoir qu'il nous convie, en nous confrontant, à chaque étape, à ses propres indignations – lorsqu'il lit, par exemple, dans le *Monde*, cette publicité : « Mettre de l'argent à gauche, c'est adroit », – ses doutes, ses regrets parfois de voir quelques-unes des certitudes socialistes les mieux ancrées contredites par la réalité ; mais aussi ses enthousiasmes, et sa fierté d'avoir participé de si près à ce qui ne sera peut-être qu'une longue parenthèse historique.

L'un des meilleurs moments du livre est d'ailleurs le récit qu'il fait des années Matignon, car Jérôme Clément, après avoir commencé sa carrière administrative au ministère de la culture, fut le conseiller de Pierre Mauroy pour les affaires cul-

turelles. Période forte que celle-là, qui vit le socialiste qu'il est toujours – « chacun, finit par se persuader que, pour durer, il faut faire la politique de l'autre ; on est tout étonné ensuite d'être remplacé par ceux auxquels on s'est identifié », soupire-t-il – passer de l'idéal de la rupture à celui de la réforme, puis de la réalité de la réforme à la contrainte de la gestion. Il est d'ailleurs frappant de constater que le témoignage de tous ceux qui ont travaillé avec lui, y compris pendant les moments les plus difficiles, comme ceux de la levée en masse en faveur de l'école privée, conduit inmanquablement à réhabiliter ledit Pierre Mauroy.

Il est tout aussi frappant d'observer qu'à la lumière de l'expérience le combat collectif, dont Jérôme Clément a été et veut rester un militant, débouche sur une démarche personnelle, une quête individuelle : « Apprendre à se gouverner soi-même, c'est peut-être toute la vertu », écrit-il en citant Montesquieu. Aussi jette-t-il un regard lucide sur la gauche au pouvoir, et notamment sur un domaine qu'il connaît bien – puisqu'il préside actuellement aux destinées de la Sept – et dont la gestion s'apparente, depuis 1981, à une Bérézina permanente, celui de la télévision.

Sincérité, lucidité, volonté : sur ce socle-là, Jérôme Clément entend bien « continuer », non sans nous avoir avertis, avec Primo Levi, que « la vertu immaculée n'existe pas » et que, « pour que la roue tourne, pour que la vie vive, les impuretés sont nécessaires ».

Jean-Marie Colombani

Niveaux d'autorité

L'ÉTAT SUBSIDIAIRE
de Chantal Millon-Delsol.
PUF, 234 p., 195 F.

En panne d'idéologies, notre société pourrait accueillir, avec des habits neufs, un vieux principe de philosophie politique, celui de « subsidiarité ». Quelle définition donner ? La plus simple pourrait être celle-ci : « Toute décision doit être prise au plus bas niveau d'autorité possible ». Cette notion s'applique aussi bien à l'entreprise, aux collectivités locales, à l'État, à l'Europe. Ce qui est bien commode. D'autant plus qu'elle peut s'adapter à n'importe quelle couleur de régime démocratique.

Jacques Delors aime se référer expressément à ce principe pour l'avenir des institutions européennes. Influencé par l'Eglise catholique qui en a fait l'axe de sa doctrine sociale ? C'est sur quoi que ce choix permet de répondre à tous ceux qui voient dans la mamette de Bruxelles s'agiter tous les démons bureaucratiques.

Aux tenants et aboutissants de ce concept, Chantal Millon-Delsol vient de consacrer un livre très éclairant. Elle va fort loin en recherchant les premières traces. Aristote plaide déjà pour la limitation du pouvoir, et Thomas d'Aquin pour qu'il valorise la personne et soit garant de sa dignité. C'est Athanasius, au début du XVIII^e siècle, qui clarifiera le concept de « suppléance ». Le peuple est souverain et chaque communauté « supplée » où il le faut à des incapacités, jusqu'au pouvoir suprême qui ne doit faire que ce que la société ne peut accomplir. Montesquieu, Hegel, Tocqueville, Taine, Proudhon, reprendront ces idées sous bien d'autres formes.

Notre auteur explique fort bien comment ce principe a fâcheusement dévié avec le corporatisme de la Tour du Pin, puis plus gravement encore avec Salazar et Mussolini. Il se demande ensuite quel contenu donner à « bien commun » dans une société individualiste, qui ne reconnaît pas de valeur objective. L'unique possibilité à

notre disposition lui paraît être le consensus. Il existe déjà sur de nombreux points (répression de l'usage de la drogue, allocations-chômage, RMI, etc.) et pourrait être élargi. Les valeurs communes justifient le devoir d'ingérence de l'État, aspect positif du « principe de subsidiarité ».

Ce principe qui, le plus souvent, limite les interventions de l'État est très défendu en Allemagne et beaucoup moins exploité en France. Sans doute parce que nos voisins d'outre-Rhin donnent priorité à la liberté et à la dignité sur l'égalité. Surtout, l'idée de « subsidiarité » inspire entièrement les systèmes fédéraux.

Chantal Millon-Delsol révèle une grande acuité d'analyse. Un des meilleurs exemples est à recueillir dans les dernières pages où elle oppose « l'État-providence » à « l'État subsidiaire ». Il y a là le point de départ d'un long débat de fond, toujours difficile à provoquer, parce que les arbres cachent le forêt.

Pierre Drouin

LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU

Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION, LIBRAIRIES. Envoyez dès maintenant vos manuscrits à :

LA PENSÉE UNIVERSELLE

115 boulevard RICHARD LENOIR
75014 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 57 74 74

Concours décerné par l'Académie de la langue française

HISTOIRE DES ESPAGNOLS

VII^e - XX^e siècle

ROBERT LAFONT

1140 pages 130 f.

Je reviens

Un américain cartésien

*L'irrationalité ne peut appartenir qu'à un être rationnel
Elle est donc, elle aussi, le propre de l'homme*

PARADOXES DE L'IRRATIONALITÉ

de Donald Davidson.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Pascal Engel.
Editions de l'Eclat, 30 p., 80 F.

Professeur à Berkeley, Donald Davidson est l'un de ces philosophes qui, du haut de leur brillante carrière universitaire, dominent la scène anglo-saxonne, mais dont le nom est à peine connu en France. Si l'on excepte quelques articles (parus dans la revue *Philosophy* aux éditions de Minuit), *Paradoxes de l'irrationalité* est le premier livre de Davidson traduit dans notre langue. Il réunit trois textes de provenances diverses, mais qui relèvent d'une même démarche, l'analyse philosophique, et s'efforcent tous trois de répondre à une même question : pourquoi nous comportons-nous si souvent comme des êtres irrationnels ? La question n'est pas neuve. Freud, pour ne citer que lui, l'a amplement explorée. L'un des mérites de Davidson est de s'en souvenir. A la différence de la plu-

part de ses collègues anglo-saxons, il ne néglige pas l'histoire et ne tient pas la psychanalyse dans le plus total mépris. Au contraire, même s'il pense comme Wittgenstein que Freud a quelquefois « pris les raisons pour des causes », il admet l'existence de pensées inconscientes dotées d'un dynamisme propre. Et s'il propose d'abandonner la psychologie positive chère au fondateur de la psychologie, c'est à seule fin de mieux sauver les idées directrices de celle-ci.

*L'esprit
divisé*

Mais il faut aller plus loin. Il est un ensemble de comportements auxquels Freud ne s'est pas assez intéressé : la faiblesse de la volonté, la duplicité de soi-même, le fait de prendre ses desirs pour des réalités. Ces comportements, qui intriguaient déjà Aristote, dérivent en général d'une racine commune : je sais que telle hypothèse ou telle décision est objectivement la meilleure, mais j'adopte malgré tout l'hypothèse ou la décision inverse. Irrationnelle, cette réaction ne

l'est qu'en apparence. Disons qu'elle a, elle aussi, « ses raisons que la raison ne connaît point ». L'esprit, en d'autres termes, est divisé : mais les conflits qui le déchirent obéissent néanmoins à une logique. Le mérite de Davidson est d'éclairer celle-ci et de montrer comment, même au sein des tensions affectives, l'être humain ne cesse de calculer.

Bref, nous atteignons ici un paradoxe fondamental : l'irrationalité ne peut appartenir qu'à un être rationnel. Elle est donc, elle aussi, le propre de l'homme, puisque seul un animal doué de langage au sens strict du terme peut être qualifié de rationnel. Par-delà Freud, c'est donc à Descartes que Davidson finit par revenir, puisque, comme lui, il dénie aux animaux la faculté de raisonner. Telle n'est pas la moindre surprise que nous offre cette pensée venue d'outre-Atlantique et qui, avec des instruments résolument modernes, retrouve certaines des thèses du rationalisme classique.

Christian Delacampagne

Le divan de Derrida

*La pensée de Lacan et celle du philosophe de la déconstruction
se sont croisées souterrainement*

DONNER LE TEMPS

de Jacques Derrida.
Galilée, 232 p., 145 F.
LACAN AVEC DERRIDA
de René Major.
Minuit, 203 p., 110 F.

Ecrivain prolifique, Jacques Derrida n'a pas publié moins d'une douzaine d'ouvrages au fil des cinq dernières années. Certains d'entre eux reprennent des textes plus anciens. C'est le cas, par exemple, de *Donner le temps*, dont le matériau avait été pour l'essentiel élaboré lors d'un séminaire tenu en 1977-1978, à l'époque où Derrida rédigeait la *Carte postale* (1). Il s'agit d'ailleurs, comme dans ce dernier livre, d'une réflexion sur l'acte de donner ou de recevoir, sur les messages et leurs destinataires, sur ce qu'on perd ou gagne à échanger. A cette différence près que, aujourd'hui, Derrida met l'accent sur la théorie du don, en essayant de le formaliser systématiquement à partir d'une double lecture : celle de l'*Essai sur le don*, de Marcel Mauss, d'abord revu et corrigé par Lévi-Strauss, mais aussi

celle d'un poème en prose de Baudelaire intitulé *la Fausse Monnaie*, étrange et brève histoire d'un homme qui tente de gagner le ciel en offrant à un mendiant une pièce trafiquée. C'est surtout pour l'éclairage qu'elle apporte à la *Carte postale* qu'on se laissera séduire par les méandres de cette méditation sur le don, qui doit d'ailleurs se poursuivre dans un second volume. Œuvre majeure de Derrida, la *Carte postale* est aussi, ne l'oublions pas, l'un des textes du philosophe dans lesquels celui-ci s'explique le plus complètement avec la psychanalyse, et en particulier avec Lacan. Or les relations de Lacan avec Derrida, peu étudiées jusqu'ici, se trouvent précisément au centre du dernier livre de René Major, qui les aborde de façon neuve et parfois dérangeante.

S'il sut être à distance l'ami de l'un et de l'autre, Major ne cherche pas à cacher qu'entre le philosophe et le psychanalyste, le dialogue ne fonctionnait guère. Derrida ne cite Lacan que pour, en général, s'en démarquer. Quant à Lacan, la publication de ses *Écrits*, datant de 1966, reste antérieure aux premiers textes importants de Derrida. Pour-

tant, ces deux pensées, également préoccupées par la question de l'inconscient, du symbolique et de l'écriture, ne pouvaient manquer de se rencontrer. Et, de fait, elles se sont croisées souterrainement. Comme le montre bien Major, la critique derridienne du logocentrisme a fait son chemin dans les derniers séminaires de Lacan. Derrida, quant à lui, n'a cessé d'attacher à la lecture lacanienne de Freud une importance croissante. Il a aussi, sans pour autant la rejeter, adressé à cette lecture des critiques précises. Prendre en compte ces critiques, comme Major suggère de le faire, conduit évidemment à une nouvelle conception de la cure analytique. Là où Lacan accorde à l'analyse et à l'analyse des bases fixes et distinctes, Derrida tend à brouiller les pistes, à défaire les identifications. Il « déconstruit » la relation analytique. Finira-t-on donc par parler, un jour, d'une pratique derridienne de la psychanalyse ? C'est ce que René Major s'efforce de nous persuader. Aux analyses de répondre.

Ch. D.

(1) Flammarion, 1980.

La machine à rêve du professeur Jouvett

Suite de la page 25

Michel Jouvett précise la processus neurophysiologique d'inhibition du tonus musculaire au cours du sommeil paradoxal, à savoir ce qui interdit aux membres de bouger en dépit de l'activité cérébrale (2).

Les thèses, ou plutôt les hypothèses, de Michel Jouvett interviennent avec le problème de l'hérédité psychologique. L'expression paraît contradictoire dans les termes : à quelles conditions y a-t-il une hérédité de comportement chez l'animal et chez l'homme ? Le rêve, selon Michel Jouvett, peut apporter une réponse. Il la formule dans ses essais mais aussi par le truchement du savant de génie, Hugues la Scève, qu'il a inventé dans le *Château des songes*.

Le rêve, en effet, concerne les animaux dits « homéothermes » (3), (mammifères, avec le cas particulier des dauphins, qui ne dorment et ne rêvent que d'un seul hémisphère de leur cerveau, pendant que l'autre veille). L'apparition du rêve constitue une nouveauté dans l'évolution animale. Il s'agit de comprendre quelle est sa fonction dans cette évolution. Jouvett propose l'hypothèse selon laquelle l'état de sommeil paradoxal, correspondant au rêve, permettrait l'acquisition et la sélection de résultats de l'ontogénèse (4) — lorsque commence le processus d'individuation par rapport à l'espèce.

En d'autres termes, par le rêve, dès l'état fœtal, l'individu se livrerait à un choix d'informations dans son apprentissage, et acquerrait des comportements singuliers qui lui permettraient de se distinguer de son espèce et, dans une certaine

mesure, de s'affranchir de son milieu. Cette hypothèse, aux conséquences biologiques et politiques considérables, est rendue possible par des résultats obtenus sur les jumeaux homozygotes, ou « vrais jumeaux ». Certains programmes génétiques seraient constamment retenus en réserve dans l'individu grâce au rêve et indépendamment des stimulations extérieures.

C'est ainsi que l'on expliquerait que des jumeaux, élevés dans des familles différentes, dans des lieux différents, auraient maintenu entre eux des traits de comportement identiques, relevant d'une hérédité psychologique : leurs environnements différents ne seraient pas parvenus à effacer cette mémoire génétique, parce qu'une « programmation génétique itérative » aurait permis d'en préserver la trace au cours de leurs rêves répétitifs.

*Le roman
et le laboratoire*

Le rêve serait donc en quelque sorte une précieuse assistance à la constitution de l'individualité psychologique contre les déterminations extérieures. A contrario, on conçoit aisément le pari qu'un pouvoir politique, par exemple, peut tirer, si cette hypothèse est vérifiée, de la suppression de l'état du sommeil paradoxal et donc du rêve. Un homme qui ne rêve pas est dépourvu de la forteresse intérieure qui le défend contre les stimulations, les agressions, les influences de son environnement. Priver un homme de son rêve est le priver de son autonomie, de sa singularité, de son individualité. « C'est le rêve



NICOLAS GUILBERT

qui fait chacun d'entre nous différent puisque c'est à ce moment-là qu'une programmation itérative vient effacer les traces de tel ou tel apprentissage, ou au contraire les renforcer.

A ceux que ce vocabulaire peut dérouter, Michel Jouvett a destiné son roman, sans rien abandonner de ses idées. Son héros, en effet, né le 14 janvier 1733 (deux siècles avant son auteur sans doute), est

un savant matérialiste lyonnais intelligent, curieux, aventurier, voyageur et libéral. Avec deux cents ans d'avance, il observe sur des animaux, puis sur des hommes, les mouvements oculaires rapides, signes d'une activité cérébrale intense et du sommeil. Son « onirothèque » personnelle, sa fréquentation de « ribaudes », de soldats, de prêtres libéraux, de savants courageux, de forains, d'un lycanthrope

et de deux sœurs siamoises lui donne sur « la machinerie du rêve » des intuitions géniales. Il faut accepter la convention du roman et les anachronismes que cette fiction implique (5). A la « programmation génétique itérative » Hugues la Scève donne le nom allemand de *Thalweg* : « Je cherchais un mot : fossé ? tranchée ? sillon ? Les songes tracent les sillons du développement du nouveau-né.

Thalweg ! (...) Serait-ce enfin la cause finale des rêves ? D'ébranler de façon intermittente, au cours du sommeil, les circuits des instincts ?

La héros, comme l'auteur, part en quête des dauphins, jusqu'au Japon, et y découvre une espèce de « phéno-myrme-jacconne », qui seraient peut-être les seuls mammifères sans rêve. Plus proche du dialogue philosophique que de la fable morale, le roman de Michel Jouvett rejoint son laboratoire, à moins que ce ne soit son laboratoire qui n'ait eu au fond cette fonction : produire un roman ? Les lecteurs, de toute façon, gagnent sur les deux tableaux, surtout s'ils sont rêveurs !

René de Ceccatty

(2) Alan Pakula a exploité ce thème dans son film *Dream Lovers*.

(3) Animaux dont la température corporelle est constante, indépendamment du milieu (contrairement aux reptiles et aux poissons). Leur caractéristique est que leurs cellules nerveuses cessent définitivement de se diviser peu de temps (trois mois pour l'homme) après leur naissance : la programmation génétique semble alors s'arrêter.

(4) Développement de l'individu depuis l'état embryonnaire. Par opposition à la phylogénèse, développement évolutif des espèces.

(5) Notamment à propos du terme « siamois » que Hugues la Scève ne pouvait pas connaître. C'est aux frères Eng et Chang, nés dans le royaume de Siam en 1811, que cette pathologie des jumeaux doit sa désignation moderne.

Jorge Semprun
Rudolf von Thadden
Mario Vargas-Llosa

Sil Iselah Berlin
Andrei Bitov
Jacques Derrida
Vladimir Fedorovskii
François Fejtő
Bronislaw Gromek

Peter Handke
Alexandre Jakovlev
György Konrad

Bernard-Henry Lévy
Antonin Lhm
Claudio Magris
Erik Orsenna
Octavio Paz
Peter Schneider

LEST TRIBUS OU L'EUROPE

Colloque International
Palais de Chaillot, Paris
28 et 29 février 1992

Vendredi 28 février
Les nouvelles fractures du continent
à l'ère du post-communisme

Samedi 29 février
L'évolution des concepts de Nation,
d'Etat-nation et l'organisation
de l'Europe

Entrée libre

la sept

**OÙ TROUVER UN
LIVRE ÉPUISÉ ?**

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

Jacques Cellard et Muriel Rey
**DICTIONNAIRE
DU FRANÇAIS
NON
CONVENTIONNEL**
HACHETTE

ACTUALITÉS

Le réalisme magique d'Angela Carter

La romancière morte à Londres dimanche 16 février d'un cancer du poumon à l'âge de cinquante et un ans était l'un des meilleurs écrivains anglais de sa génération

A la fin des années 60, alors que la littérature anglaise présentait des signes d'assoupissement, un écrivain, qui devait demeurer encore longtemps relativement inconnu, commençait à publier des romans d'une grande originalité; il n'y avait question ni de vastes demeures campagnardes ni de poison versé dans des tasses de thé; féministe et femme de gauche, Angela Carter rompa avec une tradition littéraire purement anglaise.

Pendant les deux ans qu'elle passa au Japon après un divorce, elle éprouva, dit-elle, une certaine jalousie pour les romanciers nippons « qui avaient autour d'eux une quantité de sujets dans le choc des cultures »; mais, de Londres, où elle habitait, elle pouvait bientôt affirmer: « C'est un lieu privilégié pour la création, parce que cette ville est dans un tel désordre, tellement remplie de colère, de divisions, de détresse et de souffrances, et tout cela, c'est la matière même de l'écriture » (1); elle se sentait faire partie de l'intelligentsia urbaine déracinée. Londres était « la » Ville, un « grand carnaval », comme le New-York de la Passion de l'Eve nouvelle (2), qui contient les tentations de la violence, de la peur et de la démesure, jusqu'à cette époque comique qu'est Des nuits au cirque (3), le projet d'un autre monde.

Ses premiers romans ressemblaient à des contes de fées inversés, grotesques plutôt que tragiques, noirs en tout cas, situés dans ce courant de fantaisie qu'on qualifie de gothique parce qu'on vit en lui une résurgence des forces de l'irrationnel en honneur dans le roman gothique à la fin du dix-septième siècle. Mais Angela Carter ne se contenta pas de puiser dans ce genre, s'inspirant des images de persécution et de terreur pour traduire les fantasmes de la cruauté dans la relation amoureuse; elle alliait les genres les plus divers, le roman policier, le roman victorien, la science-fiction et l'utopie, empruntant ici et là formes, images et symboles, auxquels elle donna une résonance spécifiquement



Angela Carter: une rupture avec la tradition littéraire purement anglaise

moderne. Son originalité fut de se reporter aux siècles précédents pour évoquer les bouleversements futurs de l'Histoire comme des rêves anciens, élaborant de livre en livre, depuis la Passion de l'Eve nouvelle, qui tient de la science-fiction et de l'utopie, jusqu'à cette époque comique qu'est Des nuits au cirque (3), le projet d'un autre monde.

Angela Carter, qui fut influencée par Baudelaire et le romantisme noir, comme le montre la très belle nouvelle intitulée Vénus noire (4), dont l'héroïne est Jeanne Duval, par Edgar Poe et Gustave Moreau, était hantée par la violence et le sadisme. Le thème de la jeune fille malheureuse et persécutée trouva dans son œuvre une expression nouvelle; l'homme est volontiers représenté sous les traits du bourreau, « animé des sentiments d'un cannibale » et « doté du cri de la bête féroce », mais, au lieu d'adopter le point de vue habituel, Angela Carter, résolument située dans son siècle, s'empara de ce sujet pour le subvertir en le traitant dans une

perspective féminine, voire féministe.

Son essai La Femme sadienne (5) dénonçait les mythes dont les femmes, « créatures muettes dont la vocation est de saigner », sont, selon elle, prisonnières, depuis le mythe de la pureté rédemptrice de la Vierge jusqu'à celui de la maternité triomphante, et voyait en Sade un penseur éclairé qui « mit la pornographie au service des femmes »; n'étaient-elles pas, au même titre que les hommes, libres de mettre en œuvre leurs fantasmes sexuels?

Publié la même année (1979), la Compagnie des loups (en anglais The Bloody Chamber) (6), son plus beau livre peut-être, reprenait les fantasmes qu'analysait l'essai; ce recueil de nouvelles, où sont revus et corrigés dix contes célèbres pour enfants, depuis Barbe-Bleue jusqu'au Petit Chaperon rouge, présente la cruauté sous un aspect purement sexuel et la sexualité sous un angle invariablement cruel. Comme dans Feux d'artifice (7), un autre recueil publié en 1974, l'in-

terdit et l'androgynie, la femme fatale ou la victime, les métamorphoses et les changements de sexe étaient les thèmes récurrents d'un érotisme marqué par la couleur noire.

Des nuits au cirque, un roman picaresque situé au dix-septième siècle qui nous transporte de Londres au fin fond de la Sibérie, est l'illustration parfaite de ce qu'on appelle le « réalisme magique ». On y voit un grand duc cruel qui collectionne les automates, un journaliste initié aux rites shamaniques et une femme-oiseau trapéziste, Fevers, « reine des ambiguïtés, vierge et putain, être à la frontière des espèces... »; son ambivalence, qui représente l'union des contraires, et donc un espoir d'harmonie, est à la source de l'utopie d'Angela Carter: pourvue d'une double nature, Fevers a le pouvoir de transformer celui qu'elle aime.

Ce pouvoir du rêve, qui promet l'avènement d'une ère nouvelle après que se sera désagrégé le siècle pourissant, est sans doute l'un des traits que pleure l'Angleterre, aujourd'hui en deuil de l'un de ses meilleurs écrivains. « Nous avons besoin d'elle », écrit Lorna Sage dans The Guardian: le rêve, le plaisir évident de l'écriture, l'imagination qui lui fait passer et présent au moyen d'images archétypes, et conjuguant la satire et une certaine gaieté, cette veine comique qui s'affirmait encore dans Wise Children (8), son dernier roman.

Christine Jordis

- (1) Interview dans *Londres, capitale des styles à la recherche d'une âme*, Editions Autrement, 1986.
- (2) 1977 pour l'édition anglaise (Seuil, 1982).
- (3) 1984 pour l'édition anglaise (Seuil, 1988).
- (4) *Black Venus*, 1986.
- (5) *The Sadeian Woman* (Veyrier, 1979).
- (6) Seuil, 1985, adapté à l'écran par Neil Jordan sous le titre *La Compagnie des loups*, 1985.
- (7) *Feux de la Renaissance*, 1989.
- (8) 1991 pour l'édition anglaise.

DERNIÈRES LIVRAISONS

HISTOIRE LITTÉRAIRE

GEORGE D. PAINTER: Marcel Proust 1871-1922. Réédition en un volume de la célèbre biographie de Proust, parue en 1959 et traduite en français en 1966 par G. Cataui et R.-P. Vial. Cette édition est augmentée d'une préface de l'auteur. La bibliographie a été actualisée (Mercure de France, 956 p., 185 F.).

CHARLES HENRY L. BODENHAM: Rimbaud et son père, les clés d'une énigme. L'auteur, mort en 1987, apporte des précisions sur le père du poète, le capitaine Rimbaud, officier des affaires indigènes en Algérie de 1845 à 1850, et sur les rapports qu'il rédigea concernant les populations locales. A la lumière de la relation de Rimbaud à son père absent, il interprète l'œuvre poétique. Il y découvre des rapports avec la mystique musulmane et en tire des conclusions sur la « foi » du poète. (Les Belles Lettres, 212 p., 125 F.).

ARTHUR RIMBAUD: Œuvres complètes. Correspondance. Établie par Louis Forestier, cette nouvelle édition de Rimbaud donne, dans un ordre cohérent et raisonné, l'ensemble des œuvres, lettres et textes du poète, ainsi que les documents essentiels – notamment le *Journal* de Vitalie Rimbaud et les œuvres attribuées – qui ont contribué à forger l'image de « l'homme aux semelles de vent ». On trouvera également dans ce volume une chronologie détaillée et un « dictionnaire ». Nous avons hélas relevé deux coquilles graves dans le seul Bateau ivre... (Laffont « Bouquins », 760 p., 120 F.).

HENRI JUSTIN: Poe dans le champ du vertige. Une lecture approfondie de l'œuvre d'Edgar Allan Poe, des premiers Contes (1831) à *Eurêka* (1848). S'appuyant sur la « puissance critique » du poète, Henri Justin suit le « processus d'élaboration des figures de l'espace ». Il démontre la cohérence de l'œuvre de Poe, qui assume le double héritage du siècle des Lumières et des deux générations romantiques: « Poe a construit avec ses textes une véritable usine de transformation du romantisme en structuralisme. » (Kailash, 380 p., 250 F.).

OUVRAGE COLLECTIF: Pierre Benoit témoin de son temps. Pour les amateurs de l'auteur de Koenigsmark, les actes d'un colloque qui s'est tenu sous la direction de Gilbert Pillaud et Charles Saint-Pro à Mascar (Lot). Préface de Charles Hérou, ancien président de la République du Liban (Albin Michel, 324 p., 140 F.).

OUVRAGE COLLECTIF: Adonis. Le temps des poètes. Un numéro de la revue *Détours d'écriture*, dirigée par Patrick Hutchinson, sur l'un des plus grands poètes actuels de langue arabe. De nombreuses contributions, dont celle de sa traductrice Anne Wade Minkowski, éclairent l'œuvre d'Adonis, qui rapproche les pôles de la modernité et de la tradition, de l'errance et de l'identité (Ed. Noël Blandin, 256 p., 150 F.).

LETTRES ÉTRANGÈRES

Le Fado d'Amalia. Amalia Rodríguez est une des dernières grandes voix d'Europe, et le fado, qu'elle chante depuis plus de cinquante ans, un style qui connaît un nouvel essor. En quarante textes de fado signés des plus grands auteurs et chantés par Amalia plus une dizaine composés par la chanteuse elle-même, ce recueil en version bilingue donne la mesure poétique du genre. « Le fado est né un jour où le vent soufflait à peine, et le ciel prolongait la mer sur le pont d'un voilier. » Poèmes adaptés du portugais et présentés par Jean-Jacques Lafaye, en collaboration avec Zéni d'Ovar. (Actes Sud, 140 p., 78 F.).

JOSEPH FINDER: le Club de Moscou. Un jeune analyste de la CIA découvre l'existence d'un formidable complot: une « taupe » des services américains implantée à Moscou est parvenue au fil des années à s'élever dans les rouages du régime soviétique, jusqu'à devenir le patron du KGB. Mais ce personnage poursuit ses propres objectifs et rêve ni plus ni moins de restaurer le vieux empire de Kiev... Traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean Rosenthal. (Édition n° 1, Stock, 599 p., 130 F.).

LA BANDE DESSINÉE

Eternels retours

doxales. Au bout de vingt-six albums merveilleusement conçus par le tandem Jean-Michel Charlier et Jean Giraud, la mort du premier a appauvri la veine aventureuse de ce cabochard de lieutenant Blueberry. Et il semble que Jean Giraud se désintéresse de la suite à donner aux destinées de son héros avec l'armée, la société ou les femmes.

Il a même laissé à un nouveau duo, Cortegiani et Wilson, le soin d'animer « la Jeunesse de Blueberry », série qu'il lança naguère avec Charlier. Le sixième tome, la *Poursuite impitoyable*, est fidèle au dessin et au lettrage des premiers albums, mais l'intrigue démarre trop tardivement, avec l'évasion de Blueberry d'un camp sudiste, et s'alourdit de courses-poursuites et de bagarres, en embrouillant un scénario qui laisse un peu le lecteur sur sa faim.

L'autre série qui a pris le relais des aventures de Blueberry, « Marshal Blueberry », dont le premier album s'intitule *Sur ordre de Washington*, s'intercale entre la *Piste des Sioux* et *Général Tête Jaune*. Dans ce nouvel album, le « maître » Jean Giraud reprend du service en contant les premiers faits d'armes du jeune marshall, chargé de découvrir un trafic d'armes, avec pour décor les guerres indiennes et des intrigues de quartier général. Avec Jean Giraud aux commandes, on retrouve l'univers du redresseur de torts – y compris le mythique Fort Navajo –, même si le dessin de William Vance, l'auteur de *Ramiro*, est trop précis et le pinceau trop lissé pour donner sa pleine saveur originelle à cette nouvelle saga.

Autre retour notable, celui de Bernard Prince. Michel Greg s'est associé cette fois-ci au dessinateur Edouard Aidan, le « père » de Tounga, pour concevoir la *Dynamitera*. L'album porte le

surnom de la fille qu'a eue autrefois le vieux Barcey, une sorte de capitaine Haddock grognon, compagnon de mer de Bernard Prince.

« La Dynamitera », tornade rousse et révolutionnaire, va inciter Bernard Prince et ses amis à prendre fait et cause contre le dictateur Diego. C'est vil, bourré de coups de canon et d'explosifs, jusqu'à sembler un peu outrancier et à donner l'envie de renouer avec les premières aventures du marin à chevelure précocement blanche.

Betty Brisk, jeune héroïne imaginée par Pierre Nedjar, arbore elle aussi un casque de boucles blanches sur des formes plantureuses dignes de Rita Hayworth. Dans sa première aventure, *Œil dans le ciel*, l'auteur lui fait traverser un Cuba surveillé par la police de Raul Castro, fuit grâce à un savant indien, toujours escortée par un petit chien qui rappelle furieusement Milou. Cette première aventure traîne en longueur, mais la maîtrise du dessin dont elle témoigne, juste retour à l'école de la « ligne claire » chère à Hergé, mérite de s'arrêter aux tribulations de cette héroïne moderne.

RETOUR en arrière avec Brenda, l'album d'un ancien élève de l'école de BD d'Angoulême, Boém et du prodige Rodolphe. Ce premier épisode des aventures d'Antoine Blériot dit « le Blaireau », publié il y a quelque temps, garde tout son charme avant la prochaine publication du deuxième tome, *Marie-Laure*. Digne d'un roman de André Héliès, ce « Blaireau », joueur de saxo à ses heures, amateur de voitures qui ne sont pas des bagnoles, chercheur d'héritage et grand « splendeur » devant l'Éternel, est roulé dans la farine par la trop séduisante Brenda, au fil d'une aventure dont les dessins passent de la

noirceur au pastel. Autre réussite, mais cette fois-ci dans le domaine de la science-fiction, *L'Enfant clone*, premier pan du « Tropique des étoiles », de Chris Lamquet.

Une expérience menée par des savants fous sur des enfants clones, au sein d'un univers peuplé de robots, sert de trame à cet album qui fait froid dans le dos.

Yves-Marie Labé

EN BREF

□ Pour Armand Robin. – A l'occasion de l'édition des *Fragments* d'Armand Robin (Gallimard), une soirée présentée par Pierre-Jakez Hélias est organisée mercredi 26 février à 21 heures dans la Petite Salle du Centre Pompidou. Marie Balvet et Sylvia Lipa, qui liront des textes du poète, ont conçu cette soirée.

□ Précision. – La photo de Georges Lambrichs publiée dans « Le Monde des livres » du 14 février a été prise par Magdi Senadji.

□ Les salons littéraires des Arts déco.

La mort du philosophe Jean Borreil

Le philosophe Jean Borreil est mort à Paris jeudi 13 février à l'âge de cinquante-quatre ans. Il était né à Thuir (Pyrénées-Orientales). Depuis 1971 il enseignait au département de philosophie de l'université Paris-VIII. Également directeur de programmes au Collège international de philosophie, il a marqué ces deux institutions de sa personnalité intellectuelle et de son exceptionnelle générosité.

Membre fondateur de la revue *Les Révoltes logiques*, où il a publié de nombreux travaux, il s'est ensuite particulièrement tourné vers une réflexion esthétique concrétisée notamment par *Déso-mances* (Le Méjan/Actes Sud 1985) et *L'Artiste-roi* (Aubier, 1990), publiés sous son nom catalan de

Joan Borrell. Sous ce nom, il publia plusieurs articles dans « le Monde des livres ». Dans ses écrits sur Baudelaire, Courbet ou Joyce, comme dans les textes consacrés aux peintres et aux sculpteurs contemporains qui étaient ses amis, il pose les questions de ce qu'il appelle un « platonisme anti-platonicien »: que signifie, pour la philosophie, l'exemplarité de l'artiste proclamée au dix-neuvième siècle avec l'indifférence de son modèle? Comment peut-elle penser le mode de subjectivité qui s'exprime en commun dans les figures quelconques de l'« Enferment à Ormans » et dans la représentation de l'atelier du peintre?

A une modernité toujours nostalgique des odyssées de la conscience, Jean Borrell oppose une pensée de la singularité, contemporaine de notre *Ulysse*, celui de Joyce, et capable d'amener l'Occident à la considération de sa propre étrangeté. Ce philosophe était aussi un écrivain, plus connu comme tel en Catalogne où il a fait représenter sa pièce *Cronaca de Ann* et publié son roman *l'Indret Blau* (l'Endroit bleu). Il faut espérer que nos éditeurs nous donneront bientôt cet *Endroit bleu* et un rassemblement des textes publiés ici ou là par un penseur indifférent à toute idée de promotion.

Jacques Rancière



LA POURSUITE IMPITOYABLE de Cortegiani et Wilson. Novéti, 48 p., 45 F.

SUR ORDRE DE WASHINGTON de Vance et Giraud. Alpen-Publishers, 52 p., 56 F.

LA DYNAMITERA de Aidan et Greg. Ed. Blanco, 48 p., 52 F.

L'ŒIL DANS LE CIEL de Pierre Nedjar. Dargaud, 65 p., 68 F.

BRENDA de Boém et Rodolphe. Dargaud, 48 p., 59 F.

L'ENFANT CLONE de Chris Lamquet. Ed. Hélyode, 48 p., 65 F.

LES héros emblématiques de la bande dessinée, et c'est ce qui fait leur charme délicieusement vénérable, sont éternels. L'annonce d'une de leurs nouvelles aventures met en transe leurs aficionados. Et même si ces derniers, depuis de ne pas y retrouver la qualité de scénario et la pureté de trait des premiers albums, promettent qu'on ne les y reprendra plus, ils retournent à leurs amours, hantés par leurs premiers émois de lecteur. Le retour sur scène de Mike Steve Blueberry est une parfaite illustration de ces amours para-

JÉRÔME CLÉMENT
Un homme en quête de vertu



Grasset

VLADIMIR NABOKOV

Tome 1 :
Les années russes
(1899-1940)de Brian Boyd.
Traduit de l'anglais (Nouvelle-Zélande)
par Philippe Delanoue.
Gallimard, 660 p.
(avec un index des noms
de personnes), 190 F.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Une vie de Russe pas vraiment blanc

UNE telle biographie, c'est la consécration. Un monument qu'il ne faudrait surtout pas prendre pour un mausolée. Le premier tome est consacré aux « années russes » (aux années où il écrivait en russe) : de la naissance, le 23 avril 1899 à Saint-Petersbourg, jusqu'au départ de Saint-Nazaire pour l'Amérique en mai 1940. Le second volume (à paraître) sera consacré à la partie américaine, au retour en Europe et aux œuvres en langue anglaise. Une vie de Russe pas vraiment blanc. Marqué à jamais par la brisure et le regret tourment de la patrie perdue.

Vladimir Nabokov avait déjà livré des souvenirs dans une passionnante autobiographie écrite entre 1947 et 1951 en Amérique, retravaillée et complétée vingt ans plus tard alors qu'il vivait en Suisse, parue d'abord sous le titre de *Conclusive Evidence* (« la preuve concluante ») : « la preuve concluante que j'avais bien existé », puis en Angleterre sous le titre *Invitation to a Beheading* (« l'invitation à un exécution »), et enfin en russe à New York, *Drouguie berega*, reprise en français *Autres rivages* (Gallimard 1961 et 1989)...

UN choix d'appellations variées qu'on retrouve à plusieurs reprises dans les traductions des œuvres de Vladimir Nabokov – et de son alter ego Sirine, – à cause de l'exil, à cause du trilinguisme, à cause des tribulations d'une vie d'écrivain exilé par l'Histoire. Certes, l'ouvrage de Brian Boyd, qui paraît chez Gallimard, ne supplante pas la spontanéité aux États-Unis et même l'intérêt des souvenirs erronés de l'autobiographie. Mais, en tentant de remplir, de la façon la plus minutieuse possible, ce qu'on appelle en russe les « taches blanches » d'une vie, elle fournit aux connaisseurs et aux passionnés de l'œuvre, autant qu'aux amoureux de l'âme russe, une lecture indispensable en même temps qu'une approche renouvelée. Tout en s'attachant à nouer le lien avec l'œuvre pour l'histoire d'une vie qui, comme le disait Nabokov lui-même, « ressemble moins à une biographie qu'à une bibliographie »...

En premier lieu, inoubliable, la figure du père, Vladimir Dmitrievitch Nabokov, grand personnage de l'intelligentsia et de la politique, qui domine, éclaire, modèle la personnalité anticonformiste de son fils ; et on se prend à souhaiter qu'un historien puisse se consacrer, un jour, à cet autre Nabokov : chef de l'opposition à la Douma, puis membre du cabinet de Kerenski après la révolution



Vladimir Nabokov, âgé de dix-neuf ans (à gauche), en compagnie de ses frères et sœurs à Yalta en novembre 1918 avant de quitter la Russie.

de Février, à qui son sens profond du libéralisme, l'exigence de justice, la volonté de s'opposer aux antisémites, aux pogromistes et à tous les intolérants vaudront d'être assassiné à Berlin par des extrémistes de droite monarchistes. Depuis longtemps un homme à abattre...

« Je regardais les lumières s'éloigner en nageant, les rubans blanchâtres de trottoirs éclairés, les reflets spirales sur le miroir noir de l'asphalte, et il me semblait que j'étais coupé de tout cela de quelque façon maladroite – que les réverbères et les ombres fuligineuses des passants étaient un mirage accidentel et que la seule chose claire, significative et vivante était le chagrin, tenace et suffocant, qui me broyait le cœur. « Père n'est plus. » Hier soir, il était si heureux, si tendre », écrivait son fils de vingt-trois ans dans les pages inédites du Journal, retranscrites par Elena, sa mère, rassemblant toutes ses sensations pour relater cette journée du 28 mars 1922, la plus tragique de sa vie.

Éditeur du journal du parti K. D., condamné à trois mois de prison en 1908, V. D. Nabokov avait profité de ce

répit forcé pour lire Dostoïevski, Nietzsche, Kaut Hamsun, Anatole France, Zola, Hugo, Wilde, mais aussi la Bible en totalité ; pour apprendre l'italien fluide de lire Dante et D'Annunzio. « En sa double qualité de prisonnier et de criminologue, nous apprend Boyd, il écrivait en prison une longue série d'articles publiés dans *Pravo* immédiatement après sa libération, dans lesquels il démontait la faiblesse des pratiques pénales russes. Il soulignait en particulier que les peines ne tenaient aucun compte des différences entre les individus : trois mois de réclusion solitaire pouvaient se révéler pour les uns une torture intolérable tandis que pour d'autres, malgré tous les désagréments de la situation, ce pouvait être l'occasion de réaliser des projets depuis longtemps en souffrance et qui le réorientaient dans des circonstances ordinaires. »

Cet homme, qui disposait d'une bibliothèque de plusieurs milliers de livres, qui connaissait à fond les littératures russe, anglaise, française et allemande, qui faisait en famille la lecture à haute voix, et en anglais, de Dickens, avait initié son

fil, dès le plus jeune âge, à une culture européenne (« A quatorze ou quinze ans, Vladimir avait lu, ou relu, tout Tolstoï en russe, tout Shakespeare en anglais et tout Flaubert en français »). Mais aussi aux problèmes d'échecs et à la passion des papillons. En exil à Berlin, où se trouvait le premier foyer culturel de l'émigration russe, V. D. Nabokov dirigea le principal quotidien russe et l'une des grandes maisons d'édition. Plus tard, dans le Don, son roman le plus vaste et le plus ambitieux, le romancier fera exprimer à un des personnages, Fiodor, sa vénération pour le souvenir de son père.

Le biographe suit la chronologie : l'enfance dorée dans une famille aristocratique riche de ce Petersbourgeois qui ne mettra jamais les pieds à Moscou, mais qui savoura les vacances dans la propriété familiale et à l'habitude, dès son plus jeune âge, des voyages en France, ou en Italie avec précepteur, femme de chambre, gouvernante, nurse, valet de chambre, sans oublier le teckel. Éduqué par une succession de gouvernantes françaises et anglaises, le petit

Vladimir sait écrire l'anglais et le français avant le russe ; il n'ira qu'à partir de douze ans dans une école libérale (on y admet des juifs au-dessus du *numerus clausus*) où Vladimir Hippus, son professeur de littérature russe, se montre compréhensif pour l'indiscipline de son élève : « Un jour qu'il avait donné comme sujet de devoir : « la paresse », Nabokov rendit une page blanche... et obtint une bonne note. »

Viendra l'exil, avec le seul patrimoine qu'il ait emporté de Russie, sa langue, que les études à Cambridge ne feront jamais oublier. C'est en russe que le jeune homme écrit ses poèmes, ses récits, son premier roman, *Machenka*, prenant le pseudonyme de Sirine, du nom d'un oiseau de paradis fabuleux. Trilingue, il refusera toujours de parler l'allemand, n'écrira rien en français à part *Mademoiselle O* et un essai sur Pouchkine... Il ne vit que dans un milieu russe, que ce soit à Cambridge ou à Berlin. Hitler et les nazis le renverront vers Paris, en 1937, avec le désir de ne pas se mêler aux dissensions des émigrés : trop préoccupé par la difficulté à se faire traduire, parce qu'on considère les émigrés russes avec suspicion, il va être conduit à écrire en anglais...

Il ne fallait surtout pas que la vie prenne le pas sur l'œuvre. C'est à cela que s'est attaché le Néo-Zélandais Brian Boyd, chef du département de littérature anglaise de l'université d'Auckland, considéré comme un des meilleurs spécialistes de l'œuvre de Vladimir Nabokov et qui a passé plus de dix ans à écrire cette imposante biographie, du vivant encore de sa veuve, Vera, donc avec l'aide, l'encouragement, et l'imprimatur des héritiers. Une biographie qui fera longtemps autorité par la masse d'informations, de documents inédits, d'enquêtes, par la profonde connaissance de l'œuvre autant que des archives ; surtout par la critique de l'œuvre totalement intégrée, imbriquée, à la vie.

Un vrai travail... d'entomologiste ! Qui ne doit pas nous faire oublier, cependant, que la vraie vie d'un écrivain est, avant tout, dans son œuvre. Pour s'en convaincre, il suffira, par exemple, de lire le volume qui réunit trois de ses grands romans : *Le Don*, *Lolita* et *Invitation à un exécution* (1).

(1) Gallimard, collection « Bibliothèque », 1991.

Rectifications. – Deux erreurs se sont glissées dans la chronique de Nicole Zand, « Des nouvelles d'Union soviétique » (« le Monde des livres » du 14 février). *Écrits sur des manchettes*, de Mikhaïl Boulgakov, a été traduit par Paul Lequessne et postfacé par Marianne Gourg. Cette dernière est par ailleurs la préfacière – et non la traductrice – du *Journal confisqué* (1922-1923), de Boulgakov, dont Paul Lequessne est le traducteur (Ed. Solin).

La métamorphose des métamorphoses

par Hector Bianciotti

LETTRES CHOISIES

1940-1977

de Vladimir Nabokov.

Traduit de l'anglais

par Christine Bouvart.

Introduction de Dmitri Nabokov,

choix des lettres et notes

de Dmitri Nabokov

et Matthew J. Bruccoli.

Gallimard, 688 p., 290 F.

Même si l'imposant choix de lettres de Vladimir Nabokov que voici comporte, en guise de préambule, plusieurs lettres écrites entre 1923 et 1939, lors de ses longs séjours en France et en Allemagne, et même si l'épistolier ne dépose sa plume que quelques semaines avant sa mort, cette correspondance date pour l'essentiel de la période américaine de l'écrivain : 1940-1961. Aussi concerne-t-elle avant tout l'activité de l'artiste – ses rapports, ses problèmes, ses démêlés avec éditeurs et traducteurs – l'immense travail du professeur de littérature anglaise à Wellesley College, et de littérature russe à Cornell University. Sans oublier l'entomologiste vite nommé chercheur au Museum of Comparative Zoology de Harvard où, disait-il non sans fierté, il était « le gardien des collections fabuleuses », et qui allait découvrir deux espèces de lépidoptères ; l'une d'elles portera son nom, évidemment.

Lorsque Nabokov, qui allait réussir si somptueusement son œuvre bicéphale, s'embarque avec sa femme et son enfant à destination de l'Amérique, il est bel et bien décidé à devenir, et sans retour, un

écrivain anglophone. Et cela, au moment même où son œuvre, jouissant déjà d'un grand prestige dans les milieux intellectuels de la diaspora russe, est en bonne partie traduite et commence à s'imposer en France, en Angleterre, en Allemagne. C'est là, pour l'écrivain, la métamorphose des métamorphoses – comme on dit Canticque des Cantiques – et d'autant plus difficile à mener à bien lorsque, comme Nabokov, on croise sous les travaux en tout genre pour assurer le pain quotidien à sa famille.

Certes, en 1938, encore à Paris, il avait écrit en anglais, langue qui lui était familière depuis l'enfance, la *Vraie Vie de Sebastian Knight* ; et, trois ans après son arrivée en Amérique, en rendant à son éditeur l'époustouffant *Nicolas Gogol* (1), il s'écrit, conciliant de sa victoire : « J'aimerais bien connaître l'Anglais qui pourrait écrire un ouvrage sur Shakespeare en russe. »

« Une certaine sinuosité »

Cependant, ayant décidé de faire traduire le *Don* – à ses yeux le meilleur de ses romans russes, – il demande qu'un bon traducteur, connaissant mieux l'anglais que la langue d'origine, fasse le travail de base qu'il peaufinera par la suite ; car, avoue-t-il, « mon anglais ne vaut pas le russe. (...) Je ne pourrais parvenir à faire cela tout seul ». Et il fait gré à Katharin A. White, sa bonne fée du New Yorker, qui l'admire et le choie, mais ne lui suggère pas moins de modifier ici et là sa prose, de l'aider « à désherber sa

mauvaise grammaire ». En même temps, il lui demande de ne pas tailler court ses phrases ni de rompre « une certaine sinuosité » bien à lui...

Cinq ans encore, et il reconnaît qu'il reste toujours capable de se défendre, dans sa langue maternelle, en poésie, mais, pour ce qui est de la prose, il affirme avoir perdu complètement la main. Enfin, lui demande-t-on, en 1954, de se traduire en russe ? La réponse est négative : il a enduré trop de souffrances pour passer du russe à l'anglais : « Après avoir vécu cette métamorphose atroce, j'ai juré de ne plus jamais quitter l'enveloppe ratatinée de Hyde pour reprendre celle, plus ample, de Jekyll. »

Enfin, *Lolita* vint ! *Lolita* qu'il chercha par tous les moyens à publier sous pseudonyme pour préserver ses fonctions de professeur. Mais, pour finir, il dut consentir à la faire paraître sous son nom chez Maurice Girodias, propriétaire d'Olympia Press, à Paris. Le monde littéraire s'enflamma-t-il ? C'est peu dire, tandis que les gardiens de l'ordre moral donnent l'assaut : de Hedda Hopper, la comédienne de Hollywood, au ministre de l'Intérieur britannique qui demande à son collègue français de l'aider à protéger la morale des touristes anglais en interdisant la version anglaise de l'ouvrage ! Ce qui est fait. Et voilà Nabokov classé écrivain obscène et libertin. « Mais *Lolita* est une tragédie, proteste l'auteur, le tragique et l'obscène s'excluent l'un l'autre. »

Graham Greene, directeur d'une maison d'édition à Londres à cette époque, s'emploie par tous les moyens à publier l'ouvrage – bien

que « en Angleterre on risque la prison, mais peut-il y avoir de meilleure cause ? »

On ne connaît que trop la suite de l'affaire : le succès, l'argent et la possibilité pour Nabokov de consacrer enfin tout son temps à la littérature. Il a soixante et un ans. C'est ainsi que, comme une ville à demi enfouie dans les sables, son œuvre monte au grand jour avec toute la splendeur de ses palais et de ses monuments. « Mais tout cela aurait dû arriver il y a trente ans », dit Nabokov qui est, pourtant, au bout de ses peines.

Enfin, cet ensemble de lettres ne témoigne pas tant du génie de Nabokov que des efforts d'un créateur en proie à toutes sortes de difficultés : un homme en lutte permanente pour être ce qu'il est, et qui se montre par instants acariâtre, voire ingrat à l'égard des gens grâce auxquels il a été reconnu. Tel Girodias que, encore en 1965, Nabokov, au faite de sa gloire, poursuit de son mépris, demandant à Girodias de publier dans le *Correspondant* des lectures d'une lettre pour nier qu'il ait jamais rencontré l'éditeur, ni monté « l'escalier vermoulu » d'Olympia Press, comme une journaliste s'est plu à le supposer dans les colonnes du magazine.

Et que dire de son attitude à l'égard d'Edmund Wilson, sans l'aide et les conseils duquel la carrière américaine de Nabokov serait inimaginable, et qui, dans ce volume, n'a droit qu'à des allusions désagréables ? Alors que la *Correspondance* 1940-1971 (2) échangée entre les deux hommes témoigne d'une amitié profonde, en dépit de désaccords d'ordre littéraire, par-

fois politique, et même des disputes. Soit dit en passant, les lecteurs n'auraient pas tort d'avoir recours à ce précédent volume pour compléter le choix présent, où la figure de Nabokov ne se dessine que de profil, et va, à mesure, se durcissant.

Le papillon de Jérôme Bosch

On s'amusera ou pas, c'est selon, lorsque Nabokov pourfend certaines renommées bien établies : Thomas Mann ? « Monument de banalités » ; Ezra (dit Uzi) Pound et T. S. Eliot ? « Voilà longtemps que j'ai envie de me payer la tête d'aussi grands imposteurs. » Pasternak ? « Le meilleur poète soviétique, mais Jivago : livre de pacotille, médiocrité, artificiel et stupide. » Ainsi de suite avec Galsworthy, Tagore, Faulkner, Aragon ou Sartre – lequel, en 1939, avait qualifié la *Méprise* de « roman-avorton » et insinué que si Nabokov n'était pas un artiste accompli, c'était du fait qu'il manquait de racines... En revanche, Nabokov se délecte avec la prose de John Updike, admire J. D. Salinger, trouve merveilleux le tout premier roman d'Edmund White et, à la lecture du *Voyeur* et de la *Jalousie*, il considère Flaubert-Gillet comme « le plus grand écrivain français de l'époque » !

Dans tel ou tel recoin de ces pages austères (parmi lesquelles on trouve bon nombre de lettres rédigées par M^{me} Nabokov, deux lettres de Graham Greene et deux notes d'Alfred Hitchcock), des notations, de curieux détails révélateurs

se nichent. Ainsi peut-on lire : « Je suis presque exclusivement un écrivain, et mon style est tout ce que je possède... » « Je n'ai le verbe facile en aucune langue... » « Aucune forme de musique ne m'intéresse... »

Et si, comme Nabokov l'affirme, on sait imprimer à son poignet une torsion particulière, on saura faire glisser dans son filet ou capturer en plein vol quelques petites merveilleuses. Comme lorsque, ayant achevé un roman, Nabokov s'est décrit tel « une jeune accouchée allongée au milieu de ses dentelles (...) avec son bébé auprès d'elle, le visage couleur d'une chambre à air ». Ou qu'il nous assure que certain papillon peint par Jérôme Bosch et connu maintenant sous le nom de *Maniola jurtina*, Linné le décrivit deux cent cinquante ans après que le brave peintre l'eût attrapé avec sa casquette dans un pré flamant pour le placer dans son *Enfer*...

Soudain, le magicien est là, enjôlé, incomparable, qui se tenait en coulisses et qui, faisant de temps à autre signe de se taire aux messieurs discolores qui occupent la scène, nous indique du coin de l'œil la direction de ces « autres rivages » où nous attendent Ada, Prine, ou cette Lolita que l'on prend toujours pour la vedette d'un spectacle où elle a joué, bien entendu, un rôle capital, mais qui désormais fait s'appesantir l'œuvre sans l'alourdir de richesses.

(1) Rivages, 1988.

(2) Rivages, 1988.